

INF'EAU PANORAMA N°20

Février - Mars 2022

LA VOIX DE L'EAU EN MEDITERRANEE













Inf'Eau Panorama n°20 – Février / Mars 2022

La Voix de l'Eau en Méditerranée

(Sources : UPM – UE – Presses locales et régionales)

Sommaire

Edition speciale: 9° 10rum mondial de l'édu de Dakar, Senegal (21 au 25 mars 2022)	/
Retour sur la participation de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) au 9 ^{ème} forum mondial de l'eau de Dakar	
L'Institut Méditerranéen de l'Eau, ses membres et partenaires au 9 ^{ème} forum mondial de l'eau	
Side-event IME sur le stand du Conseil Mondial de l'Eau	
Session spéciale SS13 IME au 9 ^{ème} forum mondial de l'eau	23
Session spéciale SS12 IME au 9 ^{ème} forum mondial de l'eau	26
9e Forum Mondial de l'Eau à Dakar : en route pour 2023 (Think-Tank Re-Sources)	32
Le forum mondial de l'eau à Dakar en mars 2022 : le temps des réponses (Think-Tank Re-Sources)	34
« Le Sénégal a versé 4 millions d'euros pour l'organisation du Forum », Loïc Fauchon, président du Cons mondial de l'eau (Sudquotidien)	
Loïc fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau pour une "écriture du futur de l'eau" (seneplus)	38
Les quatre grands points prioritaires du 9ème Forum mondial de l'eau de Dakar, selon Loïc Fauchon (Vivafrik)	40
Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau demande l'annulation de la dette des pays pauvres Quotidien.sn)	
9ème Forum mondial de l'eau : Les solutions de la SONES pour l'accès universel à l'eau au Sénégal	43
Le secrétariat exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau très satisfait du bilan à mi-parcours	44
Entretien avec Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau (Solidarites.org)	45
Au Sénégal, le Forum mondial de l'eau appelle à garantir un « droit à l'eau » (Le Monde)	47
Loïc Fauchon : "Ecrivons nous-mêmes, le futur de l'eau" (Enquête+)	49
9ème Forum mondial de l'eau : les solutions existent ! (Revue EIN)	51
Forum mondial de l'eau : ce qu'il faut retenir du rendez-vous de Dakar (Le Point)	53
Comment lutter contre les fuites d'eau : Voici l'application qui règle le problème (PFE / IME / ALTEREO)	54
La déclaration de Dakar a mis fin au 9e forum mondial de l'eau (agenda-2030)	56
Dakar pose les bases de la Conférence des Nations unies sur l'eau en 2023 (Voaafrique)	58
Quel bilan du 9ème Forum Mondial de l'Eau à Dakar ? (Coalition Eau)	60
1. Eau et climat	62
La Méditerranée particulièrement sensible aux risques climatiques (Econostrum)	63
Lutte contre le réchauffement climatique : « Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés » (Le Télégramme	.) 65

c'océan : notre meilleur allié dans la lutte contre le réchauffement climatique (goodplanet.info)66
Sécheresse exceptionnelle dans la péninsule ibérique (lalettremed.com)67
Nouveau rapport du Giec sur le climat : « la situation s'est significativement aggravée » (CNRS Journal)68
Changement climatique : les villes cherchent comment affronter la montée du niveau des mers (Le Monde)
Changement climatique : Ces villes de France qui se préparent aux importantes inondations (Radio Classique)70
Rapport du GIEC : Le stress hydrique sévère pourrait occasionner -3% de baisse du PIB (Yabiladi.com)71
es défis climatiques en Méditerranée au centre d'une conférence à l'Académie du Royaume73
Changement climatique- Etat d'avancement de la Maison Méditerranéenne du Climat (Industries.ma)74
e Maroc manque d'eau (Econostrum)75
MAROC : la Banque mondiale promet 180 M\$ pour l'irrigation face à la sécheresse (Afrik21)76
Sècheresse : l'été s'annonce délicat, surtout sur le pourtour méditerranéen77
2. Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)
MAROC : Des travaux en cours pour la modernisation du réseau d'eau potable de Khénifra (Afrik21)79
RESMYLE accompagne les communautés locales pour rationaliser la consommation d'eau au Sud-Liban (EU Neighbours)80
Le projet WES financé par l'UE lance une nouvelle activité pour une meilleure utilisation des eaux non facturées en Jordanie (EU Neighbours)81
Gestion durable de l'eau dans le Sud-Ouest : INRAE et l'Agence Adour-Garonne signent une convention- cadre de partenariat (Source INRAE)82
Montpellier : pour le chercheur Sami Bouarfa, "économiser l'eau est important, mais pas suffisant" (Midi .ibre)84
Sayed Ismail, Egypte: Nous travaillons sur deux axes: optimiser les ressources d'eau et minimiser le gaspillage (Al-Ahram)
Plusieurs bassins peinent à répondre aux besoins des Marocains en eau potable (Hespress)91
Mme Moualfi à la conférence ministérielle du Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale à Valence [APS.DZ]93
MAROC : l'espagnole Hidroconta réduira la consommation d'eau d'irrigation à Aoulouz (Afrik21)94
es villes de la métropole de Montpellier labellisées "commune économe en eau" (montpellier3m.fr)95
Pénurie d'eau dans le monde : trop de prélèvements sauvages sur les nappes (Midi Libre)97
Dans les zones de stress hydrique, en Afrique plus qu'ailleurs, la réponse « low-tech » pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement est bien souvent LA solution (Revue EIN)98
ournée mondiale de l'eau : la stratégie de Veolia sur le terrain pour lutter contre le gaspillage (Midi Libre)99
Stress hydrique: Les Algériens se préparent à un été sans eau potable (Hespress)100
Montpellier. Nouvelle station de pompage : eau potable pour 115 000 habitants (Métropolitain)102
Montpellier Métropole : un Forum de l'eau installé dans un an (Hérault Tribune)103
3. Sécurité hydrique106
ALGÉRIE : le barrage Djorf Ettorba, proposé à la liste des zones humides Ramsar (Afrik21)107

ÉGYPTE : le japonais Dai Nippon va doter Dairut d'un barrage d'irrigation (Afrik21)	108
10 février 2022	108
MAROC : mobiliser 940 M€ supplémentaires pour l'eau dans le secteur agricole (Afrik21)	109
La solution aux crises de l'eau se trouverait-t-elle sous nos pieds ? (Revue EIN)	110
4. Ecosystème et biodiversité	111
ÉGYPTE : Charm el-Cheikh se rêve d'une ville verte à quelques mois de la COP 27 (Afrik21)	112
RESET, un nouveau projet financé par l'UE pour faciliter la création d'entreprises vertes et durables dans région méditerranéenne (EU Neighbours)	
La Journée mondiale des zones humides se fête sur le digital (Webmanagercenter)	114
Forum des mondes méditerranéens : un plaidoyer pour la Méditerranée (7 et 8 février 2022)	115
Pendant dix ans, un robot va scruter le fond de la Méditerranée pour étudier l'impact du changement climatique (Le JDD)	116
Création du Réseau des villes côtières pour protéger la mer Méditerranée (EU Neighbours)	117
L'intelligence artificielle au service de la biodiversité marine : démarrage d'un challenge scientifique international inédit (Actu IA)	118
Négociations mondiales sur la biodiversité à la COP 15: l'UE en tête de l'ambition vers un nouvel accord pour protéger les personnes et la planète (EU Neighbours)	120
Les zones humides, au cœur d'un système performant (L'Indépendant)	121
5. Eau et énergie	123
MAROC : le français Total Eren investira 9 Md€ dans l'hydrogène et l'ammoniac vert (Afrik21)	124
ÉGYPTE : à Port Fuad, H2-Industries produira de l'hydrogène à partir des déchets (Afrik21)	125
MAROC : l'UE investira 1,6 Md€ dans la transition énergétique d'ici à 2027 (Afrik21)	126
MAROC : Helsinki veut investir dans les énergies propres et l'efficacité énergétique (Afrik21)	127
16 février 2022	127
Eau & énergie : trop peu, mais pas trop tard (Revue EIN)	128
ÉGYPTE: Metito, Scatec et Orascom investiront dans le dessalement à l'énergie solaire (Afrik21)	129
L'Italie parie sur les premières éoliennes de Méditerranée (L'essentiel)	130
lean Castex confirme le projet de parc éolien au large de Fos-sur-Mer	132
6. Ressources en eau non conventionnelles	133
MAROC : après 3 ans de travaux, l'usine de dessalement de Chtouka entre en service (Afrik21)	134
ALGÉRIE : à Béjaïa, les autorités relancent un projet de dessalement entamé en 2018 (Afrik21)	135
Saur conforte ses positions dans le domaine de la REUT (Revue EIN)	136
ÉGYPTE : Hassan Allam gagne le marché de la station d'épuration de Mallawi	137
ALGÉRIE : une station traitera les lixiviats à Sidi Ben Adda d'ici fin février (Afrik21)	138
MAROC : Rabat veut mobiliser 220 M€ pour la réutilisation des eaux usées d'ici à 2027 (Afrik21)	139
ÉGYPTE : Fluence installera deux unités de dessalement pour un client industriel (Afrik21)	140
Vaucluse: bientôt quatre nouvelles stations d'épuration (tpbm-presse.com)	141

Clermont-l'Hérault : recyclage de l'eau, la technologie membranaire de Chemdoc se déploie (Hérault Tribune Pro)	143
La station d'épuration du Frouzet est bientôt terminée (Midi Libre)	145
MAROC : le groupement Lantania-Atner signe pour une station d'épuration à Salé (Afrik21)	146
MAROC : à Casablanca, 5 stations recycleront les eaux usées pour l'arrosage (Afrik21)	147
MAROC : Abengoa et Atner vont moderniser l'usine de dessalement de l'eau de Tan-Tan (Afrik21)	148
7. Nos membres à l'affiche	149
L'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) présent au séminaire MedThink 5+5 à Valence : « Le lien entre let l'adaptation au changement climatique » (EU Neighbours)	
Agglo Hérault Méditerranée : eau et assainissement, le point sur les travaux (Hérault Tribune)	151
Régie Eau d'Azur : La rive gauche du Var ne manquera pas d'eau (Nice-Matin)	153
TUNISIE: L'ONAS lance un appel d'offres pour une station d'épuration à Khelidia (Afrik21)	154
Grand Entretien avec Renaud Muselier, Président de la REGION SUD PACA : « Nous sommes tous consci de l'urgence d'agir » (Destimed)	
Marseille. Forum des mondes méditerranéens - Entretien avec Christophe Madrolle : « l'urgence de répondre aux enjeux climatiques » (Destimed)	158
NICE : Inauguration des travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la rive gauche du Var 160	
MAROC : L'ONEE accélère les chantiers d'eau potable et d'assainissement avec 495 M€	161
Hérault : mise en place des services Eau du Bas Languedoc (Hérault Tribune)	162
SUEZ, un comité exécutif resserré (Revue EIN)	163
nterview d'Alain Meyssonnier, Président de l'Institut Méditerranéen de l'Eau : « Il est essentiel de diversifier les ressources en eau » (La Tribune Région Sud)	164
Jn nouveau plan "Eau" pour l'Occitanie (Source : La Région)	166
Ana Giros : « SUEZ a des innovations à partager pour la gestion de l'eau en Afrique » (Afrik21)	168
SUEZ, pionnier dans la gestion de l'eau depuis 74 ans, se renforce en Afrique (Afrik21)	170
8. Nos partenaires	171
L'UpM et ONCE organisent la première conférence sur le handicap et l'inclusion sociale dans la région euroméditerranéenne (EU Neighbours)	172
Seriez-vous prêts à boire vos eaux usées traitées à Monaco ? Le PDG de Veolia ouvre la porte à terme (l Matin)	
L'agence de l'eau RMC adapte son programme d'intervention 2019-2024 (Terre Dauphinoise)	174
Forum des mondes méditerranéens. Grand entretien avec Nasser Kamel, secrétaire général de l'Union a Méditerranée (Destimed)	
Le secrétaire général de l'UpM tient une série de réunions avec les DG de la Commission européenne (E Neighbours)	
Changement climatique : Création d'un nouveau fonds pour financer les projets en Méditerranée par l' (Webmanagercenter)	
Hérault. En 2021, l'Agence de l'Eau a investi 103 M€ dans l'ex-LR (Métropolitain)	180

L'UpM et la Fondation Anna Lindh soutiennent le plaidoyer de 200 jeunes sur le futur de la région (EU Neighbours)	182
Ouverture des appels du Partenariat pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne (webmanagercenter)	183
Un nouveau rapport CMI-FEMISE : « L'après Covid-19 : Opportunités de croissance, chaînes de valeur régionales et intégration en Méditerranéenne »	184
L'UpM met l'accent sur la participation économique des femmes dans la région euro-méditerranéenne Neighbours)	
L'UpM publie son 1er rapport de suivi sur l'égalité des sexes dans la région (EU Neighbours)	186
L'eau, une ressource naturelle à protéger de toute urgence (Le Journal Saone et Loire)	187
Le grand témoin	187
« L'eau, c'est le domaine où le réchauffement climatique aura le plus d'impact sur la vie des gens »	187
Changement climatique : L'UpM soutient la restauration des forêts et des paysages au Maroc (menara.ma)	188
Prendre soin de l'eau : comment Veolia irrigue l'Hérault avec ses solutions écologiques ? (La Tribune Languedoc Roussillon)	190
Journée mondiale de l'eau : l'UpM soutient la préservation des « supermarchés bio » méditerranéens (l Neighbours)	
Troisième dialogue entre parties prenantes du projet Med4Jobs de l'UpM : l'entrepreneuriat des jeunes l'ère numérique (EU Neighbours)	
Nicolas Chantepy, Directeur Général de l'Agence de l'Eau RMC : « Les collectivités ont acquis une matur » 194	ité

Edition spéciale: 9ème forum mondial de l'eau de Dakar, Sénégal (21 au 25 mars 2022)



Retour sur la participation de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) au 9ème forum mondial de l'eau de Dakar





info@ime-eau.org - www.ime-eau.org

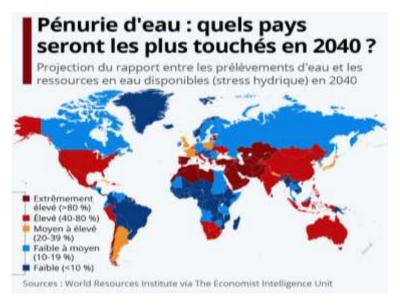
Retour sur le 9^{ème} Forum mondial de l'Eau

Positionnement de l'IME en Méditerranée face aux enjeux et priorités régionales

Le contexte méditerranéen

L'évolution démographique, l'augmentation des niveaux de vie, les effets du développement du tourisme, l'aménagement du territoire et l'incidence du changement climatique sont au cœur des préoccupations des sociétés du Nord, de l'Est et du Sud de la Méditerranée. Les pays de la rive Sud et de l'Est sont plus particulièrement confrontés à la rareté des ressources en eau qui impacte leur sécurité alimentaire. Face à ces enjeux, et fort de ses membres, l'Institut Méditerranéen de l'Eau joue un rôle important pour enrichir les débats par une réflexion partagée et faire émerger des solutions techniques, institutionnelles et politiques à même d'améliorer la disponibilité en eau et de rationaliser ses usages.

La sécurité alimentaire, est un enjeu majeur pour l'ensemble des pays du monde. Il s'agit de faire face aux problèmes qualitatifs et quantitatifs de la ressource en eau pour pérenniser ses usages. Cette sécurisation nécessite des innovations technologiques et des évolutions comportementales que l'IME suit grâce à ses membres, actifs dans les pays, et à travers les partenariats, mis en place depuis des décennies, avec des organisations et des réseaux régionaux.



Les ressources en eau douce de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord sont parmi les plus faibles au monde. Leur disponibilité a diminué des deux tiers au cours des 40 dernières années et elle continue à baisser. Compte tenu de l'aggravation de la pénurie d'eau à venir dans un contexte de changement climatique et d'augmentation de la demande, cette région est appelée à subir les pertes économiques les plus importantes, estimées à 6-14 % du PIB d'ici à 2050. À cette échéance, 60 % de ressources en eau douce supplémentaires seraient nécessaires pour satisfaire la demande alimentaire mondiale croissante.

Dans ce contexte, l'IME et ses partenaires continuent à aider les pays de la région à relever leurs défis les plus urgents: La sécurité alimentaire est le prérequis à tout développement économique et social durable. Pour prévenir les pénuries d'eau sévères, la réutilisation, sans danger sanitaire, des eaux usées traitées pour le développement agricole, apparaît comme une option prioritaire pour la plupart des pays.

Le message de Dakar

Le 9ème Forum mondial de l'eau s'est clôturé le 25 mars 2022. L'IME était présent à travers son Secrétariat Général et ses membres.

Deux sessions spéciales et un side event ont pu se tenir réunissant en moyenne 80 participants.

- Side Event sur la Finance au service de l'accès à l'eau et à l'assainissement
- Session spéciale Solutions méditerranéennes issues du 4ème forum méditerranéen de l'eau, déc. 2021, Malte
- Session spéciale Observatoire mondial sur les ressources en eau non conventionnelles et énergies renouvelables associées

Les contenus et enregistrements de ces événements IME sont disponibles sur notre chaine youtube : https://www.youtube.com/channel/UCE3g3AFhNseJAR9UvXA_-fg

Le 9ème forum mondial de l'eau a abouti à une déclaration intitulée un « BLUE DEAL » POUR LA SÉCURITÉ DE L'ASSAINISSEMENT POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT issue des parties prenantes présentes à Dakar guidées par les principes et idéaux de la Charte de l'Organisation des Nations unies.

La mise en œuvre d'actions immédiates pour relever les défis de l'eau et de l'assainissement pour le développement, l'amélioration des moyens de subsistance et l'éradication de la pauvreté ; mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD6 qui vise « à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous » ; en gardant à l'esprit nos engagements sur l'eau et l'assainissement, contenus dans la résolution 64/292 (2010) de l'ONU), l'Accord de Paris sur le climat, l'Accord de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes, la Déclaration de Daegu et la mise en place de la Décennie internationale d'action sur l'eau pour le développement durable.

Les orientations et actions de l'IME sont en parfaite cohérence avec les conclusions de Dakar. Les thématiques prioritaires discutées à Malte durant le 4ème forum méditerranéen de l'eau dont les solutions ont été présentées lors de évènements IME qui leur étaient dédiés. L'IME organise ses activités à travers la réflexions et travaux de groupes thématiques qui abordent de façon très pragmatique les priorités méditerranéennes que l'on retrouve largement au niveau mondial comme le déclarent les parties prenantes de Dakar dans leurs engagements, à savoir :

A- Garantir le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous

- Accélérer l'application du droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous en se dotant de cadres législatifs adaptés et mobiliser tous les acteurs à travers des stratégies intégrées et inclusives;
- Favoriser l'application du droit international humanitaire, en particulier les protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, qui prévoit la protection des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement qui sont vitaux en temps de conflits.
- Priorité abordée par le Groupe de travail IME « Droit de l'eau et Droit à l'Eau »

B- Garantir la disponibilité de la ressource et la résilience

- Adopter des plans de gestion durable et intégrée pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes et garantir la résilience face aux changements climatiques et à la pression démographique;
- Renforcer la protection des zones humides, inciter à la conservation des systèmes d'eau traditionnels, au recyclage et à la réutilisation des eaux usées traitées.
- Priorité abordée par le Groupe de travail IME « Ressources en eau non conventionnelles et Observatoire mondial des Ressources en eau non conventionnelles et des Energies renouvelables associées »

C- Assurer les financements adéquats

- Mobiliser des ressources financières publiques adéquates, ainsi celles des partenariats au
 - développement, pour investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement ;
- Encourager la mise en place de mécanismes de financement innovants, faire évoluer les modèles de financement international.
- Priorité abordée par le Groupe de travail IME « Financement du secteur de l'eau »

D- Renforcer la coopération

- Accorder une attention particulière aux enjeux de l'eau dans la coopération bilatérale et multilatérale;
- Renforcer les organismes de bassin et soutenir leurs efforts pour la gestion inclusive, durable et intégrée des ressources en eau ; Renforcer la coopération et le partenariat mutuellement bénéfiques en matière de gestion de bassins transfrontaliers ;
- Placer le dialogue, la coordination, et la coopération au cœur de la résolution des différends, dans l'esprit de l'hydro diplomatie.

Priorité abordée par le Groupe de travail IME « Coopération internationale »

E- Assurer une gouvernance inclusive de l'eau : Groupe de travail IME « GIRE »

- Promouvoir, à l'échelon, adéquat une gestion transparente, efficiente et inclusive des services d'eau et d'assainissement;
- Mettre en œuvre des plans de gestion intégrée d'utilisation rationnelle, équitable et durable des ressources en eau ;
- Favoriser la cohérence entre les politiques de l'eau et celles des autres secteurs (agriculture, développement rural, de la santé, de la biodiversité, de l'énergie et de l'industrie);
- Bâtir des politiques publiques liées à l'eau sur la base de la connaissance, soutenir les innovations, former et renforcer les capacités de toutes les catégories d'acteurs, pour une gestion plus durable des ressources en eau et des milieux.

Priorité abordée par le Groupe de travail IME « Gestion Intégrée des ressources en eau »

Nous aurons l'occasion de reparler ensemble du Forum de Dakar à travers notre Comité Scientifique et Technique, nos groupes de travail et à l'occasion du symposium organisé à Valence les 30/05 et 01/07 pour célébrer les 40 ans de l'IME.

D'ores et déjà, l'IME lance l'organisation pour la fin 2023 en Tunisie du 5ème forum méditerranéen de l'eau sur la route du 10ème forum mondial de l'eau qui se tiendra en Indonésie en 2024.

En attendant, les groupes de travail IME poursuivent leurs travaux en ligne avec les priorités identifiées à Malte et à Dakar avec le soutien de l'ensemble des membres.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter les liens suivants :

- Rapport du Forum de Malte, Déc 2021 présentant les conclusions des sessions thématiques
- L'Appel de Dakar adopté à l'issue du Forum et soumis comme contribution à la Conférence des Nations unies sur l'eau en 2023
- Le <u>bulletin du Forum du lundi 21 mars</u>, résumant l'allocution du Président de la république du Sénégal et la remise du Grand Prix mondial Hassan II de l'eau à l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal
- Le résumé du Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2022 : 'eaux souterraines, rendre visible l'invisible', remis par Mme Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau, ses membres et partenaires au 9ème forum mondial de l'eau









Conseil Mondial de l'Eau & Partenariat Français pour l'Eau





Ministère marocain en charge de l'eau





SONEDE Tunisie & TYPSA Espagne





Moez Allaoui, SONEDE / Malika Roussel, IME / Mokhtar Bzioui, Président du CST de l'IME / Charafat Afailal, ancienne Ministre en charge de l'Eau du Gouvernement marocain



Mirian Gonzalo, UPM / Mohammed Bany Mustapha, AWWEENA Jordanie



Charafat Afailal & Mokhtar Bzioui



Almotaz Abadi, Directeur Général UPM



Latifa Dhaouadi, membre CST de l'IME & Paola Pommier, SCP France



Concepcion Marcuello, Ministère espagnol de la Transition Ecologique et du Défi Démographique



Marc Garcia, IME / Loïc Fauchon, Président du CME / Mokhtar Bzioui, Président CST de l'IME



Ramiro Martinez, REMOB / Loïc Fauchon, Président du CME



Ezzeddine BenCheikh, PDG SECADENORD



Ramiro Martinez, REMOB / Teodoro Estrela, Directeur Général de l'Eau, MITECO / Marc Garcia, IME





Side-event IME sur le stand du Conseil Mondial de l'Eau

21 mars 2022

"La finance au service de l'accès à l'eau et à l'assainissement"

« L'eau est aussi une ressource vitale à protéger et à gérer au bénéfice de tous »

En partenariat avec le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM)

L'eau est un défi majeur pour le 21e siècle. Les pénuries, la mauvaise qualité de l'eau ou le manque d'installations d'assainissement ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire, la santé, l'égalité entre les sexes et les conditions de vie des personnes défavorisées.

Les problèmes sont nombreux et complexes : des milliards d'individus n'ont toujours pas d'accès à l'eau potable ni à un assainissement adéquat ; la concurrence s'accroît entre les différents usagers et usages de l'eau ; des investissements importants sont nécessaires au maintien et à l'amélioration des infrastructures de l'eau. Les aspects de la gestion des ressources en eau qui touchent à l'économie, à la finance et à la gouvernance sont généralement au cœur du problème. Ce n'est qu'en les prenant en compte qu'une solution au problème crucial de l'eau pourra être trouvée.

Ces thèmes sont au cœur même de l'action de l'Institut Méditerranéen de l'Eau, à savoir : remettre l'humain au centre pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à travers notre plateforme de coopération et d'échanges entre pairs ouverte à tous afin de mieux sensibiliser les élus et les populations et apporter les réponses les mieux adaptées pour les gestionnaires des services publics afin de garantir la meilleur rapport qualité/prix possible

Remettre la Finance au cœur des enjeux de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous avec deux idées proposées par les membres de l'IME, à savoir :

- Mesurer la performance pour assurer la confiance des bailleurs de fonds publics et privés
- Proposer la mise en place d'un « guichet unique » des bailleurs pour la zone Méditerranée

AGENDA

16:00-16:10	Discours d'ouverture : M. Almotaz Abadi, Directeur Général du Secrétariat de
	l'Union pour la Méditerranée
16:10-16:20	Propos introductifs : M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'IME
16:20-16:50	Point de vue de bailleurs de fonds / Présentation de programmes de
	financement
	 Représentant de la Banque Africaine de Développement (BAD)

 Mme Ines Gasmi, Chargée de Projet Eau, Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI)/UNOPS

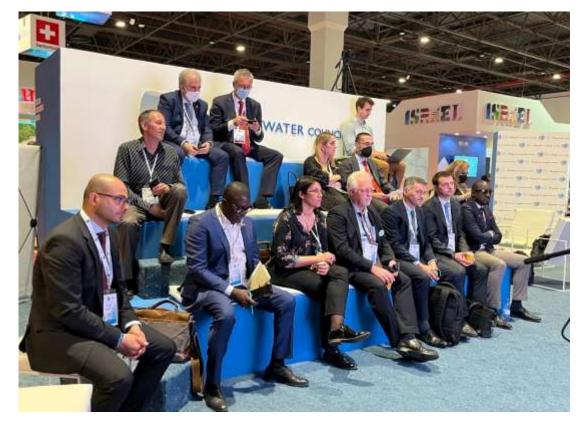
• M. Laurent Roy, Directeur General de l'Agence de l'Eau Rhône

16:50-17:00 **Conclusion** par M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'IME

Méditerranée Corse







Session spéciale SS13 IME au 9ème forum mondial de l'eau

24 mars 2022

"Observatoire Mondial des Ressources en eau non-Conventionnelles et Energies renouvelables associées"

Le pourtour de la Méditerranée et le Sahel font partie des régions du globe les plus pauvres en eau douce et les conduit à utiliser d'autres types d'eau que les lacs, rivières et aquifères, et qui sont donc appelés ressources en eau non conventionnelles : les eaux usées qui sont traitées pour être réutilisées, les eaux salées ou marines qui sont dessalées. Ces mobilisations se développent rapidement compte tenu de la démographie et du réchauffement climatique, mais au prix de consommations énergétiques en forte augmentation qui vont à l'encontre des objectifs climatiques.

L'information sur ce sujet en pleine évolution est incomplète, non actualisée, non validée et non partagée malgré les inventaires d'Aquastat, de Desaldata ou de l'IRENA (Agence International pour les Energies Renouvelables). Des organismes internationaux tels que AFD, BERD ou AIE engagent des dépenses significatives pour des études qui ne fournissent qu'une photographie partielle et ponctuelle de la situation.

Grâce à son réseau professionnel et à ses partenaires, l'IME a identifié une forte attente des acteurs de l'eau et de l'énergie (planificateurs, concepteurs, constructeurs, exploitants, chercheurs etc.) vis-à-vis d'un observatoire international qui rassemblerait et rendrait accessibles des informations sur ce thème (indicateurs, cartes, installations, projets, experts, réglementation etc.) tout en permettant des échanges dynamiques entre pays. Le partage d'expériences mettrait ainsi à disposition les meilleures pratiques ou innovations dans le domaine technique, économique ou social, seules capables d'atteindre les ODD. Le lancement de cet observatoire est possible grâce au projet préparé par l'IME et dont un prototype réalisé par un groupe de pays seront montrées à Dakar.

Le projet présenté vise à rendre possible la maîtrise de l'augmentation de l'impact carbone des nouvelles techniques de dessalement d'eau de mer ou de réutilisation d'eaux usées, incontournables lorsque les ressources en eau naturelles sont exploitées au-delà de leur capacité de renouvellement, malgré tous les efforts préalables d'économie d'eau des consommateurs urbains, industriels et agricoles. Ce domaine en plein développement du secteur de l'eau engage aussi le secteur de l'énergie, via des alimentations en énergie renouvelable, soit dédiées spécifiquement aux installations d'eau, soit intégrées au réseau de distribution d'électricité.

Le thème contribue directement à l'ODD 6, notamment l'amélioration de l'efficience du secteur de l'eau et la réduction du stress hydrique, mais il est tout autant conçu pour contribuer aux objectifs des NDC (Contributions déterminées au niveau national) de l'Accord de Paris.

La session décrira une opération pilote menée en Méditerranée et au Sahel et ses retombées positives obtenues par tous les types d'acteurs de l'eau et de l'énergie issus de différents pays, grâce à leur coopération menée sous l'animation de l'IME. Le résultat attendu est à la fois le lancement d'un projet de réalisation finançable et pérenne, et l'entraînement d'acteurs de divers pays d'autres régions dans ce projet.





"Observatoire international des ressources en eau non conventionnelles et énergies renouvelables associées"

Modérée par : M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'IME

9:00-9:05	Discours d'ouverture par M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
9:05-9:10	Propos introductif par M. Almotaz Abadi, Directeur Général au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM)
9:10-9:25	Présentation de l'étude de faisabilité et ses recommandations par les groupes d'experts IME : • M. Mokhtar Bzioui, Président du Comité Scientifique et Technique de l'IME
9:25-10:05	Activités en cours, en tant que prototype du future Observatoire par les Pays et Partenaires :
	 Mme Concepción Marcuello, Direction Général de l'Eau du Ministère espagnol de la Transition Ecologique et du Défi Démographique Mme Latifa Dhaouadi, IME & Mme Paola Pommier, SCP « Guide méthodologique pour la mise en œuvre des projets pilotes REUSE » M. Mohammed Bany-Mustapha, AWWEENA Jordanie M. Moez Allaoui, SONEDE Tunisie M. Salaheddine Taibi, Agence de Bassin Hydrographique du Loukkos
10:05-10:20	Débat (Q/R)
10:20-10:30	Conclusion par M. Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau

Retrouvez le replay sur notre chaîne YouTube ici:

https://www.youtube.com/channel/UCE3g3AFhNseJAR9UvXA_-fg/videos







Conclusions par Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau

Session spéciale SS12 IME au 9ème forum mondial de l'eau

24 mars 2022

"Solutions méditerranéennes issues du 4^{ème} forum méditerranéen de l'eau, Malte, déc. 2021"

Véritable plateforme d'échange et de consolidation du savoir-faire et des expériences dans le domaine de l'eau en Méditerranée, le 4ème forum méditerranéen de l'eau organisé à Malte en décembre 2021 a permis d'identifier des réponses efficaces à même de garantir la sécurité en eau. Ce thème est d'une importance cruciale pour la Méditerranée où les changements démographiques, les défis socioéconomiques et les effets du changement climatique ne cessent de menacer la sécurité de l'eau. Le processus méditerranéen tentera.

Sur la base d'échanges d'expériences durant le forum de Malte, les meilleures pratiques et technologies développées ont été identifiés pour être présenter comme réponses aux défis liés à la sécurité de l'eau dans la région et au-delà parmi lesquelles :

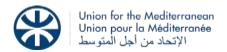
- a. Des solutions d'eau inspirées de la nature régénératrice avec des modèles d'exploitation innovants.
- b. Un outil de suivi de l'efficacité hydraulique, proposant un audit et une amélioration de la performance hydraulique des systèmes d'approvisionnement en eau potable.
- c. La conciliation de la croissance industrielle avec la préservation des ressources en eau à travers la mise place d'un programme « Economie Circulaire basé sur une stratégie d'optimisation de la consommation et le recours aux eaux non conventionnelles
- d. Observatoire mondial des ressources en eau non conventionnelles et des énergies renouvelables associées dont le but est de compléter le travail des institutions en apportant des expériences de recherche et d'application à un public plus large.

L'approche participative et mobilisatrice du forum méditerranéen de l'eau a permis l'adhésion de la plupart des parties prenantes concernées par l'eau dans la région. L'identification de solutions pouvant être dupliquer à un grand nombre de pays de la région et du monde est issu d'un processus consultatif auprès des réseaux régionaux fédérant des acteurs de l'eau et la société civile de la Méditerranée.

Retrouvez le replay sur notre chaîne YouTube ici: https://www.youtube.com/channel/UCE3g3AFhNseJAR9UvXA -fg/videos











"Solutions méditerranéennes issues du 4ème Forum méditerranéen de l'eau, Malte, Déc. 2021"

Modérée par : M. Marc Garcia, Secrétaire Général IME

13:30-13:35	Mot de bienvenue par M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) et M. Ramiro Martinez, administrateur à l'IME
13:35-13:45	Propos introductif par Mme Ines Gasmi, Chargée de Projet Eau du Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI)
13:45-13:55	Retour sur le 4ème Forum Méditerranéen de l'Eau de Malte par M. Almotaz Abadi (UPM)
13:55-14:35	 Solutions innovantes issues du Forum de Malte: Zineb Benjelloun, OCP Maroc, « Concilier croissance industrielle et préservation des ressources en eau » Maha Alsalehi, SEMIDE, Solutions d'économie circulaire, régénératives et inspirées par la nature pour la gestion de l'eau (projet HYDROUSA) Michel Nalbandian, Eaux de Marseille Maroc, « Audit et amélioration de la performance hydraulique des systèmes d'approvisionnement en eau potable » Octavi Quintana, PRIMA "Créer des connaissances sur l'eau en Méditerranée"
14:35-14:45	Synthèse de la session méditerranéenne par Mme Charafat Afailal, ancienne Ministre en charge de l'eau du Gouvernement marocain
14:45-14:50	Conclusion par M. Moez Allaoui, Directeur à la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux de Tunisie (SONEDE)
14:50-15:00	Mot de clôture par M. Marc Garcia, Secrétaire Général de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)









Ramiro Martinez, REMOB – IME / Marc Garcia, IME / Almotaz Abadi, UPM / Ines Gasmi, CMI





Michel Nalbandian, Eaux de Marseille Maroc / Zineb Benjelloun, OCP Maroc / Marc Garcia, IME / Octavi Quintana, PRIMA





A droite : Maha Al-Salehi, SEMIDE



Moez Allaoui, SONEDE / Marc Garcia, IME / Charafat Afailal, ancienne Ministre en charge de l'Eau du Gouvernement marocain



Nous vous donnons rendez-vous en novembre 2023 pour participer au 5^{ème} forum méditerranéen de l'eau en Tunisie!

9e Forum Mondial de l'Eau à Dakar : en route pour 2023 (Think-Tank Re-Sources)

8 MARS 2022



La 9e édition du Forum mondial de l'eau à Dakar est inédite à plus d'un titre. Premier Forum organisé en Afrique subsaharienne, elle sera l'occasion de mettre l'accent sur les problématiques spécifiques rencontrées par les pays africains et d'identifier des solutions adaptées. Cette édition se tiendra par ailleurs dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 qui a mis en lumière les conséquences du manque d'accès à l'hygiène, à l'assainissement et à l'eau potable qui concerne 30 % de la population mondiale, dont 70 % située en Afrique subsaharienne. Ce Forum s'inscrit enfin dans une séquence multilatérale marquée par la préparation de la revue à mi-parcours de la décennie pour l'eau et le développement et de la première conférence onusienne sur l'eau (New York, 22-24 mars 2023) organisée sous l'égide des Nations unies depuis 1977.

Le 9e Forum mondial de l'eau constitue en effet le deuxième des cinq jalons préparatoires de la conférence onusienne sur l'eau, co-organisée par le Tadjikistan et les Pays-Bas1, après les dialogues sur l'eau de Bonn organisés par l'Allemagne en juillet 2021. Il sera suivi par le sommet sur l'eau Asie-Pacifique (Japon), le symposium de haut niveau sur l'eau en marge de la conférence onusienne sur les océans (Portugal, juin 2022) et la conférence de haut niveau de Douchanbé (Tadjikistan).

Pour la France, l'un des enjeux principaux est de s'assurer de l'appropriation par la communauté internationale du cadre d'accélération pour la réalisation du 6e Objectif de développement durable (ODD6) lancé en 2020 par l'ONU-eau, notamment à travers l'approfondissement et l'opérationnalisation des messages élaborés dans le cadre des dialogues sur l'eau de Bonn. La cohérence et la complémentarité des différents évènements préparatoires sont en effet l'une des conditions de réussite de la future conférence onusienne sur l'eau. À cet égard, le thème choisi par le Sénégal pour le Forum – la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement – et l'attention particulière portée aux solutions de terrain, semblent particulièrement pertinents pour embrasser l'ensemble des problématiques du secteur de l'eau et de l'assainissement, pour lequel la communauté internationale devra prendre des engagements à la hauteur des enjeux. Car c'est bien le défi de cette conférence onusienne : faire

un point d'étape, s'engager et agir pour que l'accès universel à l'eau et l'assainissement et la gestion durable des ressources soient effectifs d'ici à 2030.



Fadimata Walet Alitini, utilise la latrine d'urgence que Solidarités International a offert au site des déplacés Dag wantada commune de Doukouria dans le cercle de Goundam au Mali Décembre 2021. @Solidarités International

Nous savons que les stratégies déployées jusqu'à maintenant sont insuffisantes. Près de 2,2 milliards de personnes restent privées d'eau potable, plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à des services d'assainissement adéquats et ne dispose d'aucune installation pour se laver les mains (OMS, UNICEF). En parallèle, près de la moitié de la population mondiale est touchée par des pénuries d'eau sévères, un chiffre qui atteindrait 5 milliards en 2050 (ONU). Dans ce contexte, l'ONU estime qu'il faudrait quadrupler les investissements dans le secteur pour atteindre les 18 cibles de l'Agenda 2030 liées à l'eau dont dépendent tant d'autres enjeux tels que la paix et la sécurité, la santé publique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'énergie, le développement économique, la lutte contre le changement climatique et la dégradation de la biodiversité. Face à ces constats, il semble indispensable que la communauté internationale et l'ensemble des acteurs se mobilisent.

C'est pourquoi, la France, en ligne avec sa stratégie internationale pour l'eau et l'assainissement (2020-2030)2, plaide pour que la communauté internationale se saisisse de cette opportunité unique pour renforcer le dialogue multilatéral et encourage les décideurs politiques et l'ensemble des acteurs et secteurs d'activités à s'engager résolument en faveur de la réalisation du droit humain à l'eau et l'assainissement et d'un renforcement de la gestion intégrée et concertée à l'échelle des bassins versants, y compris transfrontaliers. L'amélioration de la gouvernance du secteur à toutes les échelles, la sécurisation des ressources dans le contexte actuel de changement climatique, et le renforcement des connaissances et des moyens dédiés au secteur sont des enjeux cruciaux que la France est résolue à porter dans le cadre de la conférence de 2023 et au-delà.

Le forum mondial de l'eau à Dakar en mars 2022 : le temps des réponses (Think-Tank Re-Sources)

18 MARS 2022



Par Abdoulaye SENE et Patrick LAVARDE, co-présidents du Comité international du 9ème Forum mondial de l'eau.

Le Forum mondial de l'eau se tiendra à Dakar du 21 au 26 mars 2022 sur le thème de la sécurité de l'eau pour la paix et le développement. Il constitue un jalon important de la préparation de la conférence des Nations Unies qui fera le point en 2023 sur la mise en œuvre à mi-parcours de l'Objectif de développement durable n°6 dédié à l'eau et à l'assainissement.

Premier Forum à se dérouler en Afrique, là où <u>l'accès à l'eau et l'accès à l'assainissement</u> sont les moins avancés dans le monde, il va permettre de mettre en lumière l'écart immense qui existe entre les objectifs et la réalité. Cet écart est en particulier vrai en Afrique subsaharienne puisque c'est la région où le taux d'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement est parmi les plus faibles au monde. Or, sans accès à l'eau, il n'y a pas de garantie pour la santé, pas d'hygiène, pas de sécurité alimentaire. Cet enjeu pèse sur la vie quotidienne des populations qui se trouvent en situation de précarité vis-à-vis de l'eau. Il constitue un obstacle majeur au développement. C'est pourquoi le Forum donne une importance toute particulière aux enjeux de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Plus de la moitié des villes du monde connaissent des difficultés d'approvisionnement en eau et la concentration urbaine ne cesse de progresser. Le Forum s'intéressera bien entendu à la situation dans les villes, mais un focus tout particulier sera fait sur les zones rurales qui ont été souvent négligées voire oubliées. Il faut corriger les déséquilibres entre le rural et l'urbain en investissant massivement dans l'eau et l'assainissement en milieu rural pour améliorer les conditions de vie de la population comme le fait le Sénégal avec son « programme d'urgence et de développement communautaire ».

Grâce en particulier à l'implication de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dans les travaux préparatoires, le Forum traitera également des questions spécifiques de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence humanitaire avec l'ambition de proposer des réponses concrètes aux attentes des populations. Plus généralement, la raréfaction de la ressource en eau frappe de nombreux pays en particulier dans la région du Sahel où l'eau est au cœur de la sécurité des populations et la condition du développement. Dans les zones rurales, les conflits s'exacerbent autour de tous les mouvements de population et entre les différents types d'usagers de l'eau, par exemple les éleveurs et les agriculteurs. La démographie en très forte croissance et les effets du dérèglement climatique font qu'il y a urgence à agir.

Le Forum de Dakar sera tourné vers l'action, car il est temps d'appliquer les solutions et d'apporter des réponses. Malgré une préparation très perturbée par le contexte pandémique, un millier d'institutions très diverses ont travaillé sur les quatre priorités (la sécurité de l'eau, l'eau et le développement rural, la coopération, les outils et moyens) structurées autour des cibles liées à l'eau des Objectifs de développement durable. Ces groupes multi-acteurs ont identifié des réponses concrètes qui seront présentées et partagées lors du Forum lors d'une centaine de sessions thématiques. S'y ajoute la centaine de projets concrets qui ont été labélisés dans le cadre de l'Initiative Dakar 2022.

Ce travail collaboratif a mobilisé à travers le monde des acteurs de toutes natures. Partager les réponses mises en œuvre ici et là est important, mais les adapter pour les répliquer et accélérer leur diffusion l'est encore plus. Pour atteindre les objectifs dans le domaine de l'eau, la coopération est indispensable, car aucun acteur ne peut réussir seul. Il faut aussi une bonne gouvernance et mobiliser des financements suffisants.

Enfin, la volonté politique est essentielle. Le Sénégal qui a été le premier à inscrire les enjeux de l'eau dans les travaux du Conseil de sécurité des Nations Unies, est particulièrement bien placé pour affirmer aux côtés du Conseil mondial de l'eau que les enjeux liés à l'eau doivent trouver une meilleure place dans les priorités de l'agenda politique aux différents échelons. Tel sera le premier objectif du sommet des chefs d'État et de gouvernement, mais également des rencontres des parlementaires, des autorités locales et des autorités de bassin.

« Le Sénégal a versé 4 millions d'euros pour l'organisation du Forum », Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau (Sudquotidien)

21 mars 2022



Ce lundi s'ouvre à Dakar le 9^{ème} forum mondial de l'eau. En avant-gout de cet événement, Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau, a émis tout son souhait de voir le forum ressortir des réponses concrètes. Il l'a fait savoir, le vendredi dernier, à Dakar lors de petit déjeuner de presse.

En prélude du 9^{ème} Forum mondial de l'eau prévu du 21 au 26 mars 2022, sous le thème de la « Sécurité de l'eau pour la paix et le développement », le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, a fait face, à la presse le vendredi dernier, pour revenir sur les relents de ladite consultation. A la question de savoir si l'Etat a déboursé de l'argent pour le droit d'organisation, il répond par l'affirmatif. « Je confirme effectivement que l'Etat du Sénégal a versé 4 millions d'euros pour l'organisation du Forum de Dakar », a-t-il confirmé, non sans préciser que ce montant correspond aux droits d'entrée au forum ». A l'en croire pour l'ensemble des Forums, « il y a des droits de propriété », explique-t-il.

Ce 9e Forum mondial de l'Eau, qui s'ouvre lundi, à Diamniadio « va mettre en exergue des réponses africaines. Et c'est cela, l'originalité de ce forum organisé en terre africaine », a dit M. Fauchon. « Des propositions très concrètes seront partagées lors de cet événement mondial, car l'eau est un bien universel, un droit humain », a-t-il indiqué. Il précise que cette rencontre diffère d'une conférence internationale. Ce qui veut dire que « chacun, physiquement, peut venir participer pour porter ses inquiétudes, ses préoccupations et les solutions qu'il préconise », a-t-il expliqué pour lever tout amalgame.

Revenant sur le thème du forum le président Fauchon prévient que d'ici « 2050, 70 % de la population mondiale seront dans les villes ». Sous ce rapport ; « si le monde n'est pas capable de sécuriser l'eau nécessaire à la production alimentaire de demain, nous allons passer au travers ». Il dira qu'un forum est un rassemblement à la fois, thématique, politique, non sans préciser que plus de « 800 organisations dans le monde ont travaillé sur les thématiques qui seront exposées ou synthétisées à cette occasion ».

Revenant sur le but recherché, Loïc Fauchon d'affirmer que « la première priorité reste la sécurisation de l'eau, la deuxième concerne la production alimentaire et le dernier aspect s'intéresse à la coopération ».

La nécessité de revoir la coopération internationale s'impose

Lors de ce point de presse le président du Conseil mondial de l'eau a soutenu que la coopération internationale doit être revue de fond en comble, car elle se fonde sur des relations coloniales. « Les mécanismes de coopération datent de 50 ans. Ils doivent être revus pour une coopération beaucoup plus égalitaire », a-t-il préconisé.

Il s'impose aujourd'hui de revoir les conditions de la circulation de la coopération en termes de connaissances, de finances et surtout d'innovation. « Nous sommes venus aujourd'hui en Afrique subsaharienne, car nous avons vu émerger de très nombreuses solutions dans la gestion qui sont africaines, asiatiques et qui ne sont pas simplement des solutions européennes. Nous avons besoin d'un partage réel de la connaissance de l'innovation ».

A préciser que le Conseil mondial de l'Eau est co-organisateur du 9e Forum mondial de l'Eau avec l'Etat du Sénégal.

Lancée en 1995, cette internationale regroupe environ 400 organisations internationales, mais aussi des Etats, des gouvernements, des autorités locales, ainsi que les entreprises venant de 60 pays différents à travers le monde.

Loïc fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau pour une "écriture du futur de l'eau" (seneplus)



Le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, a plaidé, lundi, à Diamniadio, pour une écriture du "futur de l'eau" pour les États et les collectivités les plus pauvres.

21/03/2022

Diamniadio, 21 mars (APS) - Le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, a plaidé, lundi, à Diamniadio, pour une écriture du "futur de l'eau" pour les États et les collectivités les plus pauvres.

"A l'occasion de ce forum, nous devons écrire nous-mêmes le futur de l'eau. Reprenons la maîtrise du cycle de l'eau pour les États et les collectivités les plus pauvres", a-t-il dit à l'ouverture du 9ème Forum mondial de l'eau organisé à Diamniadio (30 kilomètres de Dakar). Selon Loïc Fauchon, l'eau de la nature et l'homme doivent "redevenir inséparables".

"La tâche est immense, me diriez-vous sans doute, mais elle est nécessaire. Il faut du temps, me diriez-vous, sans doute. Alors, pressons le pas, forçons l'allure (...). Il y a urgence et ces urgences nous sommes ici à Dakar pour les ecrire", a soutenu le président du Conseil mondial de l'eau. Parlant de ces urgences, il a évoqué la nécessité d'assurer "la sécurité de la ressource".

"Disposer de plus d'eau, mais en consommer moins et mieux. La technologie, la part du digital ne suffiront pas. Il faut certes innover innover, encore innover, toujours pomper, transférer, dessaler, recycler, accroître les masses d'eau disponibles", a t-il dit.

"Mais, a t-il ajouté, il nous faut aussi bouleverser nos usages changer nos habitudes et nos comportements et à cette condition seulement que nous saurons partager l'eau pour l'homme et l'eau pour la nature".

Le Conseil mondial préconise que le droit à l'eau soit "un élément indispensable de la dignité humaine", a t-il réaffirmé.

"Nous disons qu'il faut l'inscrire dans les textes fondateurs, dans les constitutions de chacun des pays, au fronton de nos palais nationaux et locaux, sur les tableaux de nos écoles. Nous disons qu'il faut apporter peu à peu une allocation minimale gratuite. Ainsi, le droit à l'eau deviendra une réalité du quotidien", a fait savoir Loïc Fauchon.

Face aux tensions et conflits liés à l'eau, il a déploré l'absence de concertation.

"Dans le respect des souverainetés nationales, le Conseil mondial de l'eau en appelle à des règles plus formelles de la médiation internationale. Tous ici, ailleurs, nous voulons la paix des rives et pas la guerre des fleuves", a t-il plaidé.

A ce propos, il a cité en exemples l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG).

"Coopération plutôt que confrontation, associations plutôt que division qui permettront des terres abreuvées grâce à des fleuves protégés", a t-il plaidé.

Les quatre grands points prioritaires du 9ème Forum mondial de l'eau de Dakar, selon Loïc Fauchon (Vivafrik)

21 mars 2022



Le président du Conseil mondial de l'eau et co-organisateur du 9ème Forum mondial de l'eau a rappelé, lors de son discours à la cérémonie d'ouverture de ce Forum à Dakar ce lundi 21 mars 2022, les quatre grands points dont il sera question en priorité, cette semaine dans la capitale sénégalaise. Il s'agira premièrement, selon Loïc Fauchon de la sécurisation de la ressource eau. Ainsi, il faut « innover et innover encore : pomper, transférer, dessaler, recycler, accroitre les masses d'eau disponibles » tout en « bouleversant nos usages, nos habitudes, nos comportements » afin de consommer mieux et moins.

Se ponçant sur le deuxième point, M. Fauchon évoque l'inscription du droit à l'accès à l'eau dans toutes les Constitutions. Sur ce point précis, il a laissé entendre : « il faut apporter une garantie d'allocation minimum gratuite et une dotation en eau du quotidien », mais aussi « rendre ce droit opposable, en associant sur ce point les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ».

Toujours selon Loïc Fauchon, la 3^{ème} priorité est le le financement de l'eau. A ce sujet, le président du Conseil mondial de l'eau se joint au président sénégalais, Macky Sall, dans sa bataille pour l'annulation de la dette de l'eau pour les Etats et les collectivités les plus pauvres. Une condition, cependant : que cette mesure soit associée à une exigence de ré-investissement immédiat à même montant dans la construction d'infrastructures de l'eau et de l'assainissement.

Sur ce volet, le co-organisateur du 9^{ème} Forum mondial de l'eau a aussi évoqué un « Fond Bleu », issu du financement du climat, « un véritable Fonds International pour la sécurité de l'eau ». Quant à la quatrième priorité qui est « la gouvernance des bassins, nationaux comme internationaux », il a laissé entendre ceci. « Dans le respect des souverainetés nationales, le Conseil mondial de l'eau en appelle à des règles formelles de médiation » pour mettre fin aux conflits d'eau.

M. Fauchon a cité notamment la gestion du fleuve Sénégal, un exemple en matière de concertation. A ce sujet, le Conseil mondial de l'eau propose la création, lors de ce Forum, d'un Observatoire global de l'eau pour la paix, le développement et la nature.

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau demande l'annulation de la dette des pays pauvres (Le Quotidien.sn)

22 mars 2022



Le président du Conseil mondial de l'eau plaide pour l'annulation de la dette de l'eau pour les Etats et autres collectivités pauvres. Loïc Fauchon, qui en appelle à des règles plus formelles de la médiation internationale, réclame aussi un fonds bleu issu des financements du climat.

Le 9e Forum mondial de l'eau a lancé hier, les discutions globales sur un bon partage du liquide précieux pour la survie de l'humanité. Ce forum se veut celui des réponses concrètes aux questions de l'eau dans un contexte de raréfaction de la ressource.

C'est dans cette dynamique que le président du Conseil mondial de l'eau demande l'annulation de la dette de l'eau pour les Etats et les collectivités les plus pauvres. Ce plaidoyer a été fait par le président de cette institution, Loïc Fauchon. Toutefois, avertit M. Fauchon, cela doit se faire avec «une exigence de réinvestissement immédiat à même montant dans la construction d'infrastructures de l'eau et de l'assainissement, autant dans la maintenance que dans la formation des femmes et des hommes». Au-delà, le Conseil mondial de l'eau réclame un fonds bleu issu des financements du climat, un véritable fonds international pour la sécurité de l'eau. «Seuls ces financements massifs mais contrôlés autoriseront à faire face aux défis de ce siècle, nourrir la planète et garantir la mobilisation progressive de centaines de milliards de m3 supplémentaires et cela ne sera pas suffisant», plaide M. Fauchon.

Le Conseil mondial de l'eau, selon son patron, va proposer durant le forum en cours, le couplage des ressources non conventionnelles en eau et en énergie... Le président Fauchon est aussi pour une gouvernance des bassins. Car selon lui, nul n'est propriétaire de l'eau, en amont comme en aval, malgré toutes ces tensions et conflits qui découlent de l'absence de concertations. Ainsi dans le respect des souverainetés nationales, le Conseil mondial de l'eau en appelle à des règles plus formelles de la médiation internationale.

«Tous ici ou ailleurs, nous voulons la paix des rives et pas la guerre de fleuves. L'exemple de la gestion du fleuve Sénégal est là. Coopération plutôt que confrontation, association plutôt que division qui permettront des terres abreuvées grâce à des fleuves protégés», salue M. Fauchon. Cette hydro-diplomatie qui s'impose au monde est pour lui, tout l'objet de l'Observatoire global de l'eau pour la paix, le développement et la nature dont le conseil va proposer la création à l'occasion de ce 9e Forum mondial de l'eau.

Le Conseil mondial de l'eau invite en outre à la sécurisation de l'eau, d'en faire une bonne consommation, bouleverser les usages, changer les habitudes et les comportements pour partager l'eau et pour l'homme et pour la nature. L'astuce, c'est aussi «Assumer l'eau de demain, grâce à celle d'aujourd'hui». Il veut par ailleurs, que le droit à l'eau soit inscrit dans les textes fondateurs, dans les constitutions des pays. «Apporter peu à peu une allocation minimale gratuite mais il faut plus. Le droit à l'eau deviendra une réalité du quotidien si nous, nous obligeons à le rendre opposable en associant sur ce point les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Nous ne voulons plus entendre cette triste rengaine : «l'eau n'a pas assez d'argent et l'argent n'a pas assez d'eau», a déclaré hier Loïc Fauchon à l'ouverture du 9e Forum mondial de l'eau.

Téléchargez le discours d'ouverture de Loïc Fauchon lors de la cérémonie d'ouverture du 9^{ème} forum mondial de l'eau le 21 mars 2022 : https://www.worldwatercouncil.org/fr/discours-de-loic-fauchon-la-ceremonie-douverture-du-9eme-forum-mondial-de-leau-diamniadio-senegal

9ème Forum mondial de l'eau : Les solutions de la SONES pour l'accès universel à l'eau au Sénégal

24 mars 2022



La Société nationale des eaux du Sénégal (SONES) a profité de la tenue du 9^{ème} Forum mondial de l'eau, ouvert au Palais des sports Dakar Arena de Diamniadio lundi 21 mars et qui se poursuit au Centre international de conférence Abdou Diouf (CICAD) jusqu'au 26 mars 2022 pour dresser le schéma hydraulique lui permettant d'assurer l'accès universel à l'eau potable au Sénégal.

En effet, « dans le cadre de la Lettre de Politique sectorielle du Plan Sénégal émergeant (PSE) et de l'Objectif de développement durable N°6 (ODD6) qui vise l'accès universel à l'horizon 2030, le Sénégal a une vision stratégique bâtie autour d'une démarche anticipative dans la formulation des réponses à la problématique de l'accès à l'eau potable : le schéma directeur de mobilisation des ressources en eaux », a expliqué le directeur général de la SONES à l'occasion de la Journée d'échange dédiée aux consommateurs organisée ce jeudi 24 mars 2022 sous le thème « Demandes pressantes, réponses pertinentes ».

Le Sénégal tend vers une révolution sociale en matière d'accès universel à l'eau. Mais « pour y arriver, notre pays travaille sur les perspectives. Ainsi, au-delà de l'usine de traitement d'eau potable de Keur Momar Sarr 3 (KMS3), que fera la SONES ?, s'interroge Charles Fall.

La réponse coule de source, il ne faut « pas dormir sur les lauriers car, en fonction de la croissance démographique, les besoins en eau sont dimensionnés. Et la Direction de la planification et des études travaille en amont de la Direction qui réalise les ouvrages. Ces ouvrages sont consignés par la Direction du patrimoine et du contrôle et de l'exploitation pour fermier la Sen' Eau », a-t-il clarifié.

Dans le cas spécifique de la région de Dakar, son alimentation en eau est principalement assurée par le lac de Giers. « Au niveau de ce lac, la SONES dispose trois stations de traitement (KMS 1,2 et de KMS3 récemment mis en service. Pour couvrir ses besoins en eau, un des projets piliers de la SONES concerne la mise en service de KMS3. Cette étape permet l'alimentation en eau potable de la population », a pour sa part expliqué la cheffe de projet à la Direction de la planification et des études, Khady Ndiaye Mbodj.

Signalons que KMS3 est une infrastructure hydraulique composée de divers ouvrages comme une usine de traitement d'eau potable de 200 000 m3 par jour dont la première phase de 100 000 m3 par jour a été mise en service le 28 avril 2021. <u>Lire la suite...</u>

Le secrétariat exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau très satisfait du bilan à mi-parcours

24 mars 2022



Les organisateurs du 9^{ème} Forum mondial de l'eau ont tiré, mardi 22 mars 2022, un bilan très satisfaisant des deux premiers jours de la tenue du Forum de Dakar. Face à la presse, hier, Abdoulaye Sène a laissé entendre qu'« à la fin de cette deuxième journée du Forum nous pouvons apprécier très positivement les étapes que nous avons franchies».

Il s'avère que, seulement après deux jours de déroulement des assises de Dakar, le Secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau tire « un bilan très satisfaisant » des deux jours, notamment de la cérémonie d'ouverture qu'il a qualifiée « d'exceptionnelle et d'historique ».

A l'en croire, le Forum mondial de l'eau de qui a enregistré la participation de plus de 6 000 personnes venant d'une centaine de pays du monde, est en quête de solutions.

La cérémonie de Dakar est « la plus grandiose, la plus magnifique et surtout la plus inspirante » et tous les Sénégalais doivent en être fiers, a-t-il lancé à l'encontre de ceux qui ont pris part aux différentes éditions passées du Forum mondial de l'eau.

Organiser ce Forum en période de pandémie n'était pas une chose évidente, a reconnu M. Sène. Car, selon lui, jamais dans le passé, un Forum n'a été préparé dans les conditions aussi difficiles.

Abdoulaye Sène s'est réjoui de la volonté affichée par les partenaires afin d'accompagner les efforts du Sénégal et l'Afrique en vue d'accélérer l'accès universel à et l'assainissement.

Concluant son intervention, le Secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau est d'avis que le Forum de Dakar, « parti pour être une réussite », a permis de jeter les regards vers la deuxième grande conférence globale sur l'eau qui est prévue en 2023 et où « les résultats du de Dakar 2022 devraient constituer une pièce maîtresse dans la construction des différents scénarios du futur de l'agenda de l'eau ».

Entretien avec Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau (Solidarites.org)

25 mars 2022



Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau avec Macky Sall, Président de la République du Sénégal

LOÏC FAUCHON, SELON VOUS, QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE CE FORUM MONDIAL DE L'EAU À DAKAR?

Plusieurs choses différencient ce Forum des précédents. Il se déroule en Afrique subsaharienne, une des régions du monde où <u>l'accès à l'eau</u> reste insuffisant et inégalitaire. La participation des communautés africaines, très investies, apporte une connaissance du terrain et de ses réalités qui permet une approche beaucoup plus concrète, plus réaliste aussi. Il va se tenir après le choc de la COVID-19, qui a montré l'importance de l'eau non seulement pour l'hygiène préventive, mais aussi pour l'autosuffisance alimentaire mise en exergue par la longue fermeture de certains ports et de nombreuses frontières.

CE FORUM SE PRÉSENTE COMME CELUI DES RÉPONSES CONCRÈTES. Y PARVIENDRA-T-IL ET QU'ATTENDEZ-VOUS DE CELLES-CI?

Nous avons voulu, avec nos collègues sénégalais, qu'après le Forum des solutions en 2012 à Marseille, celui de Dakar soit celui des réponses. Les réponses sont les solutions appliquées aux terrains et à leurs populations. Ce sont les réponses qui peuvent changer la vie quotidienne des plus pauvres et des plus démunis. Nous parviendrons à mettre ces réponses sur le devant de la scène si nous restons animés par une volonté farouche de dépasser le temps des discours pour être dans celui de l'action.

PAR LE PASSÉ, VOUS AVEZ DIT "L'EAU EST POLITIQUE". QU'ENTENDEZ-VOUS PAR CELA?

Oui, depuis plus d'une décennie, nous martelons l'idée que <u>l'accès à l'eau</u> relève avant tout de décisions politiques, d'une primauté accordée par les dirigeants nationaux et locaux pour que dans les lois, les règlements et les budgets, une priorité effective soit apportée, d'abord à la sécurisation de la ressource en eau et ensuite à son partage durable, mais surtout équitable.

UN SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT EST PRÉVU LORS DU FORUM. QUE PEUT-ON EN ESPÉRER POUR LA SÉCURITÉ DE L'ASSAINISSEMENT?

La présence de chefs d'État et de gouvernement n'est pas nouvelle dans les Forums. Cette foisci, la présidence sénégalaise de l'Union africaine et la volonté exprimée par le président de la république du Sénégal, M. Macky Sall, donneront sans aucun doute un relief particulier à ce que nous appelons de nos vœux, à savoir des engagements forts et concrets en faveur de l'eau et de l'assainissement.

QUEL EST LE RAPPORT DU FORUM AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) ET NOTAMMENT SON OBJECTIF 6, ET QUEL PEUT ÊTRE SON RÔLE PAR RAPPORT À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EAU AUX NATIONS UNIES EN MARS 2023?

Le Forum de Dakar est une étape, sans doute la plus importante sur la route de mars 2023. Si les réponses sont apportées à Dakar, ce sera la meilleure preuve d'une nouvelle place de l'eau pour la paix et le développement.

COMMENT VOULEZ-VOUS CONCLURE?

Le Conseil mondial de l'eau travaille depuis de nombreuses années à l'affirmation de deux priorités fortes. La première est que la communauté internationale, chaque État, chaque collectivité humaine doit assurer la sécurisation de la ressource et sa juste utilisation, économe et partagée. La seconde est la conséquence de la première : le droit à l'eau collectif et individuel s'impose comme un droit humain, dont le respect et la généralisation sont indispensables à la survie de la planète. C'est le sens de notre combat, un combat pacifique mais déterminé.

Au Sénégal, le Forum mondial de l'eau appelle à garantir un « droit à l'eau » (Le Monde)

25 mars 2022

Le sommet a réuni plusieurs milliers d'acteurs publics et privés et adopté des recommandations pour mieux gérer et partager une ressource toujours plus convoitée.



Ouverture du 9e Forum de l'eau, à Dakar (Sénégal), le 21 mars 2022. SEYLLOU / AFP

Quelques jours avant l'ouverture du Forum mondial de l'eau de Dakar, qui s'est déroulé du 21 au 25 mars, des dizaines de jeunes avaient bloqué avec des pneus brûlés la route nationale des Niayes, à 50 kilomètres de la capitale sénégalaise, lançant des pierres aux gendarmes, qui ont répondu avec des gaz lacrymogènes. Tous réclamaient le droit d'accéder à l'eau du forage installé dans leur localité, uniquement destiné à alimenter Dakar, alors que chez eux les robinets sont à sec.

C'est pour tenter de répondre à ce type de défi que plusieurs milliers d'acteurs publics et privés du secteur de l'eau et de l'assainissement venus du monde entier, dont plusieurs chefs d'Etat et ministres, se sont retrouvés à Dakar lors du 9^e Forum mondial. Organisé tous les trois ans, c'est la première fois qu'il se tient en Afrique subsaharienne, vingt-cinq ans après la première édition de Marrakech, au Maroc.

Depuis, certaines éditions ont attiré beaucoup de participants – jusqu'à 40 000 en Corée en 2015. A la veille de l'ouverture de celle de Dakar, Loïc Fauchon, président du conseil mondial de l'eau, coorganisateur de l'événement avec l'Etat du Sénégal, redoutait la moindre fréquentation constatée, en raison de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine. « Pourtant, plus de 700 personnes ont contribué aux réflexions menées pendant trois ans afin de recenser des réponses, en particulier pour améliorer l'accès à l'eau dans les zones rurales », rapporte Loïc Fauchon. Il cite en exemple des forages fonctionnant à l'énergie solaire ou éolienne.

Problématique des eaux transfrontalières

Après ces trois années de concertation et une semaine d'échanges, le forum a adopté une « Déclaration de Dakar » réclamant l'accélération de « l'application du droit à l'eau potable ». Il recommande par ailleurs l'adoption de « plans de gestion durable et intégrée pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes », une « mobilisation des ressources financières » en faveur de l'accès à l'eau des populations et une « gouvernance » de l'eau qui inclue tous les utilisateurs : secteurs agricole, industriel, de la santé, de la biodiversité, de l'énergie...

Selon l'OCDE, 40 % de la population en Afrique subsaharienne n'a pas accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau et 70 % à un assainissement de base

Le président sénégalais, Macky Sall, avait évoqué dans son discours d'ouverture « la raréfaction des ressources hydriques et la dégradation de l'environnement [qui] continue de s'aggraver ». « Deux personnes sur cinq dans le monde vivent dans des régions où l'eau est rare », avait-il ajouté. « Si nous ne changeons pas nos comportements aujourd'hui, l'accès à l'eau va se dégrader, comme nous l'observons déjà dans certains pays », alerte Abdoulaye Sène, secrétaire exécutif du forum.

Selon un rapport de l'OCDE de juin 2021, 40 % de la population en Afrique subsaharienne n'a pas accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau et 70 % à un assainissement de base. Et le nombre total de personnes vivant dans des zones urbaines confrontées à une pénurie d'eau permanente passera à 162 millions d'ici à 2050.

Loïc Fauchon: "Ecrivons nous-mêmes, le futur de l'eau" (Enquête+)



Pour faire face aux défis d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement à travers le monde, il urge, pour les leaders, d'écrire le futur de l'eau, de reprendre la maitrise de son cycle en faisant de sorte qu'elle devienne avec la nature des "amis inséparables" de l'Homme. C'est l'appel lancé hier, par le Président du Conseil mondial de l'Eau, Loïc Fauchon, lors de son allocution, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du 9^e Forum mondial de l'Eau de Dakar.

Diamniadio est depuis hier, la capitale de l'eau. La nouvelle ville accueille en effet, le 9e Forum mondial de l'Eau qui se tient jusqu'au samedi 26 mars prochain. Intervenant, lors de la cérémonie d'ouverture, les acteurs officiels des différents coins du monde et des différentes institutions financières internationales comme africaines ont chacun partagé leurs solutions pour un accès universel à ce liquide précieux qui fait encore défaut, notamment dans beaucoup de pays africains. "A l'occasion de ce forum, nous disons : écrivons nous-mêmes, le futur de l'eau. Reprenons la maitrise du cycle de l'eau. Nous ne voulons qu'une chose : que l'eau, la nature et l'Homme redeviennent d'inséparables amis. La tâche est immense, mais, elle est nécessaire. Il faut du temps sans doute, alors, pressons le pas. Il y a urgences et ces urgences forment des obligations et la première c'est, aux quatre coins de la planète, d'assurer la sécurisation de la ressource, disposer de plus d'eau, mais en consommer moins et mieux. La technologie et l'innovation digitale ne suffiront pas. Il faut certes innover, transformer, dessaler, recycler, accroître les masses d'eau disponibles. Il nous faut bouleverser les usages, changer nos habitudes et nos comportements. A ces conditions seulement, nous ferons partager l'eau pour homme et l'eau pour la nature. Ceci, à travers les solutions basées sur la nature. A cette condition aussi, nous pouvons assumer l'eau de demain", lance le président du Conseil mondial de l'Eau. Pour Loïc Fauchon, quand l'eau est en danger, l'Homme l'est aussi, tout comme la nature. Le président du Conseil mondial de l'Eau trouve que "l'eau en danger", c'est une situation à la fois "paradoxale et inacceptable". "Paradoxale parce que sur notre planète il y a beaucoup, parfois trop d'eau et dans d'autres endroits, il y en a très peu. Et c'est la colère des Hommes qui monte et qui dévore. L'Afrique est pourvue d'eau mais beaucoup d'Africains sont dépourvus d'eau. Situation inacceptable parce que l'angoisse des centaines de millions de femmes, des enfants qui, chaque matin, en quête d'une eau lointaine et trop rare et qui reviennent avec quelques litres seulement, pour assurer l'hygiène et la nourriture. Alors pour avancer, il faut situer les causes et les responsabilités", note M. Fauchon.

Concernant les responsables de cette inégalité concernant l'accès au liquide précieux, il liste la démographie et tant de bouches à nourrir, la soif de vie tentaculaire "incontrôlable et incontrôlée". "Il s'y ajoute l'aspiration légitime des générations nouvelles qui désirent une augmentation de leur niveau de vie et qui sont transformatrices de masses d'eau dont nous ne disposons pas. Attention, ne vendons pas la maison de l'eau à crédit. Responsables aussi des atteintes à la nature, des missions de déforestations, de pollution, de salinisation, etc. Responsable aussi : le climat qui divague et qui atteint les extrêmes ; inondations et crues et sécheresse prolongée. Responsables globalement : le gaspillage et parfois le pillage. Tout cela dévaste, ruine. Tout cela nous amène à une détestable insécurité hydrique", renchérit le président du Conseil mondial de l'Eau.

Plaidoyer pour un fonds bleu issu des financements du climat

Ainsi, Loïc Fauchon a rappelé que le droit à l'eau est un élément "indispensable" de la dignité humaine. "Nous disons qu'il faut l'inscrire dans les textes fondateurs, dans les constitutions de chacun des pays, sur les tableaux de nos écoles. Il faut apporter peu à peu, une allocation minimale gratuite. Le droit à l'eau deviendra une réalité quotidienne, si nous nous obligeons à le rendre opposable aux tiers, en y associant les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Nous ne voulons plus entendre cette vieille rengaine : l'eau n'a pas assez d'argent et l'argent n'a pas assez d'eau. D'abord sur la dette, il nous faut continuer à demander l'annulation de la dette de l'eau pour les Etats et les collectivités les plus pauvres mais, à condition d'un réinvestissement immédiat dans la construction d'infrastructures de l'eau et de l'assainissement autant que dans la maintenance que la formation des femmes et des hommes. Au-delà, nous voulons un fonds bleu issu des financements du climat pour la sécurité de l'eau", plaide-t-il.

Le président du Conseil mondial de l'Eau pense que seuls ces financements "massifs et contrôlés", autoriseront à faire face aux défis socio-économiques, nourrir la planète, et garantir la mobilisation progressive des centaines de milliards de mètres cubes supplémentaires. "Et cela ne sera pas suffisant. Nous proposerons cette semaine, durant le forum les couplages des ressources non conventionnelles en eau et en énergies, pour permettre au monde rural et périurbain, grâce aux financements hybrides. Il y a aussi la question de la gouvernance des bassins. Nul n'est propriétaire de l'eau. Trop de conflits nous viennent de l'absence de concertation. Nous voulons la paix des rives et non pas la guerre des fleuves", soutient M. Fauchon.

Concernant les difficultés liées à la disponibilité des ressources pour financer le secteur, la Vice-présidente de la Gambie a souligné que son pays en fait face. "Des réformes ont été mises en place depuis 2015 avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD). Il y a aussi des lois qui ont été élaborées et en 2020, toutes ces lois ont été soumises au Conseil des ministres pour être examinées. Ces lois seront durement étudiées aussi rapidement possible afin de créer le cadre réglementaire et législatif pour la gestion des ressources en eau. Un plan stratégique de gestion de l'eau a été mis en place pour la période 2015-2019. Mais, jusqu'à présent, il n'est pas mis en œuvre faute de financement adéquat", relève Isatou Touray.

Lire la suite...

9ème Forum mondial de l'eau : les solutions existent ! (Revue EIN)

29 mars 2022



Comme tous les trois ans, le Forum mondial de l'eau a réuni pour une semaine de débats la plupart des acteurs mondiaux de l'eau : agences onusiennes, bailleurs de fonds, États, organisations professionnelles et associatives, ONG, élus, collectivités, industriels, etc...

Quel bilan tirer de cette 9^{ème} édition largement occultée par l'actualité?

D'abord, une première remarque sur l'impact réel de ce rendez-vous, parfois mis en doute. A un moment où l'eau est une des principales sources de tensions à travers le monde et ou les effets du réchauffement climatique alourdissent les pressions qui pèsent sur la ressource, il est indispensable d'alerter sur "La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable", et, pour conjurer ce risque, de tenter de définir les bases d'une action concertée.

Seconde remarque à propos de l'idée, parfois exprimée, selon laquelle rien de concret ni de contraignant n'émergerait d'une grand-messe dont l'utilité ne serait finalement que toute relative. Ce grand rassemblement des différents acteurs du secteur de l'eau se tient pour la première fois en Afrique subsaharienne, à un an de la Conférence de l'ONU sur l'Eau de 2023 (la première depuis 1977), qui, selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le 9 août, est – et sera – particulièrement touchée par les extrêmes climatiques, confrontée à une diminution des rendements agricoles et des ressources en eau douce (déjà faibles), une multiplication des maladies et des millions de déplacés.

Dans ce contexte très perturbé, alors que 65% de la population du continent africain sera affectée par le stress hydrique, pour la première fois, le 9ème Forum Mondial de l'Eau appelle à une réponse ferme, globale et coordonnée afin de « repenser la gestion de l'eau pour en garantir l'accès à tous », selon le président de la Banque mondiale et le chef d'État sénégalais – également président de l'Union africaine.

Si le rôle de cet événement n'est pas de se substituer aux politiques qui restent les seules habilités à prendre le relais en s'appropriant les expertises mis à leur disposition par les experts du monde entier, le rendez-vous de Dakar, baptisé « Forum des réponses », entend bien démontrer que des solutions économiquement et technologiquement rationnelles existent.

Quatre domaines doivent être investis en urgence : la sécurité de l'eau et de l'assainissement, l'eau pour le développement rural, la coopération, les « outils et moyens » incluant les questions du financement, de la gouvernance, de la gestion des connaissances et des innovations.

En Afrique plus qu'ailleurs, prévient Khaled Al Mezayen, CEO/Co-founder chez InovaYa dans l'interview croisée à lire dans ce numéro, « si l'on veut être vraiment efficace et rendre l'accès à l'eau potable dans ces zones-là, il faut travailler avec les acteurs qui sont au plus proche de la livraison de l'eau. Ce sont des acteurs privés, des ONG ou des entreprises à impact. On a donc décidé d'apporter notre savoir-faire sur ces sujets et de « plateformiser » nos compétences pour favoriser l'autonomie des porteurs de projets ».

Le low-tech doit jouer un rôle clé pour sécuriser l'accès à l'eau et l'assainissement, martèle de son côté Sébastien Cohin, directeur Cohin Environnement dans ce même entretien. « La vraie urgence étant de traiter l'eau, il y a un travail de fond à faire pour promouvoir les solutions qui sortent des schémas classiques ».

C'est vrai, l'essentiel reste à faire et tous les leviers doivent être actionnés : « Pour relever les défis de l'accès à l'eau et à l'assainissement, de l'impact environnemental et de la résilience, il y a des solutions qui marchent à condition que les personnes qui en bénéficient puissent les pérenniser. Elles sont hybrides : entre solutions traditionnelles et informelles, entre publiques et privées, entre low tech et high tech » affirme Antoine Frérot, PDG de Veolia à l'occasion du forum.

Forum mondial de l'eau : ce qu'il faut retenir du rendez-vous de Dakar (Le Point)

28 mars 2022

DÉFIS. Avec la « déclaration de Dakar », les participants au Forum mondial de l'eau tracent la voie de nouvelles stratégies pour garantir le droit à l'eau pour tous.



Le Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Dakar s'est conclu par une "Déclaration de Dakar, un blue deal pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement". © DR

Organisée au Centre international de conférences Abdou-Diouf à Diamniadio, à près d'une heure de Dakar, la 9^e édition du Forum mondial de l'eau (FME) s'est achevée vendredi après une semaine de travaux. Au bout, une déclaration dite de Dakar a été adoptée avec l'objectif global de lancer un appel à la communauté internationale à « garantir le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous ».

Des pistes de réflexions et d'action

Dans le détail, à travers un document intitulé « Déclaration de Dakar, un blue deal pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement », les participants au forum réclament l'accélération de « l'application du droit à l'eau potable ». Par ailleurs, il s'agit également, recommande le Forum, d'adopter « des plans de gestion durable et intégrée pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes ». Le Forum préconise aussi une « mobilisation des ressources financières » en faveur de l'accès des populations et une « gouvernance » de l'eau qui inclue les secteurs agricole, industriel, de la santé, de la biodiversité ou encore de l'énergie.

Enfin, l'eau doit faire l'objet d'une « coopération renforcée » entre différentes entités, régionales ou internationales. Parce que, comme l'a rappelé à l'ouverture le président sénégalais <u>Macky Sall</u>, « la raréfaction des ressources hydriques et la dégradation de l'environnement continuent de s'aggraver ». « La situation n'est pas rassurante », avait-il dit en citant un rapport de l'<u>ONU</u> selon lequel « deux personnes sur cinq dans le monde vivent dans des régions où l'eau est rare ».

Comment lutter contre les fuites d'eau : Voici l'application qui règle le problème (PFE / IME / ALTEREO)

29/03/2022



L'application pour gérer les fuites d'eau (PhDr)

Le partenariat français pour l'eau (PFE), l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) et ALTEREO ont présenté à la communauté internationale une application mobile gratuite pour collecter en 20 secondes les données des fuites des réseaux d'eau potable.

Le 9^e forum mondial de l'eau tenu du 21 au 25 mars 2022 à Dakar (Sénégal) a servi de cadre pour présenter « Hpo Collect », une application mobile qui contribuera à collecter les informations sur les fuites d'eau potable. A l'issu de ce forum, un communiqué dont Linfodrome a eu copie, fait des précisions sur le cet outil qui facilitera le travail des agents d'exploitation.

50% des fuites évités

Selon le président de l'Altero, Christian Lapaud, cette application est « gratuite, rapide et surtout simple à utiliser, cette application représente à elle seule les prémices d'une gestion patrimoniale réellement efficace et responsable. Longtemps, les fuites et les mauvais rendements des réseaux potables ont été synonymes d'une impuissance acquise ».

Les fuites et les mauvais rendements des réseaux potables ont été synonymes d'une impuissance acquise

Il laisse entendre par ailleurs que « les travaux de l'Altero sur <u>l'intelligence artificielle</u> ont permis de développer Hpo IA, un outil d'aide à la décision, capable d'apprendre des données passées des réseaux d'eau pour calculer leur risque de défaillance future. Alimentée par les données amassées par Hpo Collect, Hpo IA est capable d'éviter jusqu'à 50% des fuites par le renouvellement de seulement 5% de canalisation ».

Une charge de travail diminuée

Encore selon cette note, chaque agent deviendra le meilleur des "capteurs intelligents", capable de répertorier les données de défaillances (matériau, type de casse, emplacements etc.) essentielles à la constitution d'une base de données sur l'historique des fuites. Souvent manquantes au sein des services d'eau à travers le monde, ces données sont pourtant indispensables pour adopter une stratégie pleinement efficace de renouvellement des réseaux.

Impacter notre environnement

50% de l'eau injectée dans les réseaux potables est perdue en fuites. Une situation inacceptable alors que l'accès à l'eau des populations est déjà compromis par <u>l'urbanisation galopante</u> et l'épuisement des ressources naturelles en eau.

En raison de l'électricité gaspillée pour les productions d'une eau qui n'atteindra jamais le consommateur, les fuites contribuent également de façon significative à l'accélération du <u>changement climatique</u>. On estime qu'elles sont responsables de l'émission de 55 millions de tonnes de CO₂ par an.

Enfin, alors que le prix de l'énergie ne cesse d'augmenter, les dépenses inutiles en énergie pèsent sur le budget des services d'eau, compromettant dans le même temps leur capacité à investir dans les opérations de renouvellement des réseaux. C'est pour faire face aux grands défis de notre siècle aux côtés des services d'eau

Le groupe Altero a une filiale en Côte d'Ivoire qui travaille avec la SODECI dans la mise en place de SIG pour la gestion patrimoniale des réseaux d'eaux et d'assainissement. Cette initiative bénéficie du soutien de la Fondation Solar Impulse est déployée en France, au Mexique et en Ouganda,

La déclaration de Dakar a mis fin au 9e forum mondial de l'eau (agenda-2030)

29 mars 2022



Crédits: www.uclga.org

- Axée sur cinq points, la déclaration de dakar présente des recommandations aux gouvernements et à la société civile, pour une meilleure gestion et accès à l'eau organisé par le conseil mondial de l'eau et le gouvernement sénégalais, le 9e forum mondial de l'eau s'est tenu pour la première fois en afrique subsaharienne du 21 au 26 mars a donné lieu à document intitulé « déclaration de dakar », ou « blue deal », œuvrant pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement, pour la paix et le développement. Cette (...)
- axée sur cinq points, la déclaration de dakar présente des recommandations aux gouvernements et à la société civile, pour une meilleure gestion et accès à l'eau organisé par le conseil mondial de l'eau et le gouvernement sénégalais, le 9e forum mondial de l'eau s'est tenu pour la première fois en afrique subsaharienne du 21 au 26 mars a donné lieu à document intitulé « déclaration de dakar », ou « blue deal », œuvrant pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement, pour la paix et le développement. Cette (...)
- axée sur cinq points, la déclaration de dakar présente des recommandations aux gouvernements et à la société civile, pour une meilleure gestion et accès à l'eau organisé par le conseil mondial de l'eau et le gouvernement sénégalais, le 9e forum mondial de l'eau s'est tenu pour la première fois en afrique subsaharienne du 21 au 26 mars a donné lieu à document intitulé « déclaration de dakar », ou « blue deal », œuvrant pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement, pour la paix et le développement. Cette (...)

Organisé par le Conseil mondial de l'eau et le gouvernement sénégalais, le <u>9e Forum mondial de l'eau</u> s'est tenu pour la première fois en Afrique subsaharienne du 21 au 26 mars a donné lieu à document intitulé « <u>Déclaration de Dakar</u> », ou « blue deal », œuvrant pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement, pour la paix et le développement.

Cette déclaration présente cinq axes :

Il s'agit de garantir le droit à l'eau et l'assainissement pour tous en accélérant l'application du droit à l'eau potable et à l'assainissement. Il s'agira également de favoriser l'application du droit international humanitaire en particulier le protocole additionnel de la Convention de Genève qui prévoit la protection des systèmes d'adduction d'eau et de l'assainissement;

Concernant les enjeux liés à la mer, l'engagement porte sur l'adoption de plans de gestion durables et intégrés pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes, de renforcer la protection des zones humides, d'inciter à la préservation des systèmes d'eau traditionnels et surtout de favoriser le recyclage et la réutilisation des eaux usées ;

Le Forum préconise aussi une mobilisation des ressources financières publiques et privées en veillant à la mise en œuvre effective du programme effectif d'Addis-Abeba. Il s'agit d'investir dans les infrastructures de l'eau et de l'assainissement afin de développer des emplois verts, en particulier en faveur des jeunes, des femmes et du monde rural. Afin de sécuriser l'approvisionnement en eau, plusieurs partenaires au développement, notamment la <u>Banque mondiale</u>, la <u>Banque africaine de développement(BAD)</u>, l'Agence française de <u>développement (AFD)</u>, la <u>Banque européenne d'investissement (BEI)</u> prévoient des financements en Afrique;

Le quatrième axe de cette déclaration concerne la facilitation de la gouvernance inclusive de l'eau en promouvant une gestion transparente des services d'eau et d'assainissement ainsi que des modes de gestion diversifiés et concertés. Enfin l'élaboration de politiques publiques sur la base des connaissances scientifiques et d'un soutien aux innovations en cours et à venir a été mis en lumière;

Le dernier axe de s'attache aux enjeux de de la coopération bilatérale et multilatérale, y compris aux échelles régionale et internationale. Un accent particulier est mis sur la nécessité d'un partenariat mutuellement bénéfique en matière de gestion de bassins transfrontaliers, y compris les bassins aquifères, notamment en favorisant les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques, dans l'esprit de l'hydro diplomatie.

Il a été proposé de soumettre cette Déclaration comme contribution à la Conférence des Nations unies sur l'eau en 2023.

Pour aller plus loin...

À quoi a servi le Forum mondial de l'eau de Dakar?

Les enjeux du 9e Forum mondial de l'eau à Dakar

Dakar pose les bases de la Conférence des Nations unies sur l'eau en 2023 (Voaafrique)

30 mars 2022



Des Sénégalais recueillent l'eau d'une citerne.

Plaidant pour que l'eau reste au centre de l'agenda international, le président sénégalais Macky Sall, a récemment déclaré : "il y va de la vie et de la santé de milliards d'individus à travers le monde. Il y va de la paix et de la sécurité internationale".

En sa qualité de président en exercice de l'Union Africaine, le chef de l'Etat sénégalais a également appelé "à une action urgente pour des réformes politiques et institutionnelles dans le secteur de l'eau, l'augmentation des investissements publics et privés ainsi qu'une participation citoyenne accrue".

C'était à l'ouverture du Forum mondial de l'eau qui a clôturé ses travaux le 26 mars 2022 à Diamniadio, près de Dakar.

Deux personnes sur cinq dans le monde vivent dans des régions où l'eau est rare. Le président Sall a informé que les femmes et les filles passent 200 millions d'heures par jour à rechercher cette bien rare ressource. 2.1 milliards de personnes sont contraintes de consommer de l'eau polluée. 80% des eaux usées sont rejetées dans la nature sans traitement mettant en danger la santé et la vie de 4.5 milliards d'individus. 90% des 1000 catastrophes naturelles les plus dévastatrices depuis 1990 sont liées à l'eau.

En Afrique subsaharienne, 40% de la population n'a pas accès à l'eau potable. D'ici 2030, entre 75 et 250 millions d'Africains vivront dans des zones de stress hydrique élevé; ce qui pourrait conduire au déplacement de plusieurs centaines de millions d'individus.

Le Forum s'est clôturé avec l'adoption d'une <u>Déclaration de Dakar ou Blue Deal</u> "pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement".

La Déclaration de Dakar appelle notamment à "la nécessité de renouveler et de renforcer les engagements pour la mise en œuvre d'actions immédiates pour relever les défis de l'eau et de l'assainissement pour le développement, l'amélioration des moyens de subsistance et l'éradication de la pauvreté". L'ambition est de mobiliser des ressources financières publiques adéquates, ainsi celles des partenariats au développement, pour investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement, et développer des emplois "bleus " et "verts ".

"Mettre en œuvre des plans de gestion intégrée d'utilisation rationnelle, équitable et durable des ressources en eau, en vue d'assurer le juste équilibre entre le développement socio-économique, la préservation de la qualité de la ressource, la protection et la conservation des écosystèmes.

"Renforcer la coopération et le partenariat mutuellement bénéfiques en matière de gestion de bassins transfrontaliers, y compris les bassins aquifères, notamment en favorisant les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques ;

La Déclaration de Dakar recommande également au gouvernement sénégalais et au Conseil Mondial de l'Eau, en leur qualité de co-organisateurs du Forum, de soumettre les conclusions de ce 9è Forum Mondial de l'Eau à la Conférence des Nations unies sur l'eau en mars 2023.

Conclusion De 5 Jours Intenses

"Un blue deal" pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement

Téléchargez le bulletin du forum : <u>Dakar_FME_Clap de fin</u>



Quel bilan du 9ème Forum Mondial de l'Eau à Dakar ? (Coalition Eau)

9 avril 2022



Organisé par le Sénégal et le Conseil Mondial de l'Eau, le 9ème Forum Mondial de l'Eau s'est tenu du 21 au 26 mars 2022 à Dakar. La Coalition Eau, plusieurs de ses ONG membres et ses partenaires de différents pays, se sont mobilisés pour échanger sur les défis et y partager leurs solutions avec la communauté mondiale de l'eau. Quel bilan tirer de cet événement?

L'ORGANISATION DU FME, UN DÉFI RELEVÉ PAR LE SÉNÉGAL

Dans un contexte largement défavorable, marqué par la pandémie, les enjeux sécuritaires dans la sous-région et la guerre en Ukraine, la tenue du Forum Mondial de l'Eau est un succès en soi. Le Sénégal, pays-hôte, a relevé le défi d'accueillir plusieurs milliers de personnes, pour le premier FME tenu en Afrique subsaharienne. Le Forum a ainsi présenté une très bonne opportunité pour le Sénégal, et plus largement pour l'Afrique, avec une très forte affluence sénégalaise et africaine.

En revanche, certaines régions ont été sous-représentées, en particulier l'Amérique latine et l'Asie. Les organisations internationales ont souvent été représentées par leurs branches locales en Afrique de l'Ouest.

DES OBSTACLES À LA PARTICIPATION, MAIS UNE SOCIÉTÉ CIVILE DYNAMIQUE

Les organisations de la société civile (OSC), en particulier des pays en développement, se sont heurtées à de multiples blocages : des frais d'inscriptions trop élevés (entre 650 et 800 euros), la mise en place très tardive (à 2 semaines du Forum) d'un mécanisme de soutien financier, le manque de porte-paroles à l'Ouverture ou dans les segments politiques de haut niveau.

Cependant, des OSC se sont organisées pour structurer des mobilisations communes et faciliter leur participation. Les associations sénégalaises, à travers la Plateforme des OSC eau et Assainissement (POSCEAS), ont été très présentes, avec un stand dynamique sur le Pavillon Sénégal. Des réseaux comme l'Effet Papillon ou la Coalition Eau ont permis de faciliter la venue de représentants d'OSC d'Afrique de l'Ouest, d'Asie et d'Amérique latine.



Le Forum s'est ouvert à la jeunesse mondiale avec la mise en place d'un tarif jeune à bas coût, un Espace jeunesse (pour la première fois lors d'un Forum) et des participations dans les sessions de haut niveau.

Ainsi, d'édition en édition, la Coalition Eau constate que la place de la société civile évolue de façon aléatoire au sein des FME: elle n'est jamais acquise. Ce manque d'inclusivité, pour un espace qui se veut résolument multi-acteurs, affaiblit les résultats et la crédibilité du processus des FME dans son ensemble.

UNE DIMENSION POLITIQUE DÉCEVANTE PAR RAPPORT AUX AMBITIONS INITIALES

L'ambition de ce Forum était de marquer une rupture avec les forums précédents, notamment par une mobilisation politique de grande ampleur autour de deux sommets de chefs d'Etats, l'un mondial et l'autre africain (sommet extraordinaire de l'Union Africaine, dont le Sénégal exerce la Présidence au 1er semestre 2022). Cependant ces sommets annoncés au début du processus préparatoire n'ont finalement jamais été organisés, affaiblissant les ambitions politiques de l'événement.

Six chefs d'Etats africains ont pris part en présentiel à la Cérémonie d'ouverture (Sénégal, RDC, Ethiopie, Mauritanie, Guinée Bissau, Gambie), mais aucun engagement concret n'a été annoncé. En outre, les prises de paroles individuelles de Chefs d'Etats n'ont rien à voir avec un véritable sommet politique qui aurait permis des négociations et des décisions collectives qui s'imposent face à la crise de l'eau.

En dehors du volet Chefs d'Etats, les différents segments politiques (ministériel, parlementaires, élus locaux, organismes de bassin) ont permis des échanges entre ces acteurs présents au Forum sur les enjeux et des propositions d'actions.

Une <u>déclaration « Blue Deal »</u> a été lancée à l'issue du Forum et fait la part belle aux enjeux liés aux droits humains à l'eau et à l'assainissement, à la gouvernance et à la coopération. Cependant celle-ci n'est pas issue d'un processus de négociation intergouvernementale ni endossée par les Etats : elle invite les différents acteurs à agir.

Cette nouvelle édition du FME, avec une faible participation à haut niveau politique malgré des ambitions initiales fortes, démontre à nouveau que le Forum n'est pas le cadre adéquat pour organiser un véritable sommet politique de grande ampleur sur l'eau.

Lire la suite...

1. Eau et climat

La Méditerranée particulièrement sensible aux risques climatiques (Econostrum)

8 Février 2022

Les collectivités territoriales méditerranéennes se préparent à faire face aux catastrophes liées au réchauffement climatique. English version



MEDITERRANEE. À l'occasion du Forum des mondes Méditerranéens, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Direction pour l'Action extérieure des collectivités territoriales du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ont réuni lundi 7 février à Marseille des responsables de collectivités territoriales, des experts et des membres du Conseil Méditerranéen de la Jeunesse. Avec comme objectif de présenter les dispositifs publics mis en œuvre par les exécutifs des territoires pour préserver le patrimoine naturel et s'engager dans la voie d'un développement durable.

« Cet été, 500 000 hectares de forêts ont brûlé autour du bassin méditerranéen » souligne Renaud Muselier, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Il s'agit d'un des effets du changement climatique. Pour faire face aux catastrophes qui s'annoncent, nous, responsables locaux, n'avons pas d'autre choix que de travailler ensemble. Il nous faut également orienter nos budgets dans ce sens. Nous le faisons déjà dans la Région Sud avec le Plan Climat qui prévoit de consacrer 40% de tous nos investissements à des mesures de développement durable » L'Égypte connaît de plus en plus d'orages violents, d'inondations, de tempêtes, de records de chaleur selon Mohamed Al-Sharif. Le gouverneur d'Alexandrie a déroulé tout un catalogue de mesures prises par son gouvernement. L'Égypte reste pourtant le pays qui déverse le plus de plastique (74 000 tonnes par an) dans la Méditerranée, selon l'UICN (union internationale pour la conservation de la nature).

Mêmes constat alarmant à la région Occitanie. « D'ici 2050, 25% de notre littoral sera frappé par la submersion. Déjà nous subissons les effets du réchauffement climatique avec une augmentation de la mortalité des coquillages dans nos lagunes et la diminution de 50% de la taille des sardines. Nous agissons, par exemple en finançant l'électrification des quais du port de Sète, ou en structurant une filière de l'hydrogène ».

Faire face

Avec plus de vingt millions de visiteurs en 2019, pour un peu plus de sept millions d'habitants, la Catalogne croule sous un tourisme de masse qui génère de l'activité, mais aussi beaucoup de nuisances environnementales. La généralitat tente d'étaler la saison et de convaincre ses visiteurs de découvrir l'arrière pays. Mais l'écotourisme ne touche qu'une minorité.

Pour l'adjointe au maire de Nice, Agnès Rampal, personne ne « doute plus du réchauffement climatique ». En méditerranée plus qu'ailleurs, car les températures y grimpent 20% plus vite que la moyenne mondiale. « Nous connaissons des crues violentes, plus souvent et plus fortes en intensité que dans le passé. Le niveau de la mer va monter de cinquante centimètres à un mètre. Cela provoquera des inondations colossales dans les grandes villes, généralement en bord de mer. Des zones entières comme la Camargue vont disparaître. C'est une certitude et nous devons y faire face ». La Métropole Nice Côte d'Azur a créé en réponse à ce défis une Agence de sécurité sanitaire environnementale et de gestion des risques. À l'autre bout de la Méditerranée occidentale, la Région de Tanger-Tétouan-al Hoceima a mis en place un plan régional destiné à améliorer la gestion des risques d'inondation.

Philippe Meunier, directeur général de l'Avitem (Agence des villes et territoires méditerranéens durables), demande "une cartographie des risques en Méditerranée, un examen scientifique territoire par territoire. L'Union européenne doit prendre en compte ces objectifs de protection civile". Comme une grande partie des experts présents, Philippe Meunier plaide pour la mise en place d'une stratégie macro-régionale, à l'image de celle mise en place par l'UE pour la Baltique.

Lutte contre le réchauffement climatique : « Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés » (Le Télégramme)

Publié le 14 février 2022



(Illustration Carlos Costa/AFP)

Deux semaines avant la divulgation du deuxième volet du rapport des experts climat de l'ONU (Giec) sur les conséquences du réchauffement, leur président alerte sur les enjeux qui n'ont « jamais été aussi élevés ».

Alors que le réchauffement de la planète s'accélère, « les enjeux n'ont jamais été aussi élevés », a mis en garde lundi le patron des experts climat de l'ONU en lançant le processus d'adoption d'un nouveau rapport de référence sur les impacts dévastateurs du changement climatique. Après plus d'un siècle et demi de développement économique consacrant les énergies fossiles, le monde a gagné environ +1,1 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, multipliant déjà canicules, sécheresses, tempêtes ou inondations dévastatrices.

Dans le premier volet de leur rapport publié en août dernier, les experts climat de l'ONU (Giec) estimaient que le mercure atteindrait autour de 2030 -soit dix ans plus tôt qu'escompté- le seuil de +1,5 °C, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris.

Avant un troisième opus en avril sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le deuxième, dont les négociations débutent lundi, se penche sur les impacts du réchauffement et la façon de s'y préparer (« l'adaptation »). Il doit décliner ces conséquences sur tous les continents et dans tous leurs aspects : santé, sécurité alimentaire, pénurie d'eau, déplacement de populations, destruction des écosystèmes...

L'atmosphère « dopé » par les énergies fossiles

« Les besoins (pour ce rapport) n'ont jamais été plus importants, parce que les enjeux n'ont jamais été aussi élevés », a déclaré le président du Giec Hoesung Lee lors d'une brève session en ligne ouvrant deux semaines de négociations à huis-clos.

Environ « 4,5 milliards d'habitants de cette planète ont subi une catastrophe liée à un événement météo ces 20 dernières années », a ajouté le patron de l'Organisation météo mondiale Petteri Taalas, pointant du doigt les énergies fossiles qui ont « dopé » l'atmosphère en renforçant l'effet de serre.

Une version préliminaire du rapport, que l'AFP avait obtenue en juin dernier, montrait que la vie telle que nous la connaissons allait inéluctablement être transformée, à court terme.

L'océan : notre meilleur allié dans la lutte contre le réchauffement climatique (goodplanet.info)

14 Fév 2022

Les océans et mers couvrent 70% de la surface de la Terre et ils jouent un rôle fondamental dans la régulation de la température de la planète. Ils abritent également une riche biodiversité et ils captent une partie du CO2 émis. Mais certains facteurs, comme la mort des coraux ou l'acidification des océans perturbent cette régulation naturelle. Laurent Bopp, océanographe et chercheur au CNRS et à l'ENS, explique pour France Culture l'importance de la protection des océans.



Voir la vidéo

Également sur GoodPlanet Mag':

Alexandre Meinesz, spécialiste de la biodiversité marine en Méditerranée : « je dénonce le scandale des aires marines protégées »

<u>Virginie Duvat : « l'augmentation lente mais continue du niveau marin de base va se poursuivre lentement durant des siècles quoi qu'on fasse »</u>

Alexandre Magnan, co-auteur du Rapport spécial du Giec : « le changement climatique affecte profondément les dynamiques physiques et écologiques de l'océan »

Sécheresse exceptionnelle dans la péninsule ibérique (lalettremed.com)

15/02/2022



L'Espagne et le Portugal subissent un épisode de sécheresse extrême en plein hiver, indiquent les agences météorologiques locales, précisant que le mois de janvier a été le deuxième mois le plus sec enregistré depuis l'an 2000 dans ces deux pays.

Ruben del Campo, porte-parole l'agence météorologique espagnole de (AEMET), a indiqué qu'en Espagne, « en janvier, il n'a plu que le quart de ce qu'il aurait dû pleuvoir en cette période ».

Les niveaux des réservoirs d'eau dans le pays, dont dépendent notamment les agriculteurs, se situent à moins de 45% de leur capacité, les régions les plus touchées étant l'Andalousie et la Catalogne.

Au Portugal, où 30% de l'énergie est d'origine hydraulique, les autorités ont dû annoncer la suspension de la production hydroélectrique dans cinq barrages pour assurer l'approvisionnement public en eau.

La sécheresse est telle que l'assèchement de la retenue du barrage d'Alto Lindo en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, a permis de redécouvrir l'ancien village d'Aceredo, englouti par le réservoir en 1992. De même, l'assèchement de la rivière Zezêre a permis de faire réapparaître les ruines de Vilar, dans le nord-ouest du Portugal, englouties depuis 1954.

La situation n'est pas près de s'améliorer dans les prochains jours, puisque les prévisions météorologiques des deux pays font état de précipitations en-dessous des moyennes de saison.

Les scientifiques estiment que la baisse globale du pourcentage d'années pluvieuses ces dernières années et les sécheresses qui s'en suivent sont l'une des conséquences les plus graves du changement climatique et qu'elles ne se résoudront pas sans une diminution forte des émissions globales de gaz à effet de serre.

Nouveau rapport du Giec sur le climat : « la situation s'est significativement aggravée » (CNRS Journal)

28.02.2022



Matthew Abbott / The New York Times / Redux-RÉA

Le second volet du sixième rapport d'évaluation du Giec a été dévoilé ce 28 février. Traitant du thème « impacts, adaptation et vulnérabilité », il confirme les prédictions des précédents travaux du groupe d'experts sur l'évolution du climat. Explications avec Wolfgang Cramer, qui en a coordonné l'un des chapitres.

Le second volet du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) vient d'être publié. Quelle est la différence avec celui qui est sorti l'année dernière? Wolfgang Cramer1. Le Giec est composé de trois groupes, traitant chacun d'un volet du rapport. Le premier, publié en août 2021, concerne surtout la physique du climat. Le second groupe vient tout juste finaliser ses travaux, son rapport intègre des questions d'écologie, de la vulnérabilité humaine face aux risques et de l'adaptation. Le troisième groupe recherche quant à lui des moyens d'atténuer le réchauffement climatique et de ses conséquences, dans un rapport prévu pour avril prochain. Les trois groupes ne sont cependant pas isolés et travaillent ensemble. Le groupe 1 prend de plus en plus en compte les dynamiques de la biosphère dans l'évolution du climat. Les scientifiques de multiples disciplines du groupe 2, auquel j'appartiens, intègrent de mieux en mieux les scénarios climatiques, aux échelles globales et régionales, dans leurs travaux. Nous utilisons toute la littérature scientifique concernant les impacts du changement climatique.



Erin Schaff / The New York Times / Redux-RÉA

Ce nouveau volet montre par exemple une meilleure compréhension des conséquences des épisodes climatiques extrêmes, comme les sécheresses et les tempêtes, sur la nature et sur les populations humaines. Nous regardons ainsi comment le changement climatique affecte, et affectera, les écosystèmes et les hydrosystèmes, mais aussi les aspects sociaux et économiques impactés par le climat changeant et les perturbations des écosystèmes. Lire la suite...

Changement climatique: les villes cherchent comment affronter la montée du niveau des mers (Le Monde)

Djakarta, Houston, Lagos... une trentaine de villes côtières ont signé, le 10 février, une déclaration commune pour accélérer leur transformation face au réchauffement climatique.

28 février 2022



Une maison a été rongée par l'érosion du littoral à Alpha Beach, à Lagos (Nigeria),

le 29 avril 2019. PIUS UTOMI EKPEI / AFP

L'équation se vérifie sur tous les continents : d'un côté le niveau des mers monte, de l'autre, les populations se massent toujours plus nombreuses sur les littoraux. L'inconnue tient au rythme auquel vont se produire l'accélération des tempêtes violentes, génératrices de vagues-submersion rendant inhabitables des quartiers entiers, l'érosion des plages et des falaises, les pénétrations de sel dans les nappes d'eau douce et sur les terres. Les derniers travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) contribuent à prendre la mesure de l'accélération de l'expansion de l'océan. Les villes côtières, elles, le voient déjà à leurs portes.

Venus d'Aichi, au Japon, de Houston, aux Etats-Unis, ou de Bizerte, en Tunisie, plusieurs élus locaux ont partagé leurs expériences lors du One Ocean Summit de Brest, le 10 février. « Un jour de forte tempête, la Méditerranée a franchi la digue et a pris l'ascenseur du centre nautique. Quelle allégorie!, a ainsi raconté Hervé Menchon, adjoint au maire de Marseille. La ville va devoir accepter de perdre du terrain et accompagner des modifications du foncier avec beaucoup de finesse. » Hans-Werner Tovar, qui préside le conseil municipal de Kiel, une ville du nord de l'Allemagne, a pour sa part évoqué les « plus de 350 000 personnes qui vivent à proximité de la Baltique, dont les premières maisons se trouvent aujourd'hui à moins de 60 mètres du trait de côte ». A Kiel, la montée du niveau des mers a rendu caduques certaines installations portuaires et de nouvelles sont en construction sur 17 hectares. A Stockholm, ce sont des écluses pour parer aux risques d'inondation et aux menaces sur l'eau potable qu'il faut rebâtir. « Il s'agit d'un des plus gros chantiers du pays », a précisé Katarina Luhr, vice-maire de Stockholm. Au Nigeria, l'Etat de Lagos tâche de regagner plus de 8 kilomètres carrés sur la mer, tandis que des communes sont obligées de migrer vers l'est.

Rendre de la place à la nature

De Saint-Louis (Sénégal) – une ville « amphibie », où le quartier des pêcheurs a les pieds dans l'eau –, à Djakarta, qui verra son statut de capitale politique de l'Indonésie supplantée par une nouvelle ville construite sur l'île de Bornéo, tous les élus réunis à Brest ont souligné les besoins colossaux de financements. Car ce n'est pas seulement l'élévation du niveau de la mer que ces villes doivent affronter, mais tous les effets du changement climatique, comme l'a souligné Anies Baswedan, le gouverneur de Djakarta.

Changement climatique : Ces villes de France qui se préparent aux importantes inondations (Radio Classique)

28/02/2022



Inondations, canicules ou encore sécheresses, les impacts du changement climatique sont là. Ils vont se multiplier et il va falloir vivre avec. C'est tout l'enjeu du nouveau rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié ce 28 février. Un rapport majeur, consacré à l'adaptation au changement climatique.

Ces épisodes de pluies extrêmes vont se multiplier dans les années à venir

Certaines villes et en particulier celles qui sont confrontées par exemple au risque d'inondations, essayent de s'adapter au changement climatique. C'est le cas à Trèbes dans l'Aude, une ville de 6 000 habitants meurtrie par une crue éclair dévastatrice en octobre 2018. En quelques heures, des cumuls de pluie exceptionnels s'abattent sur la région et transforment l'Aude en torrent. Selon Eric Ménassi, le maire de Trèbes : « en 2018, les éléments se sont déchaînés dans des proportions dantesques. Jamais notre territoire et plus encore la ville de Trèbes, n'avait été frappée par un tel déchaînement ». Six personnes décèdent dans la ville et quinze au total dans l'Aude. Ces épisodes de pluies extrêmes vont se multiplier dans les années à venir.

Rapport du GIEC: Le stress hydrique sévère pourrait occasionner -3% de baisse du PIB (Yabiladi.com)

02/03/2022

Pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le Maroc, comme d'autres pays de la Méditerranée, serait proche du seuil de stress hydrique sévère. Les incertitudes concernant le moment, la durée, l'intensité et l'intervalle entre les événements climatiques extrêmes expose l'économie de -3% à +0,4% du PIB annuel à l'horizon 2050.



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), lié à l'Organisation des Nations unies, a publié lundi <u>le Deuxième volet</u> de son sixième rapport d'évaluation. Un document qui se penche sur les impacts, les vulnérabilités et l'adaptation des pays suite au changement climatique.

Le rapport présente les principales conclusions de la contribution du Groupe de travail. Il reconnaît l'interdépendance du climat, des écosystèmes, de la biodiversité et des sociétés humaines et intègre plus fortement les connaissances dans les sciences naturelles, écologiques, sociales et économiques que les évaluations précédentes du GIEC. L'évaluation des impacts et des risques liés au changement climatique ainsi que l'adaptation y sont confrontées à des tendances mondiales non climatiques qui se déroulent simultanément.

Le Maroc est cité plusieurs fois dans ce rapport. Ainsi, les experts du GIEC rappellent que les impacts du changement climatique sur le PIB du Maroc pourraient être de -3% à +0,4% d'ici 2050 par rapport à 2003. Le document aborde les observations concernant le secteur de l'agriculture et de l'eau. Pour le premier, il cite plusieurs études qui indiquent que le changement climatique devrait avoir des impacts négatifs sur les systèmes de production. Il donne l'exemple du tournesol au Maroc et au Botswana, mais aussi du café et le thé en Afrique de l'Est, des olives en Algérie et du sorgho en Afrique de l'Ouest.

Une « vulnérabilité accrue des oasis » et un impact sur l'agriculture

Le document pointe, plus loin, la mort des arbres et le déclin du couvert ligneux, rappelant qu'«au Maroc, la mortalité des arbres était la plus fortement corrélée à une augmentation de l'aridité, mesurée par l'indice de sévérité de la sécheresse de Palmer (PDSI), qui a montré une augmentation statistiquement significative depuis 1900 en raison du changement climatique».

De plus, alors qu'une concentration atmosphérique élevée de CO2 « pourrait être positive pour la photosynthèse et les rendements céréaliers, le résultat net pour la production agricole est très incertain », rappellent les experts. Ceux-ci prévoient des pertes de rendement qui « réduiront probablement les revenus agricoles, par exemple au Maroc, en Égypte, en Grèce et en Israël ». La même source met aussi en garde contre la dégradation de l'hydrologie des zones humides notamment au Maroc, menaçant dangereusement la biodiversité.

Quant aux changements écologiques observés dans les zones arides pour le Maroc, le document met en garde contre la « vulnérabilité accrue des oasis ». Il évoque plusieurs facteurs de changement climatique comme la température élevée et précipitations réduites provoquant la salinisation des sols et de l'eau, l'assèchement des eaux de surface, les vents chauds et tempêtes de sable. Cette vulnérabilité est cependant due également à des facteurs non liés au climat, reconnaît le rapport, qui évoque notamment la croissance agricole ainsi que la forte croissance démographique.

Un « stress hydrique sévère »

L'eau et le stress hydrique au Maroc constituent une préoccupation majeure. Ainsi, les experts du GIEC notent que «la rareté de l'eau a été l'un des premiers impacts du changement climatique reconnu dans les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc qui ont de vastes zones arides». «La diminution de la disponibilité de l'eau au Maroc a été substantielle en termes d'approvisionnement en eau de surface et en eau souterraine menaçant la production agricole», poursuit le rapport. Celui-ci dit constater que les petits agriculteurs n'ont toutefois «pas pu accéder à des aides pour mettre en œuvre l'irrigation goutte à goutte au Maroc», regrettant que «l'adoption était plus importante parmi les agriculteurs riches».

«Les précipitations annuelles moyennes ont diminué sur la majeure partie de l'Afrique du Nord entre 1971 et 2000, avec un retour progressif à des conditions normales ou plus humides en Algérie et en Tunisie depuis 2000 et au Maroc depuis 2008», rappellent les experts qui donnent l'exemple de la vallée du Draa. Celle région «devrait connaître des sécheresses plus sévères et l'estimation du bilan hydrique suggère un manque d'approvisionnement à l'avenir».

Le rapport décrit aussi comment la disponibilité des eaux de surface «devrait être réduite de 5 à 40% en 2030-2065 et de 7 à 55% en 2066-2095 à partir de 1976-2005, avec une diminution du ruissellement de 10 à 63% d'ici le milieu du siècle en Maroc et Tunisie». Les experts du GIEC rappellent que la région méditerranéenne est principalement vulnérable aux impacts du réchauffement, notamment aux vagues de chaleur prolongées et plus fortes, à l'augmentation de la sécheresse dans un climat déjà sec et au risque d'inondations côtières.

Alors que «plusieurs pays (Tunisie, Algérie et Libye) sont en dessous du seuil de pénurie d'eau fixé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)», d'autres comme le Maroc «sont proches du seuil de stress hydrique sévère», soulignent-ils encore. «Les incertitudes concernant le moment, la durée, l'intensité et l'intervalle entre les événements climatiques extrêmes exposent certains secteurs tels que l'agriculture et le tourisme à un risque particulier dans la région méditerranéenne», ajoute les experts du GIEC dans leur rapport.

Les défis climatiques en Méditerranée au centre d'une conférence à l'Académie du Royaume

5 mars, 2022



Rabat – L'Académie du Royaume du Maroc a organisé, vendredi, une conférence sous le thème "Pour une Méditerranée durable" axée sur les défis climatiques dans cet espace géographique, avec la participation d'éminents chercheurs et universitaires spécialistes en la matière.

En ouverture de cette rencontre, le secrétaire perpétuel de l'Académie, Abdeljalil Lahjomri, a qualifié la Méditerranée de "machine génératrice de civilisations", soulignant que "ce n'est pas seulement une mer mais un destin". Cet espace "peut être mis à profit aujourd'hui pour davantage de rapprochement entre les pays vivant sur ses rives", a-t-il lancé, insistant sur la recherche d'une conception méditerranéenne des défis et des problématiques contemporains en revisitant les parcours historiques que cette région a connus et l'influence des grandes puissances qui s'y son succédé. Pour sa part, l'écrivain et diplomate français, Olivier Poivre d'Arvor, qui a animé la première partie de la conférence sous le thème "La Méditerranée est le laboratoire du monde?", a fait savoir que cette mer, qui a été témoin de plusieurs empires, est à la recherche de sa propre destinée au milieu de nombreux défis sociaux, économiques, politiques et environnementaux.

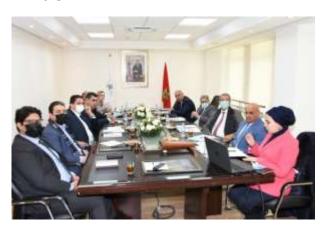
La Méditerranée peut constituer aujourd'hui un laboratoire pour analyser les gloires passées et proposer des idées novatrice aux générations actuelles pour parvenir à la paix et à la prospérité, a considéré le conférencier, notant qu'il s'agit d'un espace où vivent plus de 500 millions de personnes réparties sur trois continents.

Après avoir rappelé les liens historiques entre les pays des deux rives , M. Poivre d'Arvor a mis l'accent sur la responsabilité commune dans la d'un avenir meilleur, tout en faisant appel aux défis climatiques pesant sur le Sud de la rive, au moment où le Nord a réussi son développement. De son côté, la directrice du Forum mondial de la mer à Bizerte (Tunisie), Rim Ben Zina, a abordé la problématique de la durabilité de cet espace, déplorant l'impact du changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution climatique sur les océans et les mers.

La Méditerranée sera une "mer morte" d'ici 2050 car elle compte parmi les plus polluées au monde, a-t-elle mis en garde, relevant qu'elle connaît deux défis principaux, l'un climatique et l'autre environnemental. À cet égard, elle a évoqué l'initiative "Saison Bleue", qui a été mise en place par un groupe de jeunes afin de préserver la diversité environnementale dans une Méditerranée propre et durable. Ce collectif diversifié œuvre à intégrer les entreprises dans les efforts de sensibilisation sur l'urgence de la situation et à approcher d'autres pays méditerranéens pour faire émerger une prise de conscience des responsabilités communes dans la préservation de cet espace, a-t-elle expliqué. La rencontre s'inscrit dans le cadre du cycle des conférences préparatoires de la 47ème session de l'Académie du Royaume consacrée à "La Méditerranée comme horizon de pensée",

Changement climatique- Etat d'avancement de la Maison Méditerranéenne du Climat (Industries.ma)

16 mars 2022



La Fondation Maison Méditerranéenne du Climat (FMMC) a organisé, lundi 14 mars 2022 au siège de la région Tanger Tétouan Al-Hoceima, une réunion de travail, portant, entre autres, sur l'état d'avancement de la mise en fonction opérationnelle de la Maison Méditerranéenne du Climat (MMC), l'état d'exécution de la convention qui lie le Conseil Régional à la FMMC...

La région de Tanger- Tétouan Al Hoceima s'enquiert des avancées à même de permettre le développement durable dans un contexte marqué par le changement climatique. Au cours d'une réunion entre Dr. Abdeladim LHAFI, président de la Fondation Maison Méditerranéenne du Climat (FMMC), et M. Omar MORO Président du Conseil Régional de Tanger Tétouan Al-Hoceima (CRTTA), l'état d'avancement de la mise en fonction opérationnelle de la Maison Méditerranéenne du Climat (MMC), l'état d'exécution de la convention qui lie le CRTTA à la FMMC, ainsi que les étapes à venir pour la consolidation et la conduite des programmes d'accompagnement de la Région dans l'élaboration de son programme de développement régional, dans ses volets développement durable et changement climatique, ont été présentés.

A noter que le Vice-Président en charge de l'Environnement et du développement durable au niveau du CRTTA, des cadres des services techniques de la Région, des membres du Bureau Exécutif de la FMMC, ainsi que la Directrice Exécutive de la MMC, ont assisté à cette entrevue. Pour rappel, la MMC est une institution régionale, active dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Fondée en Mai 2018, par la FMMC, suite aux recommandations de la MedCOP 2016, elle ambitionne d'être un hub spécialisé dans le domaine des changements climatiques dans le bassin méditerranéen.

Prendre la lutte contre le changement climatique à bras le corps

La rencontre a été l'occasion de vivifier un peu plus le partenariat FMMC – CRTTA. En effet, les deux parties ont convenu d'actualiser la convention qui les lie, en l'adaptant aux orientations stratégiques, et à leur déclinaison en programme triennal. Des équipes de travail définiront les actions et les priorités, en termes d'adaptation aux changements climatiques dans le PDR, par la prise en compte d'un usage durable des ressources naturelles.

Aussi, allant dans ce sens, la FMMC ambitionne de constituer une référence, en termes de soutien et d'accompagnement des collectivités territoriales, dans la définition des actions, d'engineering de projets, leur éligibilité aux financements internationaux, le suivi de leur réalisation, et la constitution d'une banque de données spécifiques aux unités territoriales.

Le Maroc manque d'eau (Econostrum)

31 mars 2022

Sécheresse exceptionnelle, forte croissance démographique, urbanisation rapide, surexploitation des nappes phréatiques, choix d'une agriculture forte consommatrice d'eau... le Maroc arrive dans une impasse. English version



Le Maroc connait une sécheresse record. Photo DR

MAROC. Le Maroc souffre actuellement de sa pire sécheresse depuis plus de quarante ans, avec -64% de précipitation par rapport à une saison « normale ». Une catastrophe qui suit des années déjà critiques, à l'exception de 2021. Les nombreux barrages du pays sont pratiquement secs, avec un taux de remplissage moyen de 30%. Ils ne pourront donc pas pallier au manque de pluies.

Le Maroc développe son agriculture en dépit du réchauffement climatique, en misant sur la multiplication des barrages. L'irrigation capte 80 % de l'eau consommée au Maroc. Un pari risqué que le royaume est en train de perdre.

Les récoltes sont menacées par la sécheresse. En 2022, la production de céréales baissera d'un tiers, voir plus, par rapport à 2021. Un million d'hectares n'a pas été labouré, sur un total de 4,5 millions pour la récolte 2021. Après la mise en place en février 2022 d'un plan d'aide d'urgence de 950 M€, le gouvernement va probablement devoir rédiger une loi de finances rectificative pour tenir compte du manque à gagner. Car le secteur agroalimentaire génère 21% du PIB (14% pour l'agriculture) et représente 39% des emplois.

La pénurie touche également les villes. De nombreux villages devront être alimentées par camions citernes. Marrakech, Oujda, Agadir, Casablanca pourraient connaître des situations de pénurie d'eau potable.

Pour aider le pays à sortir de cette situation critique, la Banque mondiale a accordé le 26 mars 163 M€ pour aider le Maroc à améliorer sa gestion hydrique. Parallèlement, le gouvernement a mis en place des mesures de rationnement.

L'avenir s'annonce sombre car les prévisions anticipent un recul de 10 à 30 % des précipitations d'ici 2050. Les barrages ne suffiront pas. Le Maroc à lancé en 2020 un plan d'investissements de 10 milliards d'euros dans la construction de retenues d'eau, d'usines de dessalement et d'épuration. Mais il faudra du temps pour en voir les effets. Déjà, les chantiers de deux usines de dessalement et d'une quinzaine de barrages ont pris du retard.

MAROC : la Banque mondiale promet 180 M\$ pour l'irrigation face à la sécheresse (Afrik21)

22 mars 2022



Après la présentation du projet de Résilience et de durabilité des eaux d'irrigation (Redi) en janvier 2022, le gouvernement du Maroc annonce une promesse de financement de 180 millions de dollars de la Banque mondiale. Le prêt sera validé avant fin mars 2022.

Le Maroc bénéficiera d'un nouveau financement pour renforcer la gestion de l'eau dans le secteur agricole. La Banque mondiale prévoit d'approuver avant fin mars 2022, un prêt de 180 millions de dollars à destination du royaume chérifien. Les fonds sont destinés à la mise en œuvre du projet de Résilience et de durabilité des eaux d'irrigation (Redi). Présenté en janvier 2022, le projet vise à renforcer les services d'irrigation et de drainage, et améliorer l'accès aux services de conseil et aux technologies d'irrigation dans les régions de Tadla, Casablanca-Settat et Souss-Massa.

Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), le Maroc est déjà considéré en stress hydrique avec seulement 500 m³ d'eau douce par habitant et par an, contre 2 500 m³ en 1960 et la situation devrait encore s'aggraver. Ainsi, le ministère marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts qui mettra en œuvre le projet prévoit, avec le financement de la Banque mondiale, de renforcer la gouvernance de l'eau dans les régions bénéficiaires du projet.

L'irrigation dans un contexte stress hydrique

Dans ce cadre, le Redi soutiendra la création d'une plateforme pilote d'allocation d'eau échangeable qui couvrira 98 000 hectares appartenant à 20 000 agriculteurs dans le périmètre du Tadla, une région située au centre du Maroc. Il appuiera la mise en œuvre du contrat de nappe à Chtouka dans la région de Casablanca-Settat pour améliorer la gestion durable des eaux souterraines, notamment à travers la mise en place d'une commission regroupant les principales parties prenantes et le recrutement d'un opérateur privé pour le suivi et le contrôle des prélèvements d'eau souterraine par les agriculteurs.

Pour renforcer la gouvernance de l'eau, le projet prévoit aussi la conception, le développement et la mise en œuvre d'instruments numériques de gestion de l'eau et d'agro-informatique, notamment deux observatoires de suivi-évaluation des impacts de la modernisation au niveau de la parcelle et hors parcelle, l'un au niveau du périmètre du Tadla et l'autre au niveau de l'Office régional de mise en valeur agricole (ORMVA) au Maroc. <u>Lire la suite...</u>

Sècheresse: l'été s'annonce délicat, surtout sur le pourtour méditerranéen

23/03/2022

Les indicateurs présentés lors du premier Comité d'anticipation et de suivi hydrologique de l'année montrent que certains secteurs - notamment le pourtour méditerranéen – pourraient connaître des tensions sur la ressource.



<u>© michel</u>Les Alpes-Maritimes sont déjà concernés par un arrêté de restriction d'eau.

Le printemps s'annonce tout juste, mais la menace d'un manque d'eau plane déjà pour certains départements. C'est notamment le cas des <u>Alpes-Maritimes</u>, où un <u>arrêté</u> de restriction d'eau a déjà été pris. Le déficit pluviométrique de 40 à 60 % observé ces six derniers mois dans le département a, en effet, incité le préfet, dès mars, à sensibiliser les usagers aux économies d'eau.

Pour mieux appréhender la situation nationale, le ministère de la Transition écologique a réuni le Comité d'anticipation et de suivi hydrologique (<u>Cash</u>), mercredi 16 mars. Cette instance, créée en 2021, vise une meilleure anticipation des épisodes de sécheresse. Et les indicateurs présentés lors de ce rendez-vous laissent présager d'une situation qui pourrait se révéler délicate cet été.

Une recharge des nappes non optimale dans plusieurs secteurs

La recharge des nappes, cet hiver, n'a, en effet, pas été optimale dans plusieurs secteurs. « En février, les niveaux des nappes réactives sont généralement sous les normales mensuelles, de modérément bas à bas », indique ainsi le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) dans son bulletin de situation au 1 er mars 2022. Et notamment les secteurs des nappes du sud-est de la France, la nappe des sables cénomaniens du Maine, la nappe des calcaires du seuil du Poitou et celle du nord du Bassin aquitain.

Concernant les nappes à cycle plus lent, la situation semble globalement plus favorable. « Les nappes inertielles demeurent en hausse ou stables, mais la recharge est fortement ralentie », précise le BRGM. Certaines d'entre elles s'avèrent néanmoins à surveiller, comme les nappes des calcaires de Beauce, des cailloutis plioquaternaires de Bourgogne-Franche-Comté et de la molasse miocène du Bas-Dauphiné.

Lire la suite...

2. Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)

MAROC: Des travaux en cours pour la modernisation du réseau d'eau potable de Khénifra (Afrik21)

1^{er} février 2022



Le gouverneur de la province de Khénifra au Maroc, Mohamed Fettah lance le projet de modernisation et d'extension de son réseau d'eau potable. La Direction générale des collectivités locales du royaume chérifien finance les travaux à hauteur de 9 millions d'euros.

La modernisation et l'extension du réseau d'eau potable de Khénifra au Maroc se feront en plusieurs phases. La précision a été faite par le gouverneur de ladite province, Mohamed Fettah pendant la cérémonie de pose de la première pierre.

La première phase du projet d'approvisionnement en eau potable qui démarre, porte sur la construction d'environ 20 km de canalisations et le raccordement de 2 000 personnes au réseau d'eau potable de Khénifra, une ville de la région de Béni Mellal-Khénifra.

Au moins 52 villages bénéficiaires

Le but est de garantir une desserte continue en eau potable à Khénifra, à l'heure où la province fait face au stress hydrique. À cela s'ajoutent la croissance démographique et la vétusté des installations hydrauliques à l'origine des fuites d'eau.

Dans la suite du projet, Khénifra bénéficiera d'installations pour le pompage, le stockage et la distribution de l'eau potable. « Ainsi à la fin de tous les travaux, la province comptera des stations de pompage, 226 km de conduites d'adduction d'eau potable, des réservoirs et 52 bornes-fontaines », indique le gouverneur Mohamed Fettah. Ces installations seront capables d'approvisionner les centres d'El Kbab et d'Al-Borj, ainsi que 52 villages des communes d'El Kbab, El Hammam, Aït Ishaq, Ouaoumana, et Ait Saadelli dans la province de Khénifra. Au moins 3 650 personnes seront également connectées au réseau d'eau potable.

Les différentes phases du projet d'eau potable de Khénifra seront réalisées grâce à un financement de près de 9 millions d'euros alloué par la Direction générale des collectivités locales, soit 450 000 euros pour la mise en œuvre de sa première phase. La direction, placée sous la tutelle du ministère marocain de l'Intérieur intervient dans le cadre de ce projet au côté du Conseil de la région de Béni Mellal-Khénifra, du Conseil provincial de Khénifra, de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), et des municipalités d'El Hammam, d'El Kbab, Ouaoumana, d'Al-Borj, et d'Aït Aït Saadelli.

RESMYLE accompagne les communautés locales pour rationaliser la consommation d'eau au Sud-Liban (EU Neighbours)

02-02-2022



Copyright: resmyle

Youth for Better Sustainable Development (La jeunesse pour un meilleur développement durable) est l'un des projets mis en œuvre au Liban par le biais de la sous-subvention du projet RESMYLE. Il vise à renforcer le rôle des jeunes et à promouvoir les Objectifs de développement durable 6 « Eau propre et assainissement » et 10 « Inégalités réduites » par la mise en place d'activités et de projets impliquant des jeunes dans trois districts du sud du Liban, avec la participation directe des résidents.

L'une de ces activités est la campagne de sensibilisation « Rationaliser la consommation d'eau dans le cadre des Objectifs de développement durable » mise en œuvre par le club Nabatieh Success en partenariat avec l'Assemblée des jeunes volontaires d'Arab Salim. Vingt-neuf personnes, à savoir 17 jeunes sans emploi (10 femmes et 7 hommes) et 12 citoyens (8 femmes au foyer et agricultrices et 4 hommes) du village d'Arab Salim, ont participé à cette activité et ont été initiées aux Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 et plus particulièrement à l'objectif 6 « Eau propre et assainissement ».

Le projet RESMYLE vise à repenser l'emploi et l'intégration sociale de la jeunesse méditerranéenne à travers le développement durable. Il mobilise 9 opérateurs méditerranéens (coopératives, associations, universités) dans 5 pays (France, Italie, Jordanie, Liban et Tunisie).

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Projet RESMYLE

Le projet WES financé par l'UE lance une nouvelle activité pour une meilleure utilisation des eaux non facturées en Jordanie (EU Neighbours)

23-02-2022



Copyright: wes

Afin de soutenir les efforts actuels de la Jordanie pour réduire les eaux non facturées, le projet WES financé par l'UE lance une activité nationale sur ""L'élaboration d'une politique sur les eaux non facturées pour la Jordanie".".

Cette activité sera mise en œuvre dans le but de contribuer à satisfaire les besoins en eau de la population jordanienne, par la protection et la gestion plus durable de cette ressource rare.

La mise en œuvre de cette activité devrait ouvrir la voie à une réduction significative des pertes d'eau, à un approvisionnement en eau plus résilient et plus efficace, et à une disponibilité croissante de l'eau pour les Jordaniens ; elle réaffirme également l'engagement du projet WES à améliorer la gestion des ressources en eau rares dans la région et à résoudre les problèmes liés à l'utilisation rationnelle de l'eau.

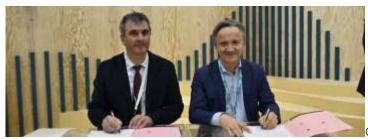
Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Gestion durable de l'eau dans le Sud-Ouest : INRAE et l'Agence Adour-Garonne signent une convention-cadre de partenariat (Source INRAE)

01 mars 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE - Gérer la ressource en eau de manière durable et équitable à l'échelle territoriale, c'est l'enjeu du partenariat signé ce 1er mars par Philippe MAUGUIN, Président directeur général d'INRAE et Guillaume CHOISY, Directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Face au besoin de préserver, protéger et partager l'eau sur un bassin marqué par les effets du changement climatique, cette convention-cadre a pour objectif de produire des connaissances scientifiques et des expertises au plus près des problématiques de terrain. Dans cette région du Sud-Ouest, à forte empreinte agricole, bénéficiant d'un patrimoine naturel riche, entre milieux montagnard et marin, la collaboration renforcée entre gestionnaires et scientifiques doit permettre la mise au point de politiques adaptées de gestion durable et équitable de l'eau.



© INRAE- Christophe MAITRE

Véritable bien commun, l'eau est indispensable à de nombreux usages : les activités économiques (agricoles, industrielles, de loisirs), la consommation en eau potable de la population locale et les besoins inhérents à la préservation de la qualité de l'eau et du bon fonctionnement des milieux aquatiques.

Collaborant depuis plusieurs années sur de nombreux projets, l'agence de l'eau Adour-Garonne, couvrant un cinquième du territoire sur trois régions et 25 départements, et INRAE, l'un des tout premiers acteurs nationaux de la recherche scientifique française sur la ressource en eau, souhaitent structurer leurs collaborations pour disposer de connaissances scientifiques adaptées aux enjeux des territoires du bassin du grand Sud-Ouest.

Une collaboration ancrée dans la transition agroécologique et environnementale

Sur le volet agricole, les grands enjeux au cœur de ce partenariat sont de :

- Soutenir une agriculture économiquement performante
- Contribuer à la satisfaction de l'ensemble des usages en eau en préservant les milieux
- Garantir la qualité des ressources en eau
- Préserver l'environnement, la biodiversité et les milieux naturels
- Développer des projets au service d'un développement local

Ainsi, cette Convention-cadre de partenariat conclue jusqu'en 2024 doit répondre aux besoins identifiés des gestionnaires de l'eau sur le terrain pour assurer une gestion équilibrée de la ressource et améliorer sa qualité.

Cet accord s'inscrit naturellement pour l'agence de l'eau Adour-Garonne dans les actions d'adaptation au changement climatique des territoires du bassin[1] et pour INRAE dans sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques de l'eau, en développant en particulier des travaux de recherche à visée opérationnelle. Les dispositifs de recherche, de type territoire d'innovation, seront également des terrains privilégiés d'actions communes.

Le partenariat doit ainsi permettre de produire des connaissances, d'identifier de nouveaux besoins de données, d'établir des diagnostics adaptés et d'agir efficacement pour reconquérir ou préserver le bon état écologique des milieux aquatiques^[2], et notamment préserver les milieux des espèces aquatiques spécifiques (poissons amphihalins^[3] notamment). Les travaux communs doivent soutenir l'innovation et l'expérimentation, en particulier dans la perspective de s'adapter au changement climatique, en levant certains verrous et en faisant émerger des solutions sobres et circulaires autour de l'usage de l'eau, en cohérence avec le développement de l'agroécologie.

Un engagement : une large valorisation des travaux communs

L'agence de l'eau Adour-Garonne et INRAE souhaitent rendre visibles les résultats opérationnels des actions qui seront conduites dans le cadre de ce partenariat. Cela se traduira par la mise à disposition de modèles et de simulateurs, de journées thématiques de partage de résultats entre scientifiques et gestionnaires, de formations d'élus et de gestionnaires de l'eau, ou encore de production de documents d'information sous forme de guides méthodologiques et kits pédagogiques.

- [1]_Le Pacte d'engagement 2022-2027 pour soutenir une transition agroécologique et des territoires pour l'eau du grand Sud –Ouest de l'Agence de l'eau Adour-Garonne avec les Régions de son bassin., l'Etat, les chambres régionales d'agriculture et la coopération agricole
- [2] Conformément aux attentes de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).
- [3] Les poissons migrateurs de l'eau salée vers l'eau douce et inversement (anguilles, saumons, aloses, esturgeons...)

Montpellier: pour le chercheur Sami Bouarfa, "économiser l'eau est important, mais pas suffisant" (Midi Libre)

01/03/2022



L'arrosage des champs cultivés est l'une des principales pistes d'économie d'eau. MIDI LIBRE - DANIEL BRUEL

Sami Bouarfa fait partie de l'unité Gestion de l'eau à l'Inrae. Comme 300 autres chercheurs, il étudie et met en lumière des solutions pour contrer la sécheresse des sols et le manque en eau. Sami Bouarfa, chercheur, est également directeur adjoint du département Aqua à l'Inrae. DR

"Nous sommes en février et déjà en état de sécheresse. Ça en dit long sur le phénomène de raréfaction d'eau que nous vivons cette dernière décennie." Alors que l'hiver devrait être propice au stockage de l'eau dans les nappes phréatiques, la pluie se fait rare cette année.

Faut-il tirer la sonnette d'alarme ? Pas nécessairement, répond Sami Bouarfa. "Le climat méditerranéen est très variable, il se peut que nous connaissions de forts épisodes de pluies plus tard dans l'année, il ne faut pas rester bloqué sur un instant figé." L'eau reste néanmoins au cœur de toutes les préoccupations.

L'eau représente de nombreux besoins pour l'Homme, pour l'écologie et pour l'économie du pays

Alors que le Varenne de l'eau touche à sa fin, l'Inrae continue d'apporter sa pierre à l'édifice. Sami Bouarfa travaille essentiellement sur les problématiques de gestion de l'eau au sein de l'unité G-EAU, et sa répartition, à équilibrer entre les différents secteurs. "L'eau représente de nombreux besoins, tout d'abord pour l'Homme, avec l'eau potable, pour l'écologie, dans le maintien de la vie aquatique, et pour l'économie, au travers des entreprises agricoles et viticoles dans l'Hérault", affirme le chercheur.

L'objectif, trouver des compromis autour de ce bien commun, dont le manque d'affluence inquiète désormais les professionnels et les pouvoirs publics. " De plus en plus de viticulteurs demandent une irrigation pour leurs cultures. Alors qu'on pensait que les vignes étaient résistantes au climat, on voit qu'elles ne tiennent pas face aux températures extrêmes."

Car si l'eau devient de plus en plus rare, les aléas climatiques, eux, s'intensifient, et dans les deux sens. "Si on doit s'attendre à des étés de plus en plus secs et arides, il faut également prévoir l'augmentation du nombre d'inondations", assure Sami Bouarfa.

Comprendre et agir

L'économie de cette ressource revient souvent dans le débat. Pour le spécialiste, l'heure est désormais à l'innovation. "Économiser, c'est important mais pas suffisant désormais. Nous devons trouver des solutions sur le long terme."

Dans les dernières discussions, il est question de traiter les eaux usagées. "On peut s'interroger sur comment réutiliser l'eau du quotidien pour arroser les cultures par exemple. On peut également discuter de récupérer de l'eau gaspillée au cours de l'irrigation de certaines cultures." Une préoccupation locale et nationale, qui pousse les chercheurs à voir les choses sous un angle différent.

L'Inrae se prépare au forum mondial de l'eau 2022

La problématique de l'eau mobilise de nombreux chercheurs à l'échelle mondiale. Et pour partager et s'accorder sur les résultats et les solutions à mettre en place, le forum mondial de l'eau reste un des événements les plus importants sur la thématique.

Pour sa 9e édition, les milliers de participants et porteurs de projets se réuniront du 21 au 26 mars à Dakar, au Sénégal. L'occasion pour l'Inrae de promouvoir ses avancées technologiques et ses découvertes.

Car si l'eau reste l'élément central des interrogations, l'institut n'a pas négligé les recherches sur le végétal, et sa capacité à évoluer dans un monde en perpétuel changement.

Ainsi, le comportement des plants et des cultures est précieusement scruté et des expériences complémentaires devraient permettre d'adapter les domaines agricoles au déficit en eau. "Nous ne devons pas habituer le végétal à la sécheresse, mais lui permettre de tolérer le manque d'eau jusqu'à un certain niveau pour économiser la ressource", explique Pierre Martre, directeur du service LEPSE (Laboratoire d'Écophysiologie des Plantes Sous Stress Environnementaux).

Avec plus de soleil et moins de pluie, l'hiver 2022 est sec

À Montpellier, les journées ont été particulièrement ensoleillées, pour le plus grand plaisir des promeneurs. DR

Les Montpelliérains l'auront peut-être constaté, en se promenant au Peyrou ou en prenant un café en terrasse place de la Comédie. Le soleil a été particulièrement présent tout le mois de janvier. Une observation confirmée par les données de Météo Gard-Hérault.

"Pour la ville de Montpellier, nous avons noté un excédent de 46 % au niveau de l'ensoleillement, en comparaison avec la moyenne des normes de saison", explique Loïc Spadafora, expert météorologue et gérant de Météo Gard-Hérault.

Un début d'année plus doux que l'année dernière (+ 51 h de soleil en janvier 2022). "Il n'y a pas eu beaucoup de dégradation ni d'offensive hivernale, affirme Loïc Spadafora. Et nous avons également gagné 1 degré, en passant d'une moyenne de 11,7°C en janvier 2021 à 12,9°C cette année."

Attention à la vague de froid plus tardive

Si les augmentations de température sont globalement dues au réchauffement climatique, le météorologue se méfie d'un retour de l'hiver, qui pourrait être glacial. "Ce n'est pas parce que le climat évolue de façon générale qu'on ne peut pas connaître une baisse extrême des températures en mars. Il faut rappeler qu'en 2018, il y avait des dizaines de centimètre de neige le 28 février."

Si le soleil ne s'est pas caché, la pluie est aux abonnés absents. "Cet hiver est très sec, nous avons un déficit de presque 100 % au niveau des relevés de pluie cette année. Il n'est tombé que 0,2 mm contre 55 pour les normales de saison." Janvier 2022 est peut-être une exception, mais il se pourrait qu'elle soit le début de longs hivers sans eau.

Pour Sami Bouarfa à l'Inrae, ces observations ne sont pas anodines. "Il faut être réaliste, les printemps et les étés sont secs et arides, et cette tendance va se prolonger dans le temps, annonce le chercheur. L'eau va se faire de plus en plus rare dans ces périodes et le manque va s'étendre, surtout si la pluie ne suit pas en hiver." Même constat pour le mois de février, avec 90 % de pluie en moins.

Nous avons un déficit de presque 100 % au niveau des relevés de pluie. Il n'est tombé que 0,2 mm d'eau

Les solutions lauréates de l'hackathon

Deux jours de travail intenses pour proposer des projets à la hauteur des enjeux actuels. UM/CENTRE UNESCO ICIREWARD

Ce week-end, plus de 200 étudiants ingénieurs de 20 universités et écoles en Europe et en Afrique ont travaillé pendant 48 heures sur les problématiques liées aux pénuries d'eau et aux aléas climatiques. Des jeunes qui ont fait bien plus que d'imaginer l'avenir.

Face aux risques hydrauliques (inondations), à la pollution (contamination) et aux enjeux de consommation des réserves, les quelque 200 étudiants de l'hackathon organisé par le centre Unesco sur l'eau ont eu pour mission d'apporter des solutions cohérentes et réalisables.

Le lauréat revient à des étudiants de l'université de la Réunion, avec l'idée de positionner des capteurs le long des réseaux de distribution d'eau. "Avec ce projet, l'objectif est de pouvoir prévenir d'éventuelles fuites et ainsi limiter le gaspillage d'eau", explique Eric Servat, directeur du centre Unesco et organisateur de l'événement.

Des problèmes, plus de 40 solutions!

Les étudiants montpelliérains ont également pris la tâche très au sérieux. Arrivée deuxième, une des équipes de Polytech Montpellier a avancé l'idée d'un kit permettant de tester l'eau n'importe où sur le globe. "Grâce à des petites languettes, le randonneur peut tester l'eau de la source la plus proche. Il peut ensuite la traiter si elle n'est pas potable (à un certain niveau, bien sûr)".

Fier de cette dernière édition, Eric Servat met également en avant les projets locaux qui n'ont pas eu la chance de se retrouver sur le podium. En partant des problématiques liées aux inondations sur le territoire, une dizaine d'élèves de l'EPF Montpellier ont réfléchi à relier des applications GPS à des informations sur l'état des cours d'eau et la sécurité des routes à proximité.

Pour ne citer qu'un dernier exemple, une autre équipe de Polytech Montpellier a, elle, imaginé le projet de réutiliser l'eau polluée par les sites miniers pour la traiter et la rendre accessible aux cultures agricoles. Une quarantaine de projets qui rejoignent les ambitions de grands instituts de recherche comme l'Inrae et qui prouvent la capacité d'agir des ingénieurs de demain.

Une raison de vivre

Pour Eric Servat, cette édition a été une réussite. "Ils se sont tous investis à 100 %, ils ont travaillé 48 h non-stop et ont aimé l'expérience. L'eau est notre raison de vivre, c'est de leur avenir dont on parle, et le but était de laisser libre cours à leur imagination."

Le projet lauréat, qui n'en est qu'à ses débuts, sera mis en avant et présenté à des professionnels.

Marie Levaux prône l'utilisation du végétal dans la lutte climatique

Marie Levaux souhaite « un partage juste et cohérent » de l'eau. DR

L'eau est au cœur des préoccupations des professionnels. Si le manque de pluie n'inquiète pas Marie Levaux, présidente de la FNPH (Fédération Nationale des Producteurs de l'Horticulture et des Pépinières), elle considère l'eau comme l'enjeu principal de ces prochaines années.

Le manque d'eau en hiver a-t-il des conséquences sur la filière horticole ?

Pour le moment, il est trop tôt pour mesurer les répercussions. Mais cette période de l'année sert généralement à remplir les nappes phréatiques, il faut rester vigilant. Heureusement, nous avons eu de bonnes pluies en décembre, on ne peut pas parler de catastrophe.

L'eau se fait de plus en plus rare, c'est une thématique récurrente.

Et c'est une thématique d'actualité. Pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, le rôle du végétal est plus que central. La nature est résiliente et nous devons nous servir de ce qu'elle peut nous apporter. En ville, elle permet d'aménager des zones ombragées et baisse les températures trop élevées, elle absorbe le carbone et diffuse de l'oxygène. Or, si dans le partage de l'eau nous ne prenons pas en compte le besoin d'arroser le végétal en ville (comme ça a parfois été le cas par le passé), alors nous l'empêchons de faire son travail et de nous aider dans cette lutte climatique. Pour moi, si nous arrêtons d'arroser les espaces verts en période de pénurie d'eau, c'est que nous n'avons rien compris à leurs capacités et leurs fonctions.

En quoi la filière horticole et pépinière peut souffrir de ces restrictions ?

Nous avons besoin continuellement d'une quantité d'eau suffisante pour donner vie, et surtout maintenir la vie dans nos exploitations. À l'inverse d'un fruit ou d'un légume, une fois achetés, nos plants vont avoir besoin d'eau chez le client. Il faut nous assurer qu'il soit en capacité de lui fournir la ressource nécessaire.

Sayed Ismail, Egypte: Nous travaillons sur deux axes: optimiser les ressources d'eau et minimiser le gaspillage (Al-Ahram)

02 mars 2022

Multiplication des ressources d'eau, réforme des réseaux de drainage, dessalement et collaboration avec des partenaires internationaux, le vice-ministre du Logement chargé des infrastructures en Egypte, Dr Sayed Ismail, élabore la stratégie du ministère sur la gestion de l'eau.



Al-Ahram Hebdo: Quelle est la question-clé qui vient en top des priorités du ministère et qui nécessite le plus de travail?

Dr Sayed Ismail: Une bonne gestion de l'eau est un enjeu majeur du développement. Le secteur de l'eau potable et du drainage sanitaire au ministère du Logement demande encore beaucoup de travail, vu son ampleur et le nombre de citoyens qu'il couvre. Nous avons adopté un plan il y a sept ans qui vise à réformer les services de base. Nous avons réalisé que les chiffres et les indices concernant l'accès aux infrastructures, surtout le réseau de drainage sanitaire avant 2014, étaient assez modestes, notamment dans les zones rurales où l'accès à ces services ne dépassait pas les 11 % des habitants de 4 800 villages égyptiens. Aujourd'hui, nous avons réussi à couvrir 40 % des habitants des zones rurales par nos services. Cela signifie que nous avons presque triplé notre cible, mais en même temps, cela révèle que 60 % des habitants de ces régions demeurent privés de services de base. Un grand défi. C'est la raison pour laquelle le projet du siècle, « Vie décente », a été lancé pour concrétiser en 3 ans seulement un objectif qui pouvait prendre 30 ans de labeur. Quant aux villes, 4 % n'ont toujours pas accès aux services de drainage sanitaire. Ce qui compte pour nous, c'est de fournir un réseau performant, De faciliter l'accès et l'entretien du réseau de drainage. Il est aussi primordial de protéger les nouveaux réseaux de tous dégâts susceptibles d'être provoqués par les eaux de pluie et de préserver la salubrité des villes.

— L'assainissement des eaux usées est de plus en plus appliqué. Où en sommes-nous arrivés en ce qui concerne cette technique ?

— La croissance démographique s'accompagne d'un développement d'activités humaines (industrie, agriculture, activités domestiques), avec pour conséquence une production de rejets polluants qui viennent dégrader la qualité de l'eau. Or, notre ressource en eau n'est pas inépuisable si nos eaux usées sont systématiquement nettoyées. Ces eaux usées concernent les eaux domestiques, industrielles ou agricoles. Le plan de rationalisation des ressources d'eau concerne la réutilisation et le traitement des eaux de drainage. Nous avons adopté des critères internationaux de traitement imposés par l'Organisation mondiale de la santé. En parallèle, nous avons amélioré le niveau de performance des stations de drainage en appliquant le système de traitement à 3 niveaux. Quant au secteur de drainage agricole, nous avons lancé deux géants

projets en collaboration avec le ministère de l'Irrigation, à savoir les projets Al-Mahsama et Bahr Al-Baqar. Ces deux projets de traitement des eaux de drainage agricole visent à fournir de l'eau d'irrigation.

Nous sommes fiers d'annoncer que la station de Bahr Al-Baqar a remporté 3 prix internationaux, elle est la plus grande station de traitement d'eau agricole dans le monde, avec une capacité de 5,6 millions de m3. L'épuration des eaux usées nous permet d'éliminer les matières solides et substances dissoutes dans les eaux usées, ce qui permet sa réutilisation.

— Vous avez commencé à installer des stations de dessalement des eaux des mers dans les villes côtières. Comment cette technique peut-elle contribuer à diversifier nos besoins en eau potable?

— La multiplication des ressources d'eau est un axe important pour le ministère, surtout avec le nombre croissant de villes nouvelles. Il n'existe pas de développement sans ressources d'eau. Le Nil reste la source principale d'eau en Egypte. Il fournit 95 % de nos besoins. Mais grâce à notre situation géographique, nous avons décidé de diversifier nos ressources en eau tout en profitant de la mer Méditerranée et de la mer Rouge, surtout pour couvrir les besoins des habitants des zones environnant ces deux mers. Nous avons donc commencé une stratégie d'assainissement des eaux des mers avec un taux de 3 %. Le chiffre reste modeste, car cette technique est parmi les plus coûteuses dans le monde, avec un know-how et des experts assez rares dans le monde. Ces défis rendent difficile de généraliser cette technique en Egypte. Aujourd'hui, l'Etat a décidé que les nouvelles villes côtières, telles que de Ras Al-Hekma et Al-Alamein, dépendent de stations d'assainissement pour couvrir ses besoins en eau potable. Nous avons également lancé un plan stratégique de désalinisation des eaux des mers qui s'étendra jusqu'en 2050. Ce plan ouvre des opportunités importantes de partenariat avec le secteur privé et vise à fournir 8 millions de m3 d'eau. Nous avons sélectionné les zones où ces nouvelles stations seraient installées, en fonction des besoins des différentes régions. Des équipes d'experts travaillent sur les moyens d'améliorer ces techniques et de voir si elles peuvent être utilisées à grande échelle.

— Certains projets de développement sont financés par des partenaires internationaux. Qui sont les partenaires-clés dans le secteur de projets d'eau?

— Un large éventail de partenaires de développement est engagé à travailler avec nous. Nous sommes devenus un pays attractif pour les partenaires internationaux de développement. Nombreux sont les partenaires qui annoncent leur intention de s'engager dans le financement de nos projets. Au cours des dernières années, ils ont réalisé que les projets en cours méritent leur intérêt, financement et partenariat. Nous avons créé un département au sein du ministère qui s'occupe de la gestion des projets internationaux. Au cours des négociations avec les représentants de la Banque Mondiale (BM), ils ont été impressionnés par le niveau de professionnalisme de nos experts techniques. Ce département comprend des professionnels de haut niveau en gestion, en élaboration de contrats, en environnement, en finances et en contrôle de risque. Nous avons recruté des calibres qui sont aptes à parler le langage de ces institutions internationales. Cette nouvelle approche a encouragé d'autres partenaires de haute renommée à venir investir dans nos projets de développement. Aujourd'hui, la BM finance en Egypte des projets dont la valeur atteint 1,15 billion de dollars. Vu cette crédibilité et vu l'évaluation positive recensée par les experts de la BM, la Banque asiatique de l'investissement a décidé de financer une deuxième phase de stations de drainage en Egypte. Nous avons appliqué le modèle (Result Based Implementation), qui évalue le succès de n'importe quel projet d'après les résultats obtenus. Nous recevons des offres de prêts à faible intérêt, et de dons. Le nombre de nos partenaires internationaux ne cesse d'accroître, parmi lesquels la BM, l'Union Européenne (UE), la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et l'aide américaine (USAID). Ils sont convaincus que nous pouvons travailler efficacement ensemble et que nos mécanismes et modèles de financement sont innovants.

— Avez-vous instauré un plan de lutte contre le gaspillage d'eau ? Quels sont ses principaux aspects ?

— Agir au quotidien pour bien gérer la consommation d'eau est une priorité pour nous. Si les ressources en eau potable diminuent, leur gaspillage s'accélère. Et des millions de litres propres à la consommation sont malheureusement perdus. Eviter les pertes grâce à l'adoption de nouvelles techniques et habitudes, contrôler les compteurs, installer des limiteurs de fuites, toutes ces options sont mises en application pour éviter le gaspillage. De simples gestes quotidiens pourraient permettre d'économiser des millions de litres, il est facile de s'imaginer les économies supplémentaires réalisables si l'on changeait quelques habitudes. La rationalisation de la consommation d'eau et la lutte contre le gaspillage a nécessité l'installation de nouveaux réseaux de tuyaux, un plan de renouvellement et de maintenance de services d'eau potable, et de nouveaux critères d'évaluation de la performance des entreprises d'eau potable. Nous avons imposé des conditions strictes pour contrôler les heures de coupure d'eau des certaines régions, en multipliant les ressources. Nous avons travaillé sur deux axes en parallèle : optimiser les ressources d'eau et minimiser le gaspillage.

Aujourd'hui, les canalisations d'alimentation, les rénovations, filtrages, les remplacements, le changement de compteurs d'eau et toute intervention ou travaux techniques est sujet de notre contrôle et doit être conforme aux critères internationaux très stricts.

Chiffres

Eau potable:

Le réseau d'eau potable couvre 98,7 % de la population. La production totale est estimée à 33,6 millions de m3/jour (12,2 billions de m3/an). Le nombre de projets d'eau potable est de 279.

Désaliénation:

Nombre de stations de désaliénation d'eaux de mer est 82 stations. Leur capacité est de fournir 917, 000 m3/jour. La stratégie de désalinisation 2020-2050 a pour objectif de fournir 6,4 millions de m3/jour.

Coopération internationale:

Le ministère coopère avec 16 partenaires internationaux, dont la BM, la Banque européenne, l'Agence française de développement, la Banque asiatique d'investissement, l'aide américaine, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque africaine de développement.

Drainage sanitaire:

La station de traitement d'eaux usées de Mahsama a pour capacité 1 million de m3/jour. La station de Bahr Al-Baqar a pour capacité 5,6 millions de m3/jour.

Plusieurs bassins peinent à répondre aux besoins des Marocains en eau potable (Hespress)



L'eau au Maroc coule de moins en moins de source Zoubida Senoussi dimanche 6 mars 2022 - 00:00

Un rapport du Ministère de l'Equipement et de l'Eau indique que le stock d'eau actuellement disponible dans les barrages permettra de sécuriser les besoins en eau potable de toutes les grandes villes alimentées par les barrages dans des conditions normales, à l'exception de celles de la Moulouya, Oum Er Rbia et de Tensift, ainsi que Ziz-Ghris, qui devrait connaître quelques difficultés d'approvisionnement compte tenu de la faiblesse actuelle du stock d'eau dans les barrages de ces bassins.

Dans ce contexte, Ali Shroud, un expert en climat, a déclaré que chacun des bassins mentionnés dans le rapport nécessite une étude de sa situation géographique, de sa géologie et de sa topographie, car Tensift est situé au nord-ouest du Royaume, tandis que la Moulouya passe du centre du pays entre le Moyen Atlas et le Haut Atlas jusqu'à la mer Méditerranée.

Concernant Oum Er Rbia, cette dernière prend sa source dans les régions de Khénifra dans le Moyen Atlas et jouxte le Haut Atlas et atteint l'océan Atlantique dans la région d'Azemmour, puis Ker Ziz Gris, qui vient de la région du Haut Atlas et alimente la région désertique.

Contacté par Hespress FR, l'expert en climat a fourni des détails sur chaque bassin séparément, notant que le bassin de Tensift prend sa source dans le Haut Atlas et se dirige au nord-ouest du Royaume vers l'océan Atlantique, indiquant que ce bassin « prend sa source d'un grand sommet et la plus grande chaîne de montagne qui alimente la brosse à eau.

« Le problème, c'est qu'elle est venue au nord de la chaîne de montagnes, qui est une zone qui connaît un temps sec à semi-sec. La quantité d'eau disponible est faible d'une part, et elle varie selon les saisons et les années », a-t-il déclaré, soulignant que « tout bassin doit être traité comme un

organisme vivant, et il doit être alimenté en eau pour que la boue ne s'échappe pas vers le barrage associé ».

Quant au bassin d'Oum Er Rbia, Shroud a expliqué qu'il provient des sources à Khenifra dans le Moyen Atlas et longe dans une direction est-ouest jusqu'à l'océan Atlantique, précisément dans la région d'Azemmour, expliquant qu'il est également alimenté par les eaux provenant du Haut Atlas.

Shroud a souligné que ce bassin « est adjacent à la plaine du Tadla, irriguant les plaines du Tadla et le sud de Khouribga, jusqu'aux régions d'Abda et de Doukkala, qui bénéficient de son niveau. Ainsi, il a une valeur importante et se déverse dans de grands barrages, ainsi que couvre de vastes zones agricoles ».

En ce qui concerne le bassin de la Moulouya, le climatologue a indiqué qu'il « a une caractéristique différente. Il est divisé en trois régions de la haute Moulouya, où sa source se situe entre la Méditerranée et le Grand Atlantique. Il passe dans une direction est-ouest pour atteindre le centre Moulouya et tourne dans une direction sud-nord pour rejoindre la mer Méditerranée ».

Le même porte-parole a expliqué que ce bassin « à sa source il y a beaucoup d'eau et un climat humide et pluvieux, atteignant la région centrale. Le climat change pour devenir semi-aride, et atteint les régions de Saidia. C'est ce qu'on appelle la Petite Moulouya, connue pour son climat tempéré ».

En ce qui concerne le bassin de Ziz-Ghris, il a dit qu'il y a une zone sèche qui connaît la montée en température, et passe par des zones sèches et même la qualité du sol change sur son chemin, donc le niveau de l'eau diminue, expliquant que ces bassins nécessitent « un gros investissement pour préserver cette eau grâce à des barrages afin qu'elle ne soit pas perdue dans les zones où le sol consomme de l'eau« .

Shroud a déclaré que « nous ne pouvons pas faire d'investissements sans études pour découvrir les mérites. Elle est liée aux espaces naturels, et pour chaque gisement géologique naturel, des équilibres géodynamiques doivent être étudiés pour nous permettre dans la gestion rationnelle et bonne des ressources en eau », appelant à la nécessité de « saisir l'opportunité d'enlever la boue dans les barrages et les reboisements à leurs hauteurs pour réduire l'érosion et l'érosion ».

Mme Moualfi à la conférence ministérielle du Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale à Valence (APS.DZ)

9 mars 2022

La ministre de l'Environnement, Samia Moualfi prendra part, jeudi, à la troisième conférence ministérielle du Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale qui se tiendra à Valence (Espagne), a indiqué mercredi un communiqué du ministère.



Mme Moualfi soulignera, lors de cette conférence sur l'eau et les changements climatiques, le rôle de l'Algérie dans la préservation des eaux et la réduction des effets des changements climatiques, a précisé le document.

La conférence permettra de débattre de plusieurs questions dont, entre autres, l'utilisation durable des eaux au regard des changements climatiques ainsi que le renforcement de la coopération dans la Méditerranée occidentale dans le cadre de la stratégie de gestion des eaux et le plan d'action adoptés lors des deux premières conférences ministérielles, conclut le communiqué.

MAROC: l'espagnole Hidroconta réduira la consommation d'eau d'irrigation à Aoulouz (Afrik21)

17 mars 2022



L'entreprise espagnole Hidroconta a été désignée par l'Office régional de mise en valeur agricole de Souss Massa Agadir (ORMVA/SM) pour la fourniture d'équipements hydrauliques, dans le cadre du projet de modernisation du périmètre d'Aoulouz au Maroc. Le groupement d'entreprises marocaines Sotradema/Capep se chargera de l'installation.

Du nouveau concernant le projet de modernisation du périmètre irrigué d'Aoulouz, une commune de la province de Taroudant, dans la région de Souss-Massa au Maroc. L'entreprise Hidroconta, basée à Murcia en Espagne fournira des équipements hydrauliques pour contrôler la consommation de l'eau dans les exploitations agricoles bénéficiaires. La commande a été passée par L'Office régional de mise en valeur agricole de Souss Massa Agadir (ORMVA/SM), qui met en œuvre le projet d'irrigation.

Le groupement d'entreprises marocaines formé de Sotradema, spécialisé dans l'adduction d'eau potable et de Capep (Construction, assainissement, pompage, eau potable) installera les futurs équipements hydrauliques.

Économiser 50 % de l'eau d'irrigation

Environ 250 compteurs d'eau Hidrowoltmann de Hidroconta seront installés dans le cadre du projet modernisation du périmètre d'Aoulouz. « Ce compteur est le compteur d'eau de base dans toute installation où la précision et le contrôle de la consommation d'eau sont essentiels », indique AgritechMurcia, une plateforme technologique agricole de la région de Murcie en Espagne. La gestion de l'eau irrigation est l'une des fonctionnalités de ce type de compteur à grand volume. La société espagnole fournira également des dévidoirs de démontage et des filtres en Y.

L'ensemble des équipements sera réparti sur 4 486 hectares de plantations, principalement des amandiers et des oliviers divisés en petites zones de 20 hectares. Ce qui facilitera la distribution et le contrôle de l'eau pompée dans le réservoir du barrage d'Aoulouz, mis en service en 1990 avec un volume de 110 millions de m³. L'objectif à terme est d'économiser 50 % de l'eau d'irrigation dans le périmètre d'Aoulouz, à l'heure où la demande en eau est de plus en plus importante en raison de la sécheresse.

Les villes de la métropole de Montpellier labellisées "commune économe en eau" (montpellier3m.fr)

17 mars 2022



Engagée dans une politique de transition écologique et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole a mené plusieurs actions pour pérenniser la ressource en eau et promouvoir la sobriété pour un accès équitable à tous.

Ce jeudi 17 mars, Montpellier et 16 autres communes de la Métropole ont reçu le label "commune économe en eau", créé en 2021 par l'Agence Locale de l'Énergie et du climat (ALEC) de Montpellier Métropole. Cette labellisation fait suite aux nombreuses actions mises en œuvre en 2021 par ces communes en faveur d'une gestion raisonnée de la ressource en eau.

Des communes engagées en faveur d'une meilleure gestion de l'eau

Suite à leurs engagements en 2021 pour une gestion plus vertueuse de l'eau, ressource vitale, les communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Le Crès, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Murviel-Lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint-Drézéry et Vendargues ont été labellisées "commune économe en eau" par l'ALEC. Pour recevoir cette étiquette, ces communes ont signé en mars 2021 la charte du label « commune économe en eau », un engagement aux objectifs ambitieux, dont les actions sont réparties en 3 thématiques :

- Étudier : connaissance du patrimoine lié à l'eau, suivi des consommations, exploitation des données des systèmes de télérelève, etc.
- Équiper: moyens de comptage, remplacement des conduites défectueuses, matériel hydroéconome, réglage des robinets temporisés, mise en place d'une procédure en cas de fuite ainsi que d'un protocole de réparation, installation de réducteur de pression, installation de vannes de coupure d'eau, etc.
- Sensibiliser : formation du personnel communal, sensibilisation des usagers, éducation des scolaires, etc.

Pour leur attribuer ce label, un jury constitué d'experts du domaine de l'eau s'est réuni : Montpellier Méditerranée Métropole, Région Occitanie, Département de l'Hérault, syndicats de bassin versant, Régie des Eaux, Agence de l'Eau et le SMGC (Syndicat Mixte de Garrigues Campagne).

Qui est l'ALEC et quel est son le rôle?

L'ALEC Montpellier Métropole a pour objectif la sensibilisation de différents publics à la maîtrise de l'énergie et de l'eau, au développement des énergies renouvelables ainsi que l'accompagnement technique des porteurs de projets. Son territoire d'action porte sur la métropole de Montpellier, soit 31 communes et près de 465 000 habitants.

L'agence a deux missions principales :

- Informer, sensibiliser, conseiller de manière neutre et indépendante le grand public, et notamment les copropriétés,
- Accompagner techniquement les communes du territoire

Le soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et de la Région Occitanie a permis à l'ALEC Montpellier Métropole d'assurer l'animation auprès de tous les publics et l'accompagnement des collectivités dans leur démarche d'économies d'énergie et de labellisation.

Pénurie d'eau dans le monde : trop de prélèvements sauvages sur les nappes (Midi Libre)

21 mars 2022



Travailler pour une agriculture plus écologique et moins gourmande en eau. MIDI LIBRE

Caroline Lejars, chercheuse au laboratoire G-eau, à Montpellier, dirige des travaux sur l'agroécologie pour diminuer la consommation en eau des cultures.

Chercheuse au Cirad, Caroline Lejars est aussi directrice adjointe, à Montpellier, de l'UMR G-eau, unité mixte regroupant six organismes de recherche et une centaine de chercheurs, hydrologues mais aussi issus de sciences sociales. Elle confirme l'alerte : "Le rapport sur l'état des sols et de l'eau dans le monde, produit tous les dix ans par la FAO, parle de système au bord de la rupture."

Trop de laisser-aller de la part des états

47% de la population mondiale souffre de rareté d'eau au moins un mois par an. Les zones de tension? Pourtour méditerranéen, pays du golfe, Inde, Chine, Etats-Unis. "C'est clair qu'on a trop puisé dans les nappes à l'échelle mondiale, reconnaît Caroline Lejars. On a observé un boom des forages et prélèvements en eau souterraine, souvent d'initiative privée, voire même informelle. Au nord du Maroc, 80% des sources ont disparu en 20 ans." Le tout s'accompagne d'une politique du laisser-faire de la part de nombreux états "car l'eau est un moyen de sécuriser la production pour beaucoup d'agriculteurs, c'est un facteur de paix sociale", explique la chercheuse. Moins aigu, le problème est aussi réel dans les pays industrialisés : "Les nappes de Californie et de Beauce baissent malgré une régulation".

Travailler sur l'agriculture, plus gros consommateur, est l'une des clés. "Il faut désintensifier le modèle, le diversifier, aller vers plus d'agroécologie avec des solutions à trouver localement". Le laboratoire G-eau développe précisément des travaux sur l'agroécologie : "Des projets de territoires sur l'engagement des citoyens et des décideurs pour améliorer la gouvernance de l'eau à travers des procédures et des plans d'action, évalués et suivis". Projets participatifs en cours au Brésil, Tunisie et Nouvelle Calédonie.

Dans les zones de stress hydrique, en Afrique plus qu'ailleurs, la réponse « low-tech » pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement est bien souvent LA solution (Revue EIN)

22 mars 2022



Le 9e Forum mondial de l'Eau, qui se réunit pour la première fois en Afrique, est l'occasion pour Labaronne Citaf, InovaYa, Cohin Environnement et Chemdoc Water Technologies de démontrer leur savoir-faire, leurs technologies mais aussi l'appui nécessaire pour pouvoir gérer la ressource en eau dans les zones de stress hydrique. Karen Lartigot, directrice commerciale Labaronne Citaf, Khaled Al Mezayen, CEO/Co-founder chez InovaYa, Sébastien Cohin, directeur Cohin Environnement et François Chaine, directeur de projets Chemdoc Water Technologies partagent leur ambition ferme, déclinée en actions opérationnelles et concrètes dans ces régions.

Revue L'eau, l'industrie, les nuisances : Dans quelle mesure la recherche de solutions destinées aux marchés humanitaires pour améliorer les conditions d'accès aux services d'eau et d'assainissement des pays les plus menacés dans le monde progresse-t-elle au sein de votre entreprise ?



Karen Lartigot: La place que tient le marché Humanitaires dans le développement international de Labaronne Citaf s'explique en raison de l'invention pionnière de la citerne souple par André Labaronne qui vivait en Algérie et qui voyait partir des camions-citernes plein d'eau en direction des populations isolées et revenir à vide. Il a donc imaginé un réservoir souple afin de pouvoir le plier et se servir du camion pour ramener d'autres marchandises une fois l'eau livrée.

Depuis la fin des années 70, l'approche humanitaire reste au cœur de notre stratégie tant en termes de développement que de philosophie. C'est un marché qui impose avant tout de se mettre au service des organisations humanitaires : il oblige parfois à décaler certaines productions pour répondre à une situation d'urgence, un état de guerre, une catastrophe naturelle et concerne des produits très standardisés répondant a des cahiers des charges très précis, spécifiques à chaque organisation humanitaire. Lire la suite...

Journée mondiale de l'eau : la stratégie de Veolia sur le terrain pour lutter contre le gaspillage (Midi Libre)

22 mars 2022



Un amplificateur de sons permet au personnel entraîné de repérer les fuites dans les réseaux. VEOLIA

Recycler l'eau, traquer les fuites, équiper les stations d'épuration, inciter les particuliers à l'économie : les projets de Veolia contre la pénurie, expliqués par Pierre Guillon, directeur des opérations.

Nappes phréatiques et rivières subissent de plein fouet les effets néfastes du changement climatique. Les températures de plus en plus élevées et la raréfaction des épisodes pluvieux entraînent un assèchement général du territoire, et le pourtour méditerranéen est particulièrement concerné.

Sans pluie, les réserves des nappes souterraines, principales sources d'eau potable, ne se renouvellent pas. Une situation alarmante aggravée par une consommation parfois excessive d'eau potable.

L'objectif de Veolia, engagée par les collectivités, est d'optimiser la consommation d'eau, en particulier dans les secteurs les plus gourmands: l'industrie et l'agriculture. "Nous ne souhaitons pas créer de nouvelles stations mais améliorer celles qui existent déjà. Celle de **Rodez**, usine centrale pour le recyclage de l'eau dans la région, vient d'être équipée", affirme Pierre Guillon, directeur des opérations chez Veolia.

Privilégier les circuits fermés

L'eau est utilisée une première fois par une entreprise, acheminée à la station d'épuration, traitée, puis directement renvoyée vers la même entreprise. C'est le fameux "cycle de l'eau".

La région est riche en territoires agricoles, surtout en vignobles, qui souffrent de la sécheresse. L'eau potable n'est pas nécessaire pour l'arrosage. Les stations d'épuration peuvent répondre en partie aux besoins en eau des agriculteurs.

"Il est important que la station occupe une place stratégique : celle de Gruissan, dans l'Aude, est placée à proximité de vignobles, elle peut alimenter directement les champs en eau traitée", explique Pierre Guillon.

Lire la suite...

Stress hydrique: Les Algériens se préparent à un été sans eau potable (Hespress)

22 mars 2022



Comme au Maroc, l'Algérie fait face des pluies faibles et cette situation inquiète non seulement pour l'agriculture mais surtout pour l'approvisionnement en eau potable. Le pays rationne déjà l'eau et dans certaines régions, les habitants ne peuvent utiliser l'eau qu'à des heures précises.

Cela fait 4 saisons que l'Algérie vit des périodes de sécheresse intense des suites d'une faible pluviométrie et la société s'inquiète des barrages pas assez remplis malgré des tombées de neige et des précipitations dans plusieurs régions du pays dès l'automne qui a fait monter le taux de remplissage à 36,24 % en décembre comme moyenne nationale.

Depuis la fin de l'année 2021, jusqu'au mois de mars, le niveau des barrages en Algérie n'a pas réellement augmenté, à peine une hausse de moins de 2%, atteignant les 37,66 %.

Pour pallier la situation de stress hydrique, le gouvernement n'a guère d'autre choix que d'attendre un miracle pour remplir les barrages ces prochaines semaines avant le début de l'été. Il compte également commencer des forages et renforcer le rationnement de l'eau déjà en place dans le pays, mais n'a pas de politique de l'eau bien ficelée face à une demande toujours plus grandissante.

Le gouvernement projette de réaliser 700 forages et 1200 autres par des institutions tierces, et sur ce nombre, déjà 320 ont été mis en service par les autorités, et 577 autres sur les 1200 comme solution dans l'immédiat.

L'Algérie qui a pris conscience du problème de l'eau très tôt, déjà dans les années 2000, a lancé plusieurs projet d'installations d'usines de dessalement d'eau sur la côte méditerranéenne, des forages et explorations des nappes phréatiques. Le pays devrait continuer sur cette lancée, selon la stratégie gouvernementale, mais oublie les fondamentaux de la question du traitement des eaux usées par exemple.

Aucune de ces solutions ne semble faire éviter une nouvelle crise de l'eau potable en Algérie, surtout pendant les prochains mois. Les Algériens redoutent un nouvel été sans eau comme celui de 2021 qui s'est également répercuté sur l'Aid El Kebir (la fête du sacrifice) qui s'est déroulée dans des conditions catastrophiques pour certaines familles.

La saison estivale dernière a connu de nombreuses perturbations dans le pays et des mouvements de protestation ont eu lieu, notamment à cause d'un rationnement ultra stricte des autorités. Certaines régions et villes sont restées sans eau pendant plusieurs jours, tandis que d'autres étaient alimentées à raison d'un jour sur deux.

L'Algérie, un pays au climat semi-aride, est classé en dessous du seuil théorique de rareté de l'eau fixé par la Banque Mondiale à 1000 m3/habitant/an. Son potentiel hydrique global mobilisable ne dépasse pas les 12,3 milliards m3 en termes eaux superficielles, selon le professeur algérien Ahmed Kettab, administrateur à l'IME.

Ce chiffres « offre un volume annuel de 280 m3/habitant/an. Avec la mobilisation pluriannuelle de cette eau (barrages), des ressources en eaux souterraines du nord et du sud, du dessalement de l'eau de mer, nous arrivons actuellement aux alentours de 18,2 milliards de m3/an, soit 450 m3/habitant/an alors qu'en 1962, nous avions 1500 m3/habitant/an », a-t-il déclaré dans une interview au quotidien Liberté Algérie.

Selon l'expert, la stratégie nationale de développement du secteur de l'eau adoptée en Algérie « a montré ses limites et demeure largement dépassée », et estime qu'elle nécessite une révision et doit intégrer les 1600 km de côtes du pays qui profiterait à 80% de la population algérienne vivent pas plus loin que 300 km de la côte.

Montpellier. Nouvelle station de pompage : eau potable pour 115 000 habitants (Métropolitain)

23 mars 2022

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la régie des eaux de la Métropole de Montpellier, a inauguré la nouvelle station de pompage à Montmaur : 115 000 habitants desservis.



Station de pompage à Montmaur (©MG/Métropolitain)

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, ce mardi 22 mars, la Régie des eaux de la Métropole de Montpellier, a inauguré la nouvelle station de pompage à Montmaur, au Nord de la ville : 115 000 habitants vont être desservis en eau potable.

En effet, l'étage 105 « alimente 115 000 habitants de Montpellier, essentiellement, mais aussi de Grabels et Juvignac » confirme René Revol, président de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et maire de Grabels.

La distribution d'eau, depuis les réservoirs de Montmaur est gérée par un réseau à quatre étages altimétriques permettant de garantir une pression de service suffisante au compteur de chaque habitant de la Ville.



René Revol, président de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Michaël Delafosse, maire de Montpellier. (©MG/Métropolitian)

Lire la suite...

Montpellier Métropole : un Forum de l'eau installé dans un an (Hérault Tribune)

23 mars 2022

Mardi 22 mars se tenait un conseil de Métropole à Montpellier. A cette occasion, un vœu a été voté en faveur de la création d'un Forum de l'eau d'ici un an.



Le 22 mars se tenait la Journée mondiale de l'eau. L'occasion idéale pour la votation d'un "vœu en faveur de la mise en place d'un Forum de l'eau d'ici un an", a plaidé le maire de Grabels René Revol, également vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué à la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement. Une création proposée dans le cadre d'un appel à projets de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, qui pourrait bénéficier d'aides financières sur 2022-2023. Les arguments du vice-président ont été convaincants, les élus de la Métropole ayant adopté ce vœu à l'unanimité.



René Revol, maire de Grabels et vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué à la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement

Pourquoi mettre en place un Forum de l'eau?

René Revol a rappelé que la ressource en eau est contrainte par un stress hydrique fort. La métropole de Montpellier a connu "les deux mois de sécheresse les plus élevés en janvier et février depuis toujours, avec un niveau de sécheresse égal à celui de l'été". Cela doit inciter à "une plus grande sobriété d'usage de l'eau", en se cantonnant aux "usages les plus fondamentaux". Cela passe selon lui par "un changement de comportement collectif".

Les membres du Forum de l'eau

Piloté et porté par la Métropole de Montpellier, cofinancé avec des partenaires* et présidé par Michaël Delafosse, ce Forum de l'eau devrait rassembler les acteurs de l'eau* et les citoyens intéressés à l'échelle du territoire, et "dépasser les frontières administratives". Le président de la Métropole, Michaël Delafosse, a relevé l'importance de "coopérer avec la recherche, avec les autres EPCI ou syndicats sur la maîtrise de la ressource et impliquer les citoyens dans une nécessaire sobriété via notamment un tarif d'écoresponsabilité qui sera établi dans les mois qui viennent".

Les rôles et actions du Forum de l'eau

Mis en place en mars 2023, en plein "centenaire du Congrès de l'eau rassemblant les communes de l'Hérault en 1923", le Forum de l'eau est destiné à "remplir le rôle d'observatoire, c'est-à-dire collecter des statistiques sur la qualité et la quantité d'eau disponible, mais aussi à mener des campagnes de mobilisation et de sensibilisation des usagers pour construire avec eux une politique de l'eau" a expliqué René Revol. Par ailleurs, le Forum de l'eau élargira le débat aux institutions, chercheurs, associations… parties prenantes des sujets sur l'eau.

Le Forum de l'eau disposera de 2 outils : un site Internet qui lui permettra de rendre publiques les données collectées au sujet de l'eau, les échanges et autres ; et des manifestations tournées vers le public : des rencontres, débats et autres ateliers citoyens sur des thèmes choisis, des sondages d'opinion menés auprès des habitants, etc.

A raison de 2 thèmes par an, le Forum de l'eau pourrait notamment se pencher sur l'économie d'eau et la réutilisation des eaux traitées usées (la REUT, comme celle mise en place à La Grande-Motte et Agde pour arroser les golfs ; la décarbonation des eaux potables ; les baignades urbaines et la lutte contre la pollution des eaux des cours d'eau...

La qualité et la quantité d'eau en question

Lors du conseil de métropole, la conseillère Catherine Ribot a insisté sur "la dimension partenariale de la politique publique menée par la Métropole autour de l'eau", expliquant qu'elle résulte d'une "pleine conscience de l'urgence en la matière de la part des élus". Selon elle, le Forum de l'eau s'inscrit dans la droite ligne du Forum international de l'eau de Dakar. Elle a rappelé que la ville de Montpellier et 16 autres communes de la Métropole ont reçu le label "communes économes en eau". "L'Objectif de Développement Durable n° 6 garantit l'accès de tous à l'eau et l'assainissement. Or, la ressource eau est en danger, dans sa qualité et sa quantité", a-t-elle conclu.

Pour sa part, **Charles Sultan**, professeur émérite d'endocrinologie pédiatrique au CHU de Montpellier, expert en santé environnementale, conseiller de Montpellier Méditerranée Métropole et adjoint au maire de Montpellier chargé de la Santé, a insisté sur **l'importance de la**

qualité de l'eau, sachant que "des publications récentes font état de contamination de l'eau de robinet par des pesticides, des métaux lourds, des médicaments, des pesticides". Il souhaite "que la concentration de l'eau en perturbateurs endocriniens soit analysée au niveau de la métropole". Ce à quoi René Revol a répondu qu'un atelier du Forum de l'eau se pencherait sur les actions à mener pour la qualité de l'eau.

Véronique Négret, maire de Villeneuve-lès-Maguelone, vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au littoral, à la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, s'est dite "enthousiaste à l'idée de ce forum associant les élus et les citoyens, qui aidera à faire prendre conscience à la population que la qualité et la quantité d'eau sont précieuses et que la ressource va se raréfier". Elle ajoute : "Il va falloir développer une culture de la sobriété dans la consommation de l'eau".

René Revol a conclu en disant que le comité de bassin Rhône Méditerranée a adopté à l'unanimité un schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux, qui donnera des préconisations. Par ailleurs, les travaux de l'Usine Vallée d'Eau débuteront dans un mois pour assurer un traitement très perfectionné de l'eau afin de lutter contre les pollutions médicamenteuses.

*les partenaires pourraient être Sète Agglopole Méditerranée, la CC du Grand Pic Saint-Loup, la CA du Bassin de l'Or, le Syndicat du Bas Languedo, le Syndicat mixte Garrigues Campagne...

** Les acteurs de l'eau associés pourraient être des institutions (l'Agence de l'eau, les services de l'Etat, Syble, Symbo...), des associations et collèges d'usagers (Mosson coulée verte, Alec, Apieu, Eau secours 34, FNE, Aquavallée, Cen LR, la chaire Unesco, le Conseil de développement...), des centres de recherche (Inrae, Ifremer, CNRS, le labo Hydro Sciences, l'IRD...), les collectivités locales dont les 31 communes de la Métropole.

3. Sécurité hydrique

ALGÉRIE : le barrage Djorf Ettorba, proposé à la liste des zones humides Ramsar (Afrik21)

3 février 2022



À Béchar, une wilaya (région) située au sud-ouest de l'Algérie, les autorités en charge de forêts veulent inscrire le site du barrage Djorf Ettorba, sur la liste des zones humides d'importance internationale (site Ramsar). Ce besoin a été formulé le 31 janvier 2022, à deux jours de l'édition 2022 de la journée mondiale des zones humides.

Le 31 janvier 2022 à Béchar, une wilaya (région) située au sud-ouest de l'Algérie, des cadres techniques de la conservation des forêts ont émis un appel en direction du comité Ramsar. Ils demandent l'insertion du site du barrage Djorf Ettorba (60 km au sud-ouest de la wilaya) dans la liste Ramsar des zones humides d'importance internationale. Encadré depuis le 2 février 1971 par la convention de Ramsar, un site Ramsar confère un statut qui visant à enrayer la dégradation ou disparition d'une zone humide, en reconnaissant sa fonction écologique ainsi que sa valeur économique, culturelle, scientifique et récréative.

Construit entre 1965 et 1968 et mis en service en 1973, le barrage Djorf Ettorba, haut de 37 mètres, est le quatrième plus grand barrage d'Algérie, formant un lac de retenue d'une capacité de 365 millions m³. C'est donc une zone humide artificielle, dotée d'une végétation d'environ 4 000 hectares, constituée de différentes espèces végétales, notamment le Tamarix. Selon une étude réalisée par l'autorité des forêts de Béchar, on y trouve près de 43 espèces d'oiseaux et d'animaux rares dont le chacal doré, le fennec, le varan du désert, le renard famélique, la gerboise du désert, la fouette queue (un saurien), le Goundi de l'Atlas, en plus des mammifères marins à l'instar de la rare loutre commune, la tortue aquatique et plusieurs autres espèces de poissons d'eau douce.

Les raisons de l'appel au classement

Les responsables locaux de la conservation des forêts, estiment nécessaire la classification du barrage Djorf Ettorba en tant que zone humide, eu égard à sa situation géographique dans une région semi-désertique, reconnue comme étant l'espace de transit pour l'avifaune migratrice qui emprunte la côte ouest de l'Afrique par le détroit de Gibraltar.

Cet appel est lancé à la veille de la journée mondiale des zones humides, célébrée tous les 2 février de l'an, pour commémorer la signature de la Convention sur les zones humides. Mais la célébration intervient dans un contexte critique. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) les zones humides comptent parmi les écosystèmes les plus menacés de la planète. Environ 85 % des zones humides présentes en 1700 ont été perdues en 2000. Beaucoup d'entre elles ont été drainées pour faire place au développement, à l'agriculture ou à d'autres utilisations.

ÉGYPTE : le japonais Dai Nippon va doter Dairut d'un barrage d'irrigation (Afrik21)

10 février 2022



La société japonaise Dai Nippon Construction signe un accord avec le gouvernement égyptien pour la construction d'un barrage près de Dairut, dans le gouvernorat d'Assiout en Égypte. Ce projet d'irrigation sera financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica).

Toutes les conditions sont réunies pour lancer le projet d'irrigation de Dairut. La dernière étape des travaux préliminaires a été achevée le 3 février 2022, par la signature d'un contrat entre le ministre égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation, Mohamed Abdel-Aty et le directeur de Dai Nippon Construction, Hidemi Hatano.

L'entreprise japonaise Dai Nippon Construction se chargera de la construction d'un barrage d'irrigation près de la ville de Dairut. La retenue d'eau sera située sur Bahr Youssef, un canal reliant le Nil au Fayoum, dans le gouvernorat de Assiout. L'ouvrage aura pour principal objectif d'atténuer les effets du stress hydrique dans les exploitants agricoles d'Assiout. Avec la sécheresse, l'eau douce se raréfie dans le gouvernorat.

Le financement de la Jica

L'eau issue du barrage de Dairut sera également utilisée pour l'élevage, la consommation domestique, etc. Selon les autorités égyptiennes, le futur barrage sera doté de plusieurs vannes. Des dispositifs qui pourront être ouverts ou fermés à souhait, dans l'optique de réguler l'élévation de l'eau en amont de la retenue.

Ces travaux s'inscrivent dans le plan du ministère égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation visant à moderniser, réhabiliter et remplacer les installations d'irrigation dans divers gouvernorats de Haute-Égypte. L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) en assure le financement. L'accord entre les responsables de la Jica et le gouvernement égyptien date de mai 2015.

Avant ce projet, la Jica a subventionné la construction de six retenues d'eau dans le gouvernorat de Assiout. Des installations qui soutiennent les ouvrages existants et vieux de près de 150 ans. Il s'agit de cinq barrages qui desservent sept canaux d'irrigation à Assiout, Menya, Beni Suef, Fayoum et Gizeh, fournissant 9,6 milliards de m³ d'eau pour l'irrigation de plus de 696 100 hectares de terres agricoles.

MAROC: mobiliser 940 M€ supplémentaires pour l'eau dans le secteur agricole (Afrik21)

18 février 2022



Le gouvernement du Maroc annonce un nouveau programme d'urgence pour faire face à la sécheresse dans le secteur agricole. Le pays débloquera en tout 940 millions d'euros (10 milliards de dirhams marocains) pour des projets d'approvisionnement en eau.

Le roi du Maroc Mohammed VI a annoncé le 16 février 2022, le lancement d'un nouveau programme d'urgence dans le royaume. Cette initiative vise à améliorer l'approvisionnement en eau, en réponse à l'intensification de la sécheresse. À la différence du Programme prioritaire d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027 lancé en janvier 2020 ou encore du Plan d'urgence annoncé en janvier 2022 par le ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka qui vise la desserte des ménages en eau potable et des agriculteurs, le nouveau programme a été taillé pour le secteur agricole. Si les projets de résilience entrepris au fil des années portent peu à peu des fruits, beaucoup reste encore à faire.

Un investissement de 940 millions d'euros

Selon les autorités marocaines, le nouveau programme d'urgence vise l'atténuation des effets du stress hydrique, dû au retard des précipitations, à travers la multiplication des projets d'irrigation. L'eau collectée à travers ces projets d'irrigation sera également envoyée aux éleveurs du royaume. Le gouvernement marocain estime que la concrétisation du nouveau plan d'urgence demandera un investissement de 940 millions d'euros, soit 10 milliards de dirhams marocains. Une partie des fonds permettra de financer des opérations d'approvisionnement du marché en blé et en fourrages et d'alléger les agriculteurs de leurs charges financières.

Au Maroc, la sécheresse entraîne la diminution drastique du niveau de remplissage des barrages. De 40,6 % en janvier 2021, ce niveau a chuté pour atteindre les 34,1 % en janvier 2022. Et la situation devrait encore s'aggraver selon les prévisions climatiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). En attendant le lancement officiel du nouveau programme d'urgence face à la sécheresse dans le secteur agricole, les autres initiatives se poursuivent dans le royaume chérifien.

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) met en œuvre actuellement un projet de dessalement de l'eau de mer dans le grand Casablanca. L'usine, qui dessalera l'eau des bassins du Bouregreg et de l'Oum Er Rbia affichera une capacité de 200 millions de m³ par an, extensible à 300 millions de m³ par an.

La solution aux crises de l'eau se trouverait-t-elle sous nos pieds ? (Revue EIN)

21 mars 2022



© UNFSCC

Les eaux souterraines représentent 99 % de toutes les réserves d'eau douce liquide sur Terre. Cependant, cette ressource naturelle est souvent mal comprise et par conséquent, sous-évaluée, mal gérée voire malmenée. D'après le dernier Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publié par l'UNESCO, l'immense potentiel des eaux souterraines et la nécessité de les gérer de façon durable, ne peuvent désormais plus être négligés.

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture du 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar (Sénégal) le 21 mars, l'UNESCO lance, au nom d'ONU-Eau, la dernière édition du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, intitulé « Eaux souterraines : rendre visible l'invisible ». Les auteurs appellent les États à s'engager à mettre en place des politiques de gestion et de gouvernance des eaux souterraines adéquates et efficaces, afin de répondre aux crises de l'eau actuelles et futures à travers le monde.

Les eaux souterraines fournissent actuellement la moitié du volume d'eau prélevé par la population mondiale à des fins domestiques. Elles fournissent également l'eau potable utilisée par la majeure partie de la population rurale, qui n'est pas approvisionnée par des systèmes publics ou privés. Environ 25 % des eaux souterraines sont prélevées pour l'irrigation.

À l'échelle mondiale, la consommation d'eau devrait augmenter d'environ 1 % par an au cours des 30 prochaines années. Compte tenu de la baisse constante de la disponibilité des eaux de surface causée par le changement climatique, notre dépendance globale aux eaux souterraines devrait connaître une hausse. « Un nombre croissant de ressources en eau sont polluées, surexploitées et asséchées par l'être humain, avec parfois des conséquences irréversibles. Il est essentiel d'utiliser plus intelligemment le potentiel des ressources en eaux souterraines, encore peu exploitées. Elles doivent être protégées de la pollution et de la surexploitation pour répondre aux besoins fondamentaux d'une population mondiale en constante expansion et pour faire face aux crises climatique et énergétique mondiales », a déclaré la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay.

Lire la suite...

4. Ecosystème et biodiversité

ÉGYPTE : Charm el-Cheikh se rêve d'une ville verte à quelques mois de la COP 27 (Afrik21)

1^{ER} Février 2022



À en croire le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouli, le gouvernement a engagé un certain nombre d'investissements pour faire de Charm el-Cheikh, une ville verte à la veille de la 27e Conférence des parties sur le climat (COP 27) qu'elle accueillera en novembre 2022. Des initiatives d'assainissement et de valorisation énergétique sont en vue dans cette cité balnéaire.

Au moment où l'Égypte organise la 27^e Conférence des parties sur le climat (COP 27) en novembre 2022, Charm el-Cheikh, la ville hôte de cette grand-messe climatique veut mettre les petits plats dans les grands. Les autorités du pays des pharaons ont annoncé une série d'investissements visant à faire de cette cité balnéaire située à l'est du Caire, une ville verte.

Selon le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, ces initiatives mises en œuvre à Charm el-Cheikh ont pour objectif d'ici à novembre 2022, la rationalisation de la consommation des ressources, la mise en place des bornes de recharge pour les véhicules électriques, la réduction des déchets, l'augmentation de la fréquence du recyclage et la valorisation énergétique des déchets. À long terme, le recours aux énergies renouvelables dans cette métropole située entre le désert de la péninsule du Sinaï et la mer Rouge s'inscrit dans la logique de la réduction des émissions de CO₂ (dioxyde de carbone).

« Les établissements hôteliers et touristiques de Charm el-Cheikh devront présenter un certificat vert comme preuve de l'application de pratiques respectueuses de l'environnement » indique pour sa part, le ministre du Tourisme et des Antiquités, Khaled el Anani. Ces établissements seront fréquentés d'ici à novembre 2022 par un parterre de participants internationaux à la COP 27 sous le prisme de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC).

L'énergie au-devant de l'action climatique

Face au Nil qui se jette dans la mer au Nord, l'avancée du désert qui réduit les surfaces des terres arables d'Alexandrie, la deuxième ville d'Égypte, la ministre de l'Environnement, Yasmine Fouad a laissé entendre lors de sa participation au Forum égyptien pour la coopération internationale en 2021, que le changement climatique est un défi environnemental, mais aussi un enjeu de développement auquel l'énergie doit contribuer pour maintenir la température de la terre à moins 1,5 °C. Bien avant cela, en 2019, le groupe industriel français Schneider Electric a mis en service un parc solaire d'une puissance de 5 MWc à Charm el Cheikh. L'installation permet à cette péninsule de 73 000 habitants d'éviter les émissions de 3 000 tonnes de CO₂ chaque année. De futurs travaux d'extension permettront de porter la capacité de cette centrale à 40 MWc.

RESET, un nouveau projet financé par l'UE pour faciliter la création d'entreprises vertes et durables dans la région méditerranéenne (EU Neighbours)

02-02-2022



Copyright: ENI CBC Med Programme

Un nouveau projet européen pour appuyer la création d'entreprises vertes et durables dans la région méditerranéenne est né. Le principal objectif de ce projet sera de catalyser les impacts économiques, environnementaux et sociaux des entreprises vertes et circulaires à travers le renforcement et le développement des capacités des écosystèmes de soutien locaux, nationaux et régionaux.

RESET (RESults Enabling Transitions: mapping, synthesising and mainstreaming sustainable, green circular business support achievements in the MED region, for replication and policymaking) est un projet financé par l'Union européenne dans le cadre du **programme IEV CTF MED**, qui sera géré par cinq partenaires situés dans différents pays du nord et du sud du bassin méditerranéen.

Outre le Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables (SCP/RAC), d'autres partenaires participeront au projet, notamment Beyond (Liban), PIN S.c.r.I. Services didactiques et scientifiques de l'Université de Florence (Italie), l'organisation Leaders (Palestine) et INJAZ Tunisia (Tunisie). RESET compte également sept partenaires dans des pays comme l'Espagne et la Grèce, notamment l'Unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) de la Convention de Barcelone, dont le SCP/RAC est un centre d'activités régionales, ou encore la Fondation universitaire Balmes (Université de Vic).

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

La Journée mondiale des zones humides se fête sur le digital (Webmanagercenter)

2 février 2022

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) en Afrique du Nord lance une campagne digitale, qui s'étale du 2 au 9 février, pour célébrer la "Journée mondiale des zones humides", placée cette année sous le thème "Agir pour les zones humides, c'est agir pour l'humanité et la nature".

Célébrée le 2 février de chaque année, cette journée a pour objectif d'attirer l'attention sur la fragilité de ces zones indispensables pour l'homme et la planète, et de sensibiliser le grand public à l'importance de ces milieux.

Membre depuis 1981 de la Convention Ramsar – traité international visant la conservation et l'utilisation durable des zones humides -, la Tunisie a classé, jusqu'à ce jour, 940 zones humides dont une quarantaine sont d'une importance internationale (Ramsar), selon l'Initiative pour les zones humides méditerranéennes (MedWet).

Ces zones humides abritent une riche biodiversité et accueille annuellement près de 500 mille oiseaux.

Selon le rapport de l'Observatoire des zones humides méditerranéennes, paru en octobre 2018, sur " les solutions adoptées pour des zones humides durables méditerranéennes, les zones classées Ramsar sont exposées à des pressions dues aux constructions urbaines, étant donné que 6,8% des habitants du pays, soit près de 1,1 million de personnes, habitent à moins de 2 km de ces zones.

Forum des mondes méditerranéens: un plaidoyer pour la Méditerranée (7 et 8 février 2022)



Organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur une initiative du président de la République française, le Forum des mondes méditerranéens se tient à Marseille les 7 et 8 février 2022 et réunit de nombreux acteurs de la société civile des deux rives. Son objectif : construire d'ici 2030, une Méditerranée plus durable, prospère et intégrée. Dans le prolongement du Sommet des deux rives (2019), cet événement a pour ambition de constituer, après 2 années de pandémie, un espace d'échanges et de débats mobilisant des acteurs de la société civile de tout le bassin méditerranéen pour répondre à nos défis communs.

Cet événement réunissait pendant 2 jours près de 1000 participants. Ils ont échangé autour de thématiques fédératrices et positives :

- Environnement et biodiversité;
- Éducation, formation et mobilités ;
- Emploi, innovation et entrepreneuriat;
- Inclusion et solidarités ;
- Culture et le patrimoine ;
- Action territoriale et développement durable.

Construit en partenariat avec une cinquantaine de partenaires institutionnels et de la société civile, il associe également les deux grandes organisations euro-méditerranéennes que sont la Fondation Anna Lindh et l'Union pour la Méditerranée. Le Forum des mondes méditerranéens propose une programmation riche, autour de plusieurs espaces :

- Des rencontres et du dialogue avec plus de 25 tables rondes et ateliers ;
- Des lieux d'échanges et de networking ;
- Un Village des projets valorisant une centaine de projets méditerranéens ;
- Un espace dédié à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à l'innovation ;
- La restitution d'un travail de plaidoyer de la jeunesse, élaboré par plus de 200 jeunes de l'ensemble du pourtour méditerranéen, autour de propositions pour une Méditerranée 2030.

Un plaidoyer pour la Méditerranée 2030

Un processus de consultation des jeunes acteurs méditerranéens a été engagé en amont du Forum avec un objectif : élaborer un plaidoyer et des propositions concrètes pour construire d'ici 2030 une Méditerranée plus durable, prospère et intégrée. Cette consultation regroupe 200 acteurs Méditerranéens de moins de 40 ans issus de plus d'une vingtaine de nationalités du pourtour méditerranéen. Tous ensembles, ils ont contribué à formuler des propositions portant sur huit thématiques- clés, qui seront présentées à Marseille.

Pendant dix ans, un robot va scruter le fond de la Méditerranée pour étudier l'impact du changement climatique (Le JDD)

5 février 2022

Au large de Toulon, BathyBot a été déployé cette semaine à 2.400 mètres de profondeur. Dans le noir complet, il sera les yeux des scientifiques pendant dix ans.

Le robot BathyBot. (Dorian Guillemain)

"C'est le grand jour pour moi! Je suis enfin parti rejoindre le fond de la Méditerranée à 2 400 mètres et je suis bien arrivé!" L'auteur de ce court message, publié jeudi en début de soirée sur Twitter, s'appelle BathyBot. Avec sa caméra en guise d'œil unique et ses chenilles pour se déplacer, ce robot sous-marin est parti en mission longue durée : il va explorer le plancher océanique à 40 kilomètres au large de Toulon, dans le golfe du Lion, pendant au moins dix ans. "On connaît moins bien les grandes profondeurs que la Lune, rappelle Christian Tamburini, chercheur à l'Institut méditerranéen d'océanologie et l'un des papas de BathyBot. Cet observatoire va nous permettre d'étudier l'impact du changement climatique sur ces fonds." Car le module d'exploration descend avec plusieurs équipements destinés à multiplier des mesures inédites.

La localisation de ce village aquatique, cogéré par le CNRS et l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), ne doit rien au hasard : c'est à cet endroit que se trouve le Laboratoire sous-marin Provence Méditerranée, qui accueille notamment le télescope Antares, dévolu à la recherche physique de particules élémentaires, alimenté et relié à la terre ferme par un câble de 45 kilomètres.

L'histoire commence en 2009, quand le télescope saisit dans son champ une intense activité bleue, vaste et répétée. Les physiciens alertent les océanographes, qui rapidement identifient "un bloom de bioluminescence", un moment d'intense activité lumineuse produite par des organismes marins. "75% d'entre eux sont capables d'émettre de la lumière, détaille Christian Tamburini. Dans les profondeurs, c'est le seul mode de communication." Car en Méditerranée, passé 1.000 mètres, c'est le noir complet. Dans ces conditions, et avec très peu d'oxygène, les organismes vivants - bactéries, méduses, poissons - ont développé d'extraordinaires capacités de survie. "Ainsi, la crevette qui fuit le calamar géant va émettre un flash de lumière pour le tromper sur sa localisation exacte, décrit le chercheur du CNRS. Mais avec cette mission, nous voulons aussi montrer le beau pour inciter les gens à préserver nos océans." Les images de ces lumières dans la nuit sont en effet spectaculaires.

BathyBot mesurera la température, les concentrations d'oxygène ou la vitesse du courant

Lire la suite...

Création du Réseau des villes côtières pour protéger la mer Méditerranée (EU Neighbours)

15-02-2022



Network of Coastal Cities

Un nouvel outil destiné à protéger la mer Méditerranée des déchets marins fait son apparition. Il s'agit du <u>Réseau des villes côtières</u>, un réseau de bonnes pratiques déjà en place sur le territoire italien, qui, à partir d'aujourd'hui, seront à la disposition de quiconque souhaite les reproduire.

Le <u>projet COMMON</u>, relevant du programme **IEV CTF Med**, dans le cadre duquel l'Italie, le Liban et la Tunisie s'engagent dans la lutte contre les déchets marins et dans une gestion plus durable des déchets, compile ces bonnes pratiques.

Des écoles sans plastique aux systèmes d'approvisionnement en eau de qualité, en passant par la gestion durable du tourisme dans les zones protégées et le slow food, le réseau COMMON a déjà recueilli 15 bonnes pratiques qui ont trait à deux macro-catégories : la réduction de la production de déchets / le recyclage et la gestion des déchets dans le cadre des activités de pêche.

Toutes les bonnes pratiques mises à disposition des territoires seront regroupées sur la plateforme <u>www.commonproject.it</u> dans la section « Réseau des villes côtières », qui verra dans les prochaines semaines la participation des municipalités libanaises et tunisiennes.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Projet COMMON

L'intelligence artificielle au service de la biodiversité marine : démarrage d'un challenge scientifique international inédit (Actu IA)



23 février 2022

Alors que le sommet du One Ocean Summit a rappelé l'urgence de préserver les océans, l'Agence nationale de la recherche (ANR), en cofinancement avec l'Agence française de développement (AFD), organisent un challenge scientifique ayant pour ambition de répondre aux enjeux de la biodiversité marine en s'appuyant sur l'intelligence artificielle (IA). Quels modèles de prédiction élaborer et comment développer des indicateurs plus performants pour prédire et évaluer l'évolution de la biodiversité sous contrainte du changement climatique et/ou des activités anthropiques ? Tels sont les défis que vont devoir relever les trois équipes sélectionnées pour ce challenge scientifique qui démarre le 23 février 2022 pour une durée de 4 ans. En soutenant des projets de recherche pluridisciplinaires développant des méthodes d'IA innovantes, ce challenge vise à prédire les évolutions de la biodiversité et à élaborer des indicateurs fiables. Les travaux des consortiums se concentreront sur la biodiversité du milieu marin en mer Méditerranée et dans l'océan Pacifique.

IA et biodiversité: des synergies à développer pour préserver la planète

Souvent considérés comme notre « dernière frontière », les océans couvrent environ 71 % de notre planète et concentrent une part essentielle de la biodiversité. Étudier la biodiversité et son évolution représente donc un enjeu scientifique et sociétal majeur pour répondre aux défis posés par le changement climatique et contribuer aux objectifs du développement durable (ODD) des Nations Unies.

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) estiment que la structuration des données reste l'un des freins majeurs à la connaissance de la biodiversité. Face à la complexité des interactions entre les écosystèmes et à l'hétérogénéité des données, les indicateurs actuels restent limités dans la prédiction des évolutions de la biodiversité, notamment en milieu marin.

L'IA a un potentiel significatif pour répondre à ce défi. En proposant de nouvelles solutions pour collecter, structurer et valoriser les données, l'IA peut fournir des ressources inédites afin de dresser une photographie actuelle de l'état de la biodiversité et de prédire son évolution.

Appliquées au milieu marin, ces innovations permettent d'avancer vers le quatorzième ODD, qui promeut la conservation et l'exploitation durable des écosystèmes marins et côtiers.

Partant de ce constat, un appel à projets « Challenge IA-Biodiv » a été lancé en mars 2021. Cet appel est destiné aux communautés scientifiques de l'IA et de la biodiversité afin de mettre en commun leur expertise.

Les projets devront répondre à trois objectifs :

- optimiser des méthodes d'IA pour améliorer la recherche en biodiversité marine,
- concevoir des modèles et indicateurs de prédiction innovants,
- élaborer des méthodes d'IA hybrides pour renforcer le développement de notre connaissance des milieux marins.

Ce challenge international s'inscrit dans la dynamique du volet « recherche » de la <u>stratégie</u> <u>nationale pour l'intelligence artificielle (SNIA)</u> lancée en 2018 afin de renforcer la position de la France dans ce secteur. Il répond à un véritable enjeu d'innovation partagée en impulsant des logiques de co-construction de nouveaux outils.

Les trois projets lauréats du challenge ia-biodiv

A l'issue du processus d'évaluation et de sélection mobilisant un panel de chercheurs internationaux indépendants, trois projets portés par des équipes pluridisciplinaires et internationales de chercheurs spécialisés dans le domaine de l'IA et de la biodiversité ont été retenus

Lire la suite...

Négociations mondiales sur la biodiversité à la COP 15: l'UE en tête de l'ambition vers un nouvel accord pour protéger les personnes et la planète (EU Neighbours)

16-03-2022



Copyright: ©European Union

Du 14 au 29 mars, l'**Union Européenne** participer à la <u>reprise des réunions mondiales sur la biodiversité</u> afin de faire progresser l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, un nouvel accord mondial visant à enrayer et inverser la perte de plantes, d'animaux et d'écosystèmes sur la planète.

Prenant place à Genève, les discussions font office de dernière session officielle permettant aux gouvernements de négocier cet accord mondial, unique dans la décennie, avant son adoption lors du **sommet de la COP 15, la conférence des Nations unies sur la biodiversité** qui se tiendra à Kunming, en Chine, dans le courant de l'année. Le cadre guidera l'action mondiale en faveur de la nature et des personnes, action qui est essentielle pour lutter contre le changement climatique et construire un monde plus juste, plus sûr et plus sain pour chacun, partout.

L'UE a ouvert la voie en travaillant avec des pays partageant la même vision en vue de parvenir à un accord ambitieux, grâce à des objectifs mesurables permettant de s'attaquer aux causes directes et indirectes des pertes, des dispositions beaucoup plus strictes en matière de surveillance et de révision, et des moyens de mise en œuvre plus clairs.

L'Union s'appuiera sur les bons résultats de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement qui s'est tenue la semaine dernière à Nairobi, notamment sur la définition convenue de solutions fondées sur la nature, qui sont essentielles pour la nature, les personnes et le climat.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Les zones humides, au cœur d'un système performant (L'Indépendant)

23 mars 2022



Les zones humides abritent des milliers d'espèces, dont la tortue Emyde Lépreuse qui est une espèce classée vulnérable. T.A.



Alors que 50% des zones humides ont disparu en France, la mobilisation générale est déclarée pour sauver et protéger ces espaces, interfaces entre terre et eau. T.A.

Marécages autrefois détestés servant parfois de dépotoirs, les zones humides offrent pourtant d'extraordinaires compétences qui relèvent d'exploits. Alliées du changement climatique par leurs systèmes de stockage et d'épuration de l'eau, elles sont aussi des sites refuges pour les amphibiens et les oiseaux. Des atouts qui méritent d'être préservés.

C'est quoi une zone humide?

Elles sont aussi appelées marais, tourbières, lagunes, mangroves... toutes se situent entre terre et eau, ce sont des espaces de transition. L'eau détermine naturellement son fonctionnement à travers la vie animale ou végétale. Le code de l'environnement défini les zones humides comme "des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. Sa végétation lorsqu'elle existe est dominée par des plantes hygrophiles (qui aiment l'eau) pendant au moins une partie de l'année". (Art. L.211-1 du code de l'environnement).

Quel est son fonctionnement?

Selon le type de localisation, elles offrent différentes fonctions naturelles. Les zones humides de montagne et les zones de sources en agissant comme des éponges, sont capables

d'emmagasiner beaucoup d'eau pendant l'hiver sous forme liquide ou de neige, et de la "relarguer" progressivement en période plus sèche. En Roussillon, le Vallespir constitue notamment est un véritable château d'eau naturel! Au bord des cours d'eau, elles permettent de réguler les crues et épurer les eaux en consommant et transformant les nitrates et les toxines. En plaine, les zones humides stockent l'eau des crues, remplissent les nappes souterraines et piègent le carbone. Ce sont des alliées de taille face au changement climatique.

Quelle est la biodiversité des zones humides ?

Elles accueillent de dizaines d'espèces attirées par la richesse du milieu. À la flore s'ajoutent les amphibiens et les oiseaux. Sur l'étang de Canet, 230 espèces d'oiseaux ont été recensées, dont bon nombre sont protégés tels que : Héron pourpré, Rollier d'Europe, Œdicnème criard, Milan noir, Butor étoilé, Sterne naine... Dans le Narbonnais, aux oiseaux et amphibiens s'ajoutent la flore remarquable, comme dans les steppes salées qui hébergent les seules stations françaises de Statice diffus (Limonium diffusum) et de Lavande de mer (Limoniastrum monopetalum).

Par quoi sont-elles menacées?

Les zones humides disparaissent trois fois plus vite que les forêts! Les causes: le climat bien sûr, mais aussi l'urbanisation en particulier sur les zones côtières et les deltas fluviaux, la transformation des terres agricoles, les barrages, le déversement de sédiments par déboisement, l'érosion des sols. La pollution de l'eau et la charge de matières nutritives provenant du ruissellement des engrais, sont parmi les grands problèmes. Selon l'Organisation des nations unies, plus de 80 % des eaux usées sont déversées dans les zones humides sans traitement adéquat. Ainsi, 25 % des plantes et des animaux des zones humides sont en danger d'extinction. L'indice de la Liste rouge de l'UICN, qui évalue la probabilité de survie en utilisant les données disponibles, a identifié des tendances négatives pour les mammifères, les oiseaux, les amphibiens... c'est très inquiétant.

Il faut sauver, les zones humides! Une prise de conscience mondiale

Convention de Ramsar. Entre 1970 et 2015, 35 % des zones humides de la planète ont disparu et le rythme, c'est accéléré depuis 2000. C'est ainsi qu'est née la Convention de Ramsar, un traité mondial ratifié par 170 pays, qui doit protéger et promouvoir l'utilisation rationnelle des zones humides. Leur dernier rapport montre qu'aucune région dans le monde n'est épargnée. Concrètement, les actions passent par le soutien à l'activité agricole ou aquacole, à travers des dispositifs environnementaux (MAE). Sont aussi pris en compte, les baux ruraux à caractère environnemental et les mécénats d'entreprise pour l'environnement et le développement durable. La France compte 52 sites Ramsar dont 12 en Outremer pour une superficie de 3,6 millions d'hectares.

Le 4e plan national d'action 2022-2026, amplifie les actions en faveur de la connaissance, de la protection et de la restauration des milieux humides. Il doit avancer sur tous les fronts prioritaires, à travers 3 axes : agir, mobiliser, connaître.

Occitanie. Avec 74 000 km de cours d'eau, 35 500 hectares de zones humides (marais, étangs, salins, tourbières, mares...) et 40 000 hectares de lagunes méditerranéennes, l'Occitanie recense de nombreux milieux aquatiques. Face à la menace, la Région a alloué un million d'euros, dans des projets ciblés de protection.

5. Eau et énergie

MAROC: le français Total Eren investira 9 Md€ dans l'hydrogène et l'ammoniac vert (Afrik21)

1 février 2022



Le producteur indépendant d'électricité (IPP) Total Eren, la filiale de la compagnie pétrolière française TotalEnergies à l'intention d'investir 9,4 milliards d'euros dans un projet d'hydrogène et d'ammoniac vert au Maroc. La production de ces énergies nouvelles sera basée sur l'éolien et le solaire.

Total Eren se lance aussi dans la course pour la production de l'hydrogène vert en Afrique. La filiale de la compagnie pétrolière française TotalEnergies a l'intention d'investir 100 milliards de dirhams marocains (plus de 9,4 milliards d'euros) dans un projet d'hydrogène et d'ammoniac vert au Maroc. Total Eren compte mettre en place des installations dans la région de Guelmim-Oued Noun, au sud du royaume. Les futures installations seront construites sur un site de 170 000 hectares.

Le producteur indépendant d'électricité (IPP) français devrait y produire de l'hydrogène et de l'ammoniac avec de l'électricité obtenue à partir de sources renouvelles, essentiellement le solaire et l'éolien. L'énergéticien français compte mettre en place une usine capable de transformer 10 GW d'électricité propre. Il faudra tout de même s'armer de patience avant de voir des installations sortir de terre dans la région de Guelmim-Oued Noun.

Le début de la production en 2027

Total Eren prévoit d'engager les travaux y relatifs en 2025, avec un début de production prévu en 2027. Entre temps, l'entreprise française a déjà commencé les travaux préparatifs, avec l'aval de la Commission régionale unifiée d'investissement. L'IPP prévoit ainsi des études topographiques sur le site du projet, l'analyse de la ressource renouvelable (la vitesse du vent et la densité du rayonnement solaire), ainsi que des études techno-économiques pour le bâti, le design des infrastructures électriques.

Total Eren mettra également en place des partenariats avec d'autres acteurs pour la fourniture des équipements dans le cadre de la première phase du projet. Sa mise en œuvre classerait le Maroc parmi les pays africains les plus avancés en matière de développement et de production de l'hydrogène vert. Jusqu'ici, le royaume chérifien s'est concentré sur l'établissement de partenariats avec d'autres pays, notamment européens pour la production et l'exportation de l'hydrogène vert. Le Maroc suit ainsi la Namibie qui sera au centre d'un projet d'hydrogène et d'ammoniac vert devant nécessité un investissement de 9,4 milliards de dollars de Hyphen Hydrogen Energy, une entreprise détenue par le groupe industriel allemand Enertrag et l'investisseur Nicholas Holdings.

ÉGYPTE : à Port Fuad, H2-Industries produira de l'hydrogène à partir des déchets (Afrik21)

11 février 2022



H2-Industries, une entreprise spécialisée dans la production de l'hydrogène et le stockage d'énergie obtient l'accord des autorités égyptiennes pour la production d'hydrogène vert dans la zone industrielle d'East Port Said. Cette énergie sera produite à partir des déchets.

Un autre projet de production d'hydrogène à grande échelle est en gestation en Égypte. Le projet est porté par H2-Industries. L'entreprise basée à New York aux États-Unis d'Amérique, vient d'obtenir l'aval de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) pour la construction d'une centrale à hydrogène dans la zone industrielle d'East Port Said. D'une superficie totale de 1600 hectares, ce parc industriel est situé dans la ville portuaire de Port Fuad.

Contrairement à d'autres projets d'hydrogène vert qui s'appuient sur de l'électricité produite à partir de centrales à énergies renouvelables conventionnelles, le projet de H2-Industries vise à transformer les déchets en hydrogène vert. La future usine prendra en charge les déchets organiques (notamment agricoles) et les déchets plastiques non recyclables. La chaleur produite par l'incinération de ces déchets permettra de produire de l'électricité qui sera à son tour transformée en hydrogène.

L'élimination des déchets

« Il s'agit d'une opportunité passionnante, qui permettra de transformer les tonnes de déchets collectés en Égypte en hydrogène vert. L'usine de production d'hydrogène à partir de déchets constitue une percée en rendant l'hydrogène vert économiquement viable, contribuant non seulement à réduire les émissions mondiales de CO₂, mais aussi à réduire la pollution et la dégradation des ressources en eau dans le pays », se félicite Michael Stusch, le président exécutif de H2-Industries.

Lire la suite...

MAROC : l'UE investira 1,6 Md€ dans la transition énergétique d'ici à 2027 (Afrik21)

11 février 2022



L'Union européenne (UE) mobilisera 1,6 milliard d'euros (près de 18 milliards de dirhams marocains) pour financer la transition énergétique au Maroc. Ce nouvel accord entre les deux partenaires contribuera à l'objectif du royaume chérifien d'augmenter de 52 % la part des énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici à 2025.

Le Maroc veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 45,5 % d'ici à 2030, en augmentant de 52 % la part des énergies renouvelables d'ici à 2025. Afin d'y parvenir plus sûrement, les autorités de ce royaume d'Afrique du Nord viennent de signer un nouveau partenariat avec l'Union européenne (UE) pour le financement de la transition énergétique.

Cet investissement de l'UE d'une valeur de 1,6 milliard d'euros (près de 18 milliards de dirhams marocains) sur cinq ans s'inscrit dans le cadre du « Portail mondial ». Ce programme vise la mobilisation de 300 milliards d'euros sur la période 2021-2027 en faveur des projets durables dans le domaine des infrastructures, le numérique et le climat entre l'UE et ses partenaires.

L'effort de diversification du mix électrique au Maroc

«Le Maroc est un pays avec lequel nous avons construit un partenariat stratégique, étroit et solide. Les fonds du "Portail mondial" (Global Gateway) sont issus des ressources propres de l'Union européenne (18 milliards d'euros de subvention), des financements accordés par les 27 États membres, ainsi que des fonds des institutions financières européennes (145 milliards d'euros d'investissements) et des institutions nationales de développement (135 milliards d'euros), appuyées par des investissements privés », explique Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne.

Dans le cadre d'un autre partenariat signé en 2020, l'UE a accordé 21 millions d'euros pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au Maroc. Cette subvention via la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a permis aux entreprises locales d'investir dans les technologies vertes tout en réduisant leurs coûts d'exploitation, en mettant en œuvre des mesures d'adaptation au climat et des technologies à haut rendement énergétique. Lire la suite...

MAROC : Helsinki veut investir dans les énergies propres et l'efficacité énergétique (Afrik21)

16 février 2022



Le royaume du Maroc vient de signer un accord-cadre avec la Finlande pour des investissements dans la transition énergétique, l'efficacité énergétique et l'hydrogène vert. Cet accord crée le cadre pour les investissements des entreprises finlandaises au Maroc.

Les relations diplomatiques entre le Maroc et la Finlande s'accélèrent sur l'énergie. La Finlande veut participer à la transition énergétique et ainsi favoriser les investissements de ses entreprises dans ce royaume d'Afrique du Nord à fort potentiel en énergies renouvelables. L'accord signé entre l'ambassadeur de Finlande au Maroc, Pekka Hyvönen et Leïla Benali, la ministre marocaine de la Transition énergétique et du Développement durable porte sur la coopération dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, et de l'hydrogène bascarbone.

Et dans ce domaine précis, le Maroc est courtisé par de nombreux pays européens notamment la France, le Portugal ou encore l'Allemagne pour produire de l'hydrogène vert sur place et en exporter vers le marché international. Pour l'heure, le projet concret annoncé est porté par une entreprise française, Total Eren, la filiale du groupe pétrolier TotalEnergies qui veut investir 9,4 milliards d'euros à Guelmim-Oued Noun dans le sud du Maroc.

De son côté, la Finlande veut, comme d'autres pays européens inclure l'hydrogène dans son bouquet énergétique. Helsinki veut ainsi préparer le terrain pour les investissements de ses entreprises. « Les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les systèmes énergétiques sont essentiels pour une société prospère. La Finlande a développé une forte expertise dans ces domaines et nous sommes heureux de commencer une coopération pratique avec le Maroc », affirme Mika Lintilä, le ministre finnois des Affaires économiques et de l'Emploi.

La Finlande est de plus en plus présente sur l'échiquier énergétique du continent africain à travers Finnfund. La société financière publique investit principalement dans la construction de petites centrales à énergies renouvelables, y compris pour l'utilisation productive de l'électricité. Récemment, la Finlande a annoncé le déblocage de 118 millions d'euros pour le financement des projets éoliens en Afrique. Ces fonds transiteront par la Société financière internationale (SFI), la filiale du groupe de la Banque mondiale responsable du financement du secteur privé.

Eau & énergie: trop peu, mais pas trop tard (Revue EIN)

28 février 2022

Deux ans après le début de la pandémie, l'économie mondiale continue de se rétablir, mais reste confrontée à des défis importants, relève le baromètre Coface T4 2021. Après l'accalmie du 3ème trimestre 2021, Omicron a remis en exergue l'imprévisibilité de la pandémie et a exacerbé l'un des principaux facteurs affectant la reprise : les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

En Europe, des goulots d'étranglement, conjugués à une forte demande, ont entraîné une hausse inédite des prix à la production et de l'énergie. Si un retour à la normale reste difficile à prévoir, il semble que l'espoir d'une détente progressive à partir du 1er semestre 2022 soit trop optimiste et que les perturbations et les pénuries de matériaux se prolongent, analyse l'assureur crédit.

En France, pour tenter d'atténuer l'augmentation historique des prix de l'électricité et du gaz, le gouvernement a mis en place un bouclier tarifaire afin de protéger les consommateurs qu'ils soient particuliers et entreprises, ce qui, en ces temps d'élections, n'est pas tout à fait neutre.

Mais ces mesures de court terme, prises en urgence, mettent avant tout en lumière la fragilité du système de couverture contre une hausse des prix de l'énergie. Au grand dam de l'AMF et de la FNCCR qui ont réalisé une enquête sur les conséquences de la hausse des coûts sur les services publics, cette intervention ciblée reflète aussi l'incapacité du gouvernement à maîtriser les effets persistants de la situation sur les collectivités locales.

Aussi, pour les organisations, ce moment fort doit inviter à la mobilisation afin que les collectivités et groupements d'achats puissent bénéficier rapidement des aménagements adéquats pour affronter cette crise et préserver la qualité et la compétitivité de services publics indispensables à la population.

Règles de concurrence et TRV (tarifs réglementés de vente), dotation d'urgence, aménagement du code de l'énergie, remise à plat du système d'achat par accord cadre et marchés subséquents... les chantiers pour relever ces défis doivent être ouverts sans plus attendre expliquent Lionel Guy, chef du service Energie Renouvelable et Maitrise de la Demande et Régis Taisne, chef du département Cycle de l'eau à la FNCCR dans l'interview à lire dans ce numéro.

Consommatrices d'énergie qui peuvent représenter de 10 à 15% des dépenses de fonctionnement, les collectivités et leurs services d'eau et d'assainissement peuvent être actrices des grandes transitions, et apporter plus à l'économie, à la cohésion sociale et territoriale. Or, « si aucune décision ne semble avoir encore été prise, les collectivités concernées s'interrogent dès à présent sur les mesures à prendre pour résorber ce déficit, avec comme principaux leviers l'augmentation des tarifs mais aussi la réduction des dépenses, parmi lesquelles celle d'investissements », prévient Régis Taisne.

Ainsi, pour le rôle central qu'elles jouent dans un contexte d'instabilité énergétique, elles doivent être entendues et soutenues en particulier via une politique de mix énergétique avec l'achat direct d'énergie « verte », le développement et la production de gaz renouvelables à travers le développement d'unités de méthanisation, la rénovation énergétique des bâtiments, ou encore dans la stimulation de l'innovation industrielle en produits et services.

ÉGYPTE: Metito, Scatec et Orascom investiront dans le dessalement à l'énergie solaire (Afrik21)

1 mars 2022



Des pourparlers sont en cours entre un consortium formé de Metito Holdings, Scatec et Orascom Construction, et le gouvernement d'Égypte. Les trois entreprises veulent construire une station de dessalement de l'eau de mer, alimentée à l'énergie solaire dans le pays des pharaons.

Trois entreprises veulent investir dans la fourniture de l'eau potable en Égypte. Il s'agit de la société émirienne Metito Holdings, du groupe norvégien Scatec et de la société égyptienne Orascom Construction, réunis en consortium. Les partenaires sont actuellement en pourparlers avec le Fonds souverain d'Egypte (TFSE) pour la construction d'une nouvelle usine de dessalement de l'eau de mer dans le pays. La capacité de la future station sera comprise entre 1 et 2 millions de m³ d'eau par jour.

Le consortium prévoit également de construire une centrale solaire qui permettra d'alimenter la future installation en électricité. La centrale disposera d'une capacité de 400 MW. L'idée est de réduire l'impact environnemental du dessalement en Égypte. L'osmose inverse, le procédé de dessalement le plus courant est très énergivore. Cette surconsommation d'électricité engendre l'augmentation des tarifs d'eau potable.

Augmenter la production d'eau potable

Le directeur général de Métito pour l'Afrique, Karim Madwar indique que la réalisation de la future usine de dessalement de l'eau de mer et de la future centrale nécessitera un investissement global de 1,5 milliard de dollars. À travers ce projet, le consortium espère répondre aux besoins en eau des Égyptiens, aujourd'hui estimés à 114 milliards de m³ par an. L'Égypte ne dispose actuellement que de 60 milliards de m³, dont 55,5 milliards de m³ proviennent du Nil et un demi-milliard de m³ d'eau souterraine non renouvelable répartie sur plusieurs parties du désert.

Le projet devrait commencer après l'aboutissement des négociations avec le gouvernement égyptien. Il faudra également attendre pour avoir les détails sur sa durée d'exécution. Entre temps, l'Égypte envisage de lancer ce premier trimestre de 2022, un appel à financement à l'intention d'investisseurs locaux et internationaux. Le pays, à travers son fonds souverain, ambitionne de mobiliser 2,5 milliards de dollars pour la construction de 17 nouvelles usines de dessalement de l'eau de mer. Les installations qui fonctionneront à l'énergie solaire seront capables de produire 2,8 millions de m³ d'eau potable par jour.

L'Italie parie sur les premières éoliennes de Méditerranée (L'essentiel)

16 mars 2022

Les premières éoliennes de mer Méditerranée commencent à pointer au large des côtes italiennes, un symbole d'espoir pour l'Europe confrontée à une crise énergétique majeure.



Les projets offshore sont plus complexes: la profondeur moyenne des eaux méditerranéennes est bien plus élevée que dans d'autres régions comme la mer du nord. AFP

Une fois achevé, ce parc éolien situé dans les Pouilles, le talon de la Botte italienne, s'étendra devant le port de Tarente, une ville jusqu'ici connue surtout pour ses gigantesques aciéries polluantes. «C'est une grande occasion pour faire évoluer les opinions sur les renouvelables», estime Fabio Matacchiera, qui milite pour la défense de l'environnement dans cette ville où le nombre de cancers chez les enfants est bien supérieur à la moyenne nationale mais où la population s'accroche à des emplois dans l'industrie en déclin, faute d'alternative.

L'invasion russe en Ukraine lancée en février a conduit l'Union européenne à s'engager à réduire drastiquement sa dépendance au gaz russe, notamment en accélérant sa production d'énergies renouvelables. La péninsule est l'un des plus gros consommateurs européens de gaz, qui représente actuellement 42% de sa consommation énergétique. Elle importe 95% de son gaz, dont 45% de Russie. Des «investissements accélérés dans les énergies renouvelables (...) demeurent l'unique stratégie sur le long terme», a souligné le Premier ministre Mario Draghi la semaine dernière au parlement. Le pays a pour objectif d'arrêter de recourir au gaz russe d'ici 2025.

Eaux profondes et circulation dense

Alors que la guerre fait rage en Ukraine, le gouvernement italien a donné son feu vert à six nouveaux parcs éoliens terrestres, de la Sardaigne à la Basilicate (sud), tout en s'engageant à débloquer «plusieurs dizaines de gigawatts d'énergie éolienne offshore».

Les projets offshore sont plus complexes: la profondeur moyenne des eaux méditerranéennes est bien plus élevée que dans d'autres régions comme la Mer du nord, rendant les installations arrimées aux fonds marins plus complexes et coûteuses. La Méditerranée est aussi une mer où la circulation est très dense, tout en étant la plus sensible d'Europe au changement climatique. 190 turbines au large de la Sicile

L'invention des turbines flottantes a toutefois accru son potentiel. La France vient de réaliser le premier appel d'offres pour un parc éolien flottant offshore, et d'autres pays du pourtour méditerranéen comme la Grèce et l'Espagne l'envisagent aussi, selon l'association WindEurope.

Une fois achevé, le parc Beleolico de Tarente disposera de dix turbines capables d'alimenter 21 000 foyers. Renexia, la société qui gère le parc, a aussi dans ses cartons un projet de parc flottant de 190 turbines au large de la Sicile, qui pourrait alimenter en énergie 3,4 millions de familles et créer des centaines d'emplois.



AFF

Certains craignent que ce projet gâche le paysage, mais le directeur général de Renexia, Riccardo Toto, a assuré à l'AFP que les turbines seraient «pratiquement invisibles» depuis la côte. Les ministère italien de la Transition écologique a reçu 64 manifestations d'intérêt pour des parcs éoliens offshore, mais le nombre de projets tués dans l'œuf par la bureaucratie est «faramineux», selon WindEurope. À titre d'exemple, il a fallu 14 ans pour faire aboutir le projet Beleolico, qui devrait finalement être opérationnel d'ici mai.

Davide Tabarelli, professeur d'économie et président du groupe de réflexion Nomisma Energia, se dit «stupéfait» de voir le Premier ministre présenter les énergies renouvelables comme l'unique stratégie, alors que des problèmes sérieux» persistent, notamment la difficulté de stocker l'énergie éolienne. Les batteries idoines n'existent pas encore, et les parcs éoliens reliés au réseau électrique national sont tout simplement coupés quand ils produisent trop d'électricité.

Jean Castex confirme le projet de parc éolien au large de Fossur-Mer

15 Mar 2022



Les parcs d'éoliennes en méditerranée sont prévus pour 2030. Photos libres de droit.

Fin décembre, l'État et RTE avaient trois mois pour acter ou non l'appel d'offres. En déplacement dans l'Aude, ce lundi, le Premier ministre Jean Castex a donc officialisé le lancement du projet de deux parcs éoliens flottants dont un au large de Fos-sur-Mer. Situé à une vingtaine de kilomètres du rivage, le projet devrait voir le jour d'ici 2030 "sous réserve des résultats des dernières études environnementales" a précisé le Premier ministre. Une première en Méditerranée.

En début d'année les participants qui avaient pris part au débat public sur l'installation des éoliennes souhaitaient voir reporté le projet le temps d'étudier ses potentiels effets sur l'environnement. Ce report permettrait d'attendre le retour d'expérience de trois parcs pilotes prévus pour 2022 et 2023 à Port-Saint-Louis-du-Rhône dans les Bouches-du-Rhône ainsi que deux autres dans l'Aude. L'installation de ces parcs éoliens en Méditerranée, dont l'impact sur la biodiversité demeure à quantifier, intervient dans des zones classées Natura 2000 qui abritent de nombreuses espèces protégées.

6.Ressources en eau non conventionnelles

MAROC: après 3 ans de travaux, l'usine de dessalement de Chtouka entre en service (Afrik21)

1 février 2022



Le ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, Mohammed Sadiki, de retour d'une récente visite d'inspection sur le chantier de la station de dessalement de l'eau de mer de Chtouka-Ait Baha, projette la mise en service de l'installation au cours de ce mois de février 2022.

La capacité de dessalement de l'eau de mer du Maroc devrait bientôt augmenter. Le 27 janvier 2022, le ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, Mohammed Sadiki a annoncé la mise service de la station de Chtouka-Ait Baha pour ce mois de février 2022. Le projet, dont les travaux sont achevés à 98,5 % améliorera la couverture en eau potable dans le Grand Agadir.

L'usine de dessalement est construite depuis 2018 par Aman El Baraka, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). La filiale du groupe espagnol Abengoa exploitera et assurera également la maintenance de la station sur une période de 20 ans après son inauguration. Deux prises dans l'océan amèneront l'eau de mer au bassin de captage à partir duquel elle sera pompée, à l'issue d'un prétraitement vers la station de dessalement.



Visite du réseau d'irrigation du projet de Chtouka ©Ministère marocain de l'Agriculture

Le projet de dessalement vise aussi la sécurisation de l'irrigation de 15 000 hectares dans la plaine de Chtouka, une zone aride marquée par l'avancée du désert, bénéficiant à 1500 exploitations agricoles. « Le taux d'avancement du réseau d'irrigation est de 90,3 % », indique le ministre Mohammed Sadiki. Le réseau qui devrait être opérationnel en mars 2022 reposera sur cinq stations de pompage, des réservoirs, un adducteur principal de 18,4 km et un réseau de distribution de 480 km. Lire la suite...

ALGÉRIE: à Béjaïa, les autorités relancent un projet de dessalement entamé en 2018 (Afrik21)

2 février 2022



Après avoir mis une pause dans la réalisation du projet de dessalement de l'eau de mer en Tighremt, pour la recherche d'un site approprié, les autorités de la wilaya de Béjaïa annoncent la relance des travaux. La construction de la future usine sera assurée à l'Algérienne des eaux (ADE).

C'est reparti pour le projet de dessalement de l'eau de mer de Tighremt, dans la wilaya de Béjaïa, au nord de l'Algérie. Les autorités de la wilaya annoncent le choix d'un nouveau site pour la construction de la future station. Le terrain couvre une superficie de 21 hectares à Tighremt, dans la municipalité de Toudja, contrairement à l'ancien site de 14 hectares repéré en 2018. La recherche de cet espace aura mis plus de temps que prévu.

L'Algérienne des eaux (ADE) qui assurera la construction de la future usine de dessalement pourra dès à présent réaliser des études en vue du lancement des travaux. L'entreprise publique aura 36 mois à compter de la date démarrage pour livrer la nouvelle station. Selon les autorités algériennes, l'installation affichera une capacité de production de 50 000 m³ d'eau potable par jour, et pouvant atteindre 100 000 m³ par jour dans le futur.

Sécuriser l'approvisionnement en eau potable

Le ministère algérien des Ressources en eau a alloué 12 milliards de dinars algériens (plus de 76 millions d'euros) à la réalisation des différents travaux. Dans la wilaya de Béjaïa, les communes de Beni Ksila, Taourirt Ighil, Adekar, Boulimat et Amtik seront desservies à partir de la future usine de dessalement. L'ADE estime le taux de raccordement actuel des ménages de Béjaïa au réseau d'eau potable à 95 %, pour 145 m³ d'eau distribuée par jour et par personne. Les populations sont approvisionnées à partir de plus de 1000 réservoirs. Les installations stockent 221 105 m³ d'eau issus d'une station d'eau potable de 120 000 m³ par jour. L'eau brute est pompée du barrage Tichy Haf, inauguré en 2006 avec une capacité de stockage de 81 millions de m³.

À travers ce chantier, le gouvernement algérien veut également atténuer les effets du stress hydrique, engendré par la sécheresse qui touche 18 wilayas sur les 48 que compte le pays d'Afrique du Nord. Outre Béjaïa, les wilayas d'Oran (Cap Blanc), Tipaza (Fouka), Bourmedes (Cap Djinet) et El Tarf disposeront de stations de dessalement de l'eau de mer.

Saur conforte ses positions dans le domaine de la REUT (Revue EIN)

2 février 2022



© Saur

Saur a renouvelé un contrat portant sur l'exploitation d'une station de traitement des eaux usées par procédé de filtration membranaire à Nicosie en République de Chypre. La station d'épuration de Vathia-Gonia est la plus importante référence de Saur en Europe pour recycler l'eau à des fins d'irrigation agricole.

Mise en service en 2010, la station de traitement des eaux usées de Vathia-Gonia (120 000 équivalent-habitants avec une capacité de 22 000 m3/jour) a été conçue et construite par Stereau, le pôle ingénierie du groupe Saur. Remporté en 2007, le contrat global portait sur la conception, la construction et l'exploitation de l'usine. Etendu pour dix nouvelles années, ce contrat de 24 millions d'euros prévoit également la mise en œuvre d'un vaste programme de renouvellement des équipements.

La station d'épuration de Vathia-Gonia est la plus importante référence du groupe Saur en filtration membranaire mettant en œuvre le procédé Aqua-RM®, complété par une désinfection ultraviolet. Les membranes assurent une barrière physique qui retient à la fois les virus, les bactéries et les matières en suspension.

Ce partenariat avec le Sewerage Board of Nicosia permet de préserver les ressources hydriques d'une région parmi les plus exposées à la sécheresse. En l'absence de réserves naturelles d'eau et confrontée à plusieurs années de sécheresse chronique, Chypre subit un fort déficit hydrique aggravé par l'afflux touristique saisonnier que rencontre l'île (4 millions de touristes accueillis chaque année). La technologie par filtration membranaire mise en œuvre sur l'usine permet une importante économie en eau potable grâce à la réutilisation des eaux usées épurées. Cette solution permet de soulager les besoins en eau pour l'agriculture, qui représentent 70 % de la demande en eau potable de l'île.

Pour Patrick Blethon, président exécutif du groupe Saur, « ce contrat illustre notre volonté de proposer des alternatives en faveur d'une gestion durable des services et de la ressource en eau pour tous et sur tous les territoires. Face aux défis du changement climatique et de la raréfaction de la ressource, des stratégies d'adaptation doivent être mises en œuvre et notamment dans les régions soumises au stress hydrique. La réutilisation des eaux usées traitées est une avancée considérable que nous continuerons à développer ».

ÉGYPTE : Hassan Allam gagne le marché de la station d'épuration de Mallawi

3 février 2022



L'entreprise Intech remporte un nouveau contrat pour l'amélioration des services d'assainissement en Égypte. La filiale du groupe Hassan Allam Holding construira une station de traitement des eaux usées à Mallawi, une ville du gouvernorat de Minya.

En Égypte, le gouvernorat de Minya est de nouveau au centre d'un projet d'assainissement qui sera mis en œuvre dans la ville de Mallawi et les villages avoisinants. Les autorités égyptiennes ont choisi Intech pour la réalisation de ce projet. La filiale du groupe Hassan Allam Holding a pour mission d'effectuer la pose d'une conduite de refoulement, ainsi que des raccordements domestiques d'assainissement collectif dans les villages de Tuna al Jabal, Al-Muhharas, Beni Hafez, Al-Sawaha et Sheikh Shabeka.

L'entreprise construira également une station de pompage ainsi qu'une station d'épuration qui affichera une capacité de 40 000 m³ par jour, extensible à 70 000 m³ par jour dans le futur. Les nouvelles installations seront construites dans le cadre de l'initiative « Hayah Karima » pour une « vie décente » approuvée par la présidence égyptienne avec pour principal objectif de fournir aux villages les plus défavorisés un accès accru aux services de base, notamment la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement.

Une aubaine pour Intech

Lancée en janvier 2019, la première phase a couvert 375 villages à travers l'Égypte. En lançant la deuxième phase, en janvier 2021, le nombre de villages sélectionnés est passé à 1500, le nombre de bénéficiaires représentant 20 % de la population égyptienne selon l'Organisation des Nations unies (ONU). « Cette initiative est une affirmation de la volonté de l'État de mettre en œuvre une approche de planification participative en intégrant les citoyens dans la phase d'identification des besoins, ainsi que la participation du gouvernement et de la société civile dans le processus de mise en œuvre et de suivi », indique le gouvernement égyptien.

Le volet eau et assainissement de l'initiative profite bien à Intech puisqu'elle a gagné plusieurs contrats depuis son lancement. Selon sa société mère Hassan Hallam, Intech travaille actuellement sur plus de 18 projets dans le cadre de l'initiative « Hayah Karima », pour une capacité combinée de 650 000 m³ par jour. Parmi ces projets figure la construction des usines d'eau potable de West Nubaria et d'Al Azab. Ces projets permettront d'approvisionner quotidiennement 3,5 millions de personnes.

ALGÉRIE: une station traitera les lixiviats à Sidi Ben Adda d'ici fin février (Afrik21)

8 février 2022



Les autorités de la wilaya de Aïn Témouchent en Algérie fixent un délai pour l'inauguration de la station de traitement des lixiviats, issu du centre d'enfouissement technique (CET) de Sidi Ben Adda. La station devrait être réceptionnée au courant de ce mois de février 2022.

La future usine de lixiviat de Aïn Témouchent en Algérie entrera en service avant fin février 2022. Dans le centre d'enfouissement technique (CET) de Sidi Ben Adda où elle est construite, l'installation permettra de traiter les lixiviats. Il s'agit d'une fraction de liquide très concentré qui s'écoule des déchets. Ce centre et celui de Sidi Safi prennent en charge les ordures ménagères de 15 communes sur les 28 que compte la wilaya de Aïn Témouchent.

La future station traitera 80 m³ de lixiviats par heure grâce au procédé d'osmose inverse. L'eau issue de l'usine sera utilisée pour le nettoyage des équipements automobiles, notamment les engins du CET de Sidi Ben Adda, préservant la ressource en eau disponible. Les boues issues de l'usine seront déversées dans le réseau d'assainissement ou renvoyées vers le casier d'enfouissement.

D'autres stations en cours de construction

Le chantier de la station de lixiviat est achevé à 95 %. « On compte la réalisation de deux bassins, de l'abri où seront entreposés les produits chimiques et d'un casier d'enfouissement d'une capacité de 230 000 m³ », explique Boudjemâa Mohamed Amine, l'inspecteur principal à la direction de l'Environnement de la wilaya de Aïn Témouchent. Le projet permettra dans sa dernière phase l'acquisition des produits chimiques, le renforcement du câblage et l'installation d'un nouveau poste transformateur d'une grande puissance devant supporter la charge pour l'alimentation de la station de traitement des lixiviats, avant le lancement des essais pour sa mise en service. L'Agence nationale des déchets (AND) qui supervise les travaux s'occupe également de la formation de deux cadres issus de la direction de l'Environnement de la wilaya de Aïn Témouchent, qui assure la gestion des CET.

L'ensemble des travaux s'inscrivent dans le cadre d'un programme national visant la réalisation de 33 stations de traitement des lixiviats en Algérie. L'initiative lancée en 2018 par le ministère algérien de l'Environnement a déjà permis la mise en service de 24 de ces usines en Algérie. Selon le directeur de l'AND, Karim Ouamane, le but à terme est de transformer 1 million de m³ de lixiviats en eau destinée à l'irrigation ou à d'autres usages (industriel) dans le pays d'Afrique du Nord.

MAROC : Rabat veut mobiliser 220 M€ pour la réutilisation des eaux usées d'ici à 2027 (Afrik21)

11 février 2022



Le gouvernement marocain compte mobiliser 2,34 milliards de dirhams marocains (près de 220 millions d'euros) pour la mise en œuvre du Programme national d'assainissement liquide mutualisé (PNAM). Le programme vise le recyclage des eaux usées pour l'irrigation des espaces verts et des terres agricoles.

Au Maroc, le gouvernement veut réunir 2,34 milliards de dirhams marocains (environ 220 millions d'euros) au cours des cinq prochaines années auprès de bailleurs de fonds et d'autres partenaires. Les autorités du royaume chérifien investiront ces fonds dans le Programme national d'assainissement liquide mutualisé (PNAM), qui vise la réutilisation des eaux usées traitées en réponse au stress hydrique. Il s'agit de la version révisée (en 2019) du Programme national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées (PNA), lancé en 2005 pour améliorer l'assainissement et préserver les bassins hydrauliques de la pollution dans plusieurs communes.

Le gouvernement marocain table sur la fourniture de 100 millions de m³ d'eaux usées traitées aux Marocains par an, d'ici à 2027. En 2050, ce chiffre devrait passer à près de 340 millions de m³ par an, soit un taux d'épuration de 80 % au Maroc.

De l'eau pour l'irrigation

En 2020, le taux d'épuration au Maroc dépassait déjà les 50 % contre 7 % en 2006, indiquent les autorités marocaines. Ce résultat a été atteint à travers la mise en œuvre du PNA. Avec le PNAM, le gouvernement marocain veut réaliser 87 projets, dont 22 concernent l'arrosage des terrains de golf. Ce procédé est devenu courant au Maroc. Car, sur les 44 terrains de golf recensés dans le royaume, 60 % sont irrigués par les eaux usées traitées. Cette alternative se justifie par la baisse des précipitations, rendant contraignante l'irrigation des espaces verts à partir de l'eau douce.

Au Maroc, l'agriculture est également menacée par le changement climatique. Le phénomène dégrade les sols et assèche les ressources en eau, qui sont pourtant indispensables pour l'agriculture. Dans le cadre du PNAM, 65 projets de résilience seront mis en œuvre, contribuant aussi à l'atténuation du stress hydrique à travers l'amélioration de l'approvisionnement en eau. Pour approvisionner les populations en eau, le gouvernement marocain mise également sur le dessalement de l'eau de mer et la construction des barrages fluviaux. En janvier 2022, le ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka a annoncé la mobilisation de 3 milliards de dirhams marocains (environ 285 millions d'euros) pour la construction de nouvelles retenues d'eau.

ÉGYPTE: Fluence installera deux unités de dessalement pour un client industriel (Afrik21)

18 février 2022



L'entreprise américaine Fluence vient d'être choisie par une industrie basée en Égypte pour la fourniture de deux unités dédiées au dessalement de l'eau saumâtre. Fluence y fournira sa technologie Niroflex.

Le nouveau contrat de Fluence Corporation, une entreprise spécialisée dans la fourniture de solutions de traitement de l'eau, porte sur la fabrication et la livraison de deux unités de dessalement de l'eau saumâtre en Égypte. La commande a été passée par une société industrielle basée dans le pays des pharaons. Son identité n'a pas été révélée par la société américaine.

La technologie Niroflex de Fluence sera livrée avant la fin de l'année 2022. À en croire les responsables de Fluence, elle comprend des blocs pour l'osmose inverse ainsi que des blocs de prétraitement pour l'ultrafiltration et la filtration multimédia.

Une capacité de dessalement de 19 200 m³ d'eau par jour

Les deux unités Niroflex qui seront livrées prochainement en Égypte seront capables de dessaler 19 200 m³ d'eau saumâtre par jour, soit 9 600 m³ par unité. « L'installation sera éventuellement portée à environ cinq fois cette capacité », indique Fluence. Les unités compactes de dessalement permettront à la société industrielle égyptienne d'améliorer son approvisionnement en eau, à l'heure où le pays d'Afrique du Nord multiplie les initiatives pour atténuer le stress hydrique.

« Ce contrat augmente encore notre carnet de commandes 2022 pour les solutions de produits intelligents (SPS) qui était déjà 65 % plus élevé en entrant en 2022 qu'en 2021 au Moyen-Orient », se réjouit Richard Irving, le président-directeur général de Fluence. L'entreprise américaine a reçu 1,6 million de dollars pour la livraison des deux unités de dessalement de l'eau saumâtre.

À travers son partenaire local, International Co for Water Services & Infrastructure (IWSI), Fluence assurera également l'exploitation et la maintenance des futures installations. La société américaine exploite également trois usines de dessalement pour plusieurs projets immobiliers du ministère égyptien du Logement. Les trois stations mises en service en 2019 sont composées de 12 unités Nirobox SW-XL, et disposent d'une capacité cumulée de 12 000 m³ d'eau par jour.

Vaucluse: bientôt quatre nouvelles stations d'épuration (tpbm-presse.com)

21 février 2022

Le Syndicat des eaux Rhône-Ventoux réalise quatre stations d'épuration dans le Vaucluse. Chacune fait appel à une technique adaptée à son environnement.



Syndicat des eaux Rhône-Ventoux - La station d'épuration de Malemort-du-Comtat devrait être opérationnelle à partir d'avril-mai 2022.

Située chemin de la Gardiole, la nouvelle station d'épuration de Malemort-du-Comtat - chargée de remplacer l'obsolète équipement de 1973, réhabilité en 1987, sanctionné par les services de l'Etat - développera une capacité de 1 900 équivalent-habitants avec une filière de traitement à boues activées. Mise en fonction mi-janvier, pour être opérationnelle en avril-mai, la solution adoptée pour cette unité évite le traitement mécanique et chimique des boues, remplacé par un épandage dans un lit de 800 m² de roseaux. L'exploitant réalisera un faucardage de ces plantes chaque année et un curage du lit tous les 10 ans à 12 ans. L'investissement s'élève à 2 M€ TTC, financé pour 597 187 € par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Mormoiron

Toujours au pied du Ventoux, la future station de Mormoiron, route de Carpentras, adopte, quant à elle, un traitement par filtre planté de roseaux. Le <u>Syndicat des eaux Rhône-Ventoux</u> débute actuellement la phase de terrassement. Elle représente près de 90 % des travaux qui dureront huit mois. Cette unité d'un coût de 2,7 M€ TTC sera d'une capacité de 2 200 équivalent-habitants.

Althen-des-Paluds

Dans la plaine des Sorgues, à Althen-des-Paluds, l'équipe de <u>Clément Gawinak</u>, ingénieur eau potable et assainissement collectif au sein du Syndicat, budgète 2,7 M€ TTC pour remplacer la station existante par un nouvel équipement dans le quartier des Gaffins. D'une capacité de 3 500 habitants, cette unité classique à boues activées entre en phase de consultation des entreprises en vue de 12 mois de travaux lancés début 2023.

Mont Serein

Enfin, autre environnement, autre technique adoptée. Cette fois pour une partie de la station de ski du Mont Serein. Cette unité d'altitude, dimensionnée pour 200 habitants, adoptera la technique de la culture fixée pour nicher les bactéries alimentées par ruissellement sur des biodisques en polymères, solution préférée aux celles adoptant de la pouzzolane.

Son budget de 840 000 € TTC comprend également la création d'une partie du réseau de collecte. Le projet entre en phase de consultation des entreprises qui devront prendre en compte des contraintes environnementales : interdiction de travailler pendant les périodes de reproduction printanières de deux espèces protégées, un papillon, le Sphinx de l'épilobe, et la vipère d'Orsini ; suspension des travaux pendant les périodes estivales et hivernales chères aux touristes. Avec, comme autre défi, une mise en fonction pour la fin de l'année.

Le syndicat intercommunal poursuit d'autres projets comme la réalisation prochaine d'un réservoir d'eau potable de 500 m² à Aubignan.

Clermont-l'Hérault : recyclage de l'eau, la technologie membranaire de Chemdoc se déploie (Hérault Tribune Pro)

25 février 2022

Accélérer le recyclage des eaux industrielles et les eaux potables par technologies membranaires : c'est la stratégie de Chemdoc, société innovante basée à Clermont-l'Hérault.



Lauréate du concours Inn'Ovations (Ad'Occ), le 3 février, dans la catégorie 'Prix ou service du Futur', la PME Chemdoc a développé R-OASYS®, solution d'équipements de recyclage qui permet, en produisant une eau purifiée de haute qualité sans risque microbiologique, de favoriser son réemploi.

La PME se structure

Pour accélérer sa croissance, Chemdoc se structure. D'un point de vue immobilier, tout d'abord. L'entreprise vient de déposer une demande de permis pour la construction d'une nouvelle usine de production de 1 000 m², dans la zone de la Salamane. « Les travaux seront lancés sous peu. pour une livraison début 2023 », précise Salvador dirigeant. L'investissement global s'élève à 2 M€. Changement sur le plan administratif, également. Une nouvelle organisation va ainsi être mise en place, « à travers une restructuration juridique et de l'actionnariat ». Encore SARL, la société, qui emploie 20 salariés, va passer en SAS.

Cadre réglementaire et changement climatique

Il y a aussi du nouveau côté stratégie. Chemdoc proposera dès cette année une prestation inédite de recyclage au mètre cube, au travers d'un service Water as a Service (Waas), l'équivalent du Saas pour l'eau. C'est-à-dire que les équipements ne seront plus vendus, mais mis à la disposition du client, qui achètera des mètres cubes d'eau recyclée, selon ses besoins. Ces installations mobiles permettront de répondre au besoin croissant de recyclage de l'eau des industriels. « Entre évolution du cadre réglementaire et changement climatique créant des pénuries d'eau, les industriels doivent désormais vraiment recycler l'eau. On n'est plus sur du greenwashing », analyse Salvador Pérez.

La construction d'une flotte d'équipements mobiles conteneurisés est envisagée. « Il y a un besoin de solutions mobiles pour produire de l'eau potable à partir, par exemple, des canaux BRL et des fleuves. Aujourd'hui, on utilise des nappes phréatiques profondes, qui sont les plus touchées par la sécheresse », ajoute-t-il.

Le développement de cette nouvelle activité nécessitera l'actionnement de nouveaux leviers financiers, « en grande partie de l'endettement, mais aussi une levée de fonds, plutôt en 2023 », complète-t-il.

Autre marché qui s'ouvre, celui des collectivités, « avec les contraintes de qualité d'eau. La nouvelle norme européenne est plus stricte sur les micropolluants émergents, les dérivés fluorés, les traces de médicaments... Cette évolution donne de la place aux techniques membranaires ». Comme en atteste le récent marché décroché auprès d'Eau de Paris, pour le traitement des eaux de surface.

4 recrutements prévus en 2022

Le chiffre d'affaires 2021 de Chemdoc s'élève à 2,6 M€, en progression de 30 % par rapport à 2020. Après avoir doublé ses effectifs en deux ans, Chemdoc projette 4 recrutements cette année, à des postes divers : ingénieur en génie des procédés, technicien, soudeur, magasinier.

La station d'épuration du Frouzet est bientôt terminée (Midi Libre)

26 février 2022



Les travaux devraient être achevés d'ici la fin du mois de mars.



Le plan devant la chapelle condamné le temps des travaux

Le hameau Le Frouzet se voit enfin pourvu d'une station d'épuration. En effet, la création d'une station d'épuration des eaux usées est un projet qui était discuté depuis de longues années. Il était désormais devenu nécessaire de mettre aux normes les raccordements des eaux usées des maisons du centre du hameau.

Cela va être chose faite puisqu'en ce début d'année 2022, les travaux ont été lancés. Ainsi, 13 habitations vont être raccordées à la nouvelle station d'épuration. Les autres maisons du hameau, plus éloignées, sont raccordées à des équipements d'assainissements non collectifs.

Le coût de l'opération, d'un montant de 230 000 euros, est en partie pris en charge par le Département de l'Hérault pour un montant de 49 500 euros et par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse pour un montant de 98 220 euros.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup. Les travaux devraient être terminés d'ici la fin du mois du mars.

MAROC : le groupement Lantania-Atner signe pour une station d'épuration à Salé (Afrik21)

4 mars 2022



Le groupement Lantania-Atner remporte le contrat de construction d'une usine de traitement des eaux usées dans la ville de Salé, sur la côte atlantique du Maroc. Il s'agit respectivement d'un groupe de BTP (bâtiment et travaux publics) espagnol et d'une entreprise marocaine spécialisée dans le traitement de l'eau et des eaux usées.

Au Maroc, la ville de Salé est au centre d'un projet d'assainissement. Redal, la société qui gère la distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement de Rabat, Salé et Skhirat-Témara, a choisi le groupement Lantania-Atner pour la réalisation de ce projet. Lantania, un groupe de BTP (bâtiment et travaux publics), basé à Madrid en Espagne et Atner, une société marocaine spécialisée dans le traitement de l'eau et des eaux usées ont pour mission de construire une station d'épuration à Salé, sur la côte atlantique du royaume.

Le groupement dispose d'un budget de 8,9 millions d'euros pour construire la future usine. L'installation affichera une capacité de traitement de 10 000 m³ d'eaux usées par jour. Les effluents collectés auprès de 75 000 personnes seront redirigés vers la station d'épuration de Salé par un nouvel émissaire. Suivront les étapes de prétraitement et de traitement par aération biologique prolongée ainsi que l'élimination des nutriments, de l'azote et du phosphore. Lantania et Atener doteront également l'usine d'équipements pour le traitement tertiaire des eaux usées en phase finale.

La livraison de l'usine dans 18 mois

Les eaux usées traitées par la future usine seront renvoyées dans la nature, réduisant la pollution des cours et évitant la disparition de la biodiversité aquatique. La nouvelle station prendra également en charge les boues issues du traitement des effluents à travers les techniques d'épaississement et de déshydratation.

Les deux partenaires ont 18 mois pour achever le projet, à compter de la date de démarrage des travaux. La construction de l'usine de traitement des eaux usées de Salé rapprochera le gouvernement marocain de son objectif de 100 millions de m³ d'eaux usées traitées par an, d'ici à 2027. En 2050, ce volume devrait passer à près de 340 millions de m³ par an, soit un taux d'épuration de 80 % au Maroc.

MAROC: à Casablanca, 5 stations recycleront les eaux usées pour l'arrosage (Afrik21)

15 mars 2022



De nouvelles usines traiteront les eaux usées à Casablanca au Maroc. Chacune des cinq stations recycleront 1 314 m3 d'eaux usées par jour pour l'arrosage des espaces verts dans la capitale économique du royaume, ainsi qu'à Mohammedia, sur la côte de l'océan Atlantique.

Le projet dévoilé récemment par les autorités de Casablanca vise à préserver les ressources en eau conventionnelles qui s'épuisent. Outre la sécheresse, cette diminution des ressources en eau conventionnelles (eau de surface et souterraine) se justifie par l'utilisation inadéquate, notamment pour l'arrosage des espaces verts et le lavage des voies et places publiques.

Cette pratique, désormais interdite par le gouvernement marocain a ouvert la voie à d'autres alternatives dont la valorisation des ressources non conventionnelles, notamment les eaux usées traitées. Dans la ville de Casablanca, un nouveau projet recyclera les eaux usées pour l'arrosage des espaces verts situés à Al Hank, Casa Finance City, Sidi Moumen/Bernoussi, le Centre-ville et Ben M'Sik/Sidi Othman.

La fourniture de 6 570 m³ d'eau par jour

Les eaux usées traitées seront également réutilisées pour l'arrosage de la promenade maritime de la mosquée Hassan II et du Royal Golf d'Anfa, du parc de la Ligue arabe, des espaces verts longeant l'autoroute urbaine (A3), des parcs Alesco et Msik, du parc Mouley El Hassan, du jardin de la préfecture de Mohammedia (à 24 km de Casablanca), ainsi que du Royal Golf de Mohammedia, du parc du Pôle d'Anfa et des parcs Issesco et Hermitage.

Les eaux usées traitées seront issues de cinq stations d'épuration construites dans le cadre du projet. Chaque usine disposera d'une capacité de 1 314 m³ par jour, soit 6 570 m³ pour l'ensemble des installations. L'ambition du gouvernement marocain est de fournir 100 millions de m³ d'eaux usées traitées aux Marocains par an, d'ici à 2027. En 2050, cette capacité devrait passer à près de 340 millions de m³ par an, soit un taux d'épuration de 80 % dans le royaume chérifien.

Selon les autorités de Casablanca, la construction des nouvelles usines de traitement des eaux usées nécessitera un investissement de 189 millions de dirhams marocains, environ 18 millions d'euros. Un appel d'offres sera lancé prochainement pour la mise en œuvre du projet de « Reuse ». L'entreprise retenue au terme du processus aura jusqu'en 2023 pour livrer les stations d'épuration.

MAROC: Abengoa et Atner vont moderniser l'usine de dessalement de l'eau de Tan-Tan (Afrik21)

16 mars 2022



À l'issue d'un appel d'offres international, l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) du Maroc retient un consortium formé de la société espagnole Abengoa et de Atner, entreprise marocaine pour le projet de modernisation et d'extension des capacités de l'usine de dessalement des eaux saumâtres de Tan-Tan, dans la région de Guelmim-Oued Noun.

La modernisation de la station de dessalement des eaux saumâtres de Tan-Tan peut commencer. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (Onee) du Maroc a récemment désigné un consortium pour la réalisation des travaux. Il est formé de la société Abengoa, basée à Séville en Espagne et de Atner, une entreprise marocaine spécialisée dans le traitement de l'eau et des eaux usées.

Le consortium dispose d'un budget de 79,1 millions de dirhams marocains (près de 7,4 millions d'euros) mobilisé auprès du Fonds saoudien de développement (FSD) pour l'extension de l'usine de dessalement, mise en service en 2014. La station d'osmose inverse est équipée d'un canal d'adduction d'eau brute de 0,4 m de diamètre, de deux puits et de trois réservoirs d'une capacité respective de 1 500 m³, 500 m³ et 250 m³. L'installation est également dotée de deux stations de pompage et d'un canal d'injection d'eau de 33 km de long.

Renforcer l'approvisionnement en eau à Tan-Tan

Abengoa et Atner prévoient, grâce au financement de la FSD, de réaliser un ensemble de travaux au niveau de l'usine de dessalement implantée à Sehb Lharcha. Il s'agit des travaux de génie civil et l'équipement de forages, la pose de conduites d'amenés d'eau brute à partir des forages ou encore l'équipement des stations de pompage et de reprise. L'objectif est de faire « passer le débit de l'usine de Tan-Tan de 0,05 m³ par seconde à un débit final de 0,15 m³ par seconde d'ici la fin du projet », indique Abengoa.

Le consortium dispose d'un délai de 18 mois pour livrer la station de dessalement modernisée. Les travaux s'inscrivent dans le cadre du Projet de renforcement de l'adduction d'eau potable (AEP) de Tan-Tan, piloté par l'Onee. Au Maroc, l'organisme public met en œuvre plusieurs autres projets pour améliorer la couverture en eau potable des Marocains, notamment le Projet de renforcement de la production et d'amélioration des performances technique et commerciale des systèmes d'eau potable (PRPTC) ou encore le Projet de pérennisation et de sécurisation de l'accès à l'eau (PPSAE).

7. Nos membres à l'affiche

L'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) présent au séminaire MedThink 5+5 à Valence : « Le lien entre l'eau et l'adaptation au changement climatique » (EU Neighbours)

03-03-2022





À l'occasion de la troisième conférence ministérielle sur l'eau du Forum de la Méditerranée occidentale (Dialogue 5+5) le 10 mars 2022 à Valence (Espagne), convoquée sous la coprésidence espagnole du Dialogue 5+5, le réseau MedThink 5+5 de groupes de réflexion de la Méditerranée occidentale organise le séminaire thématique « Renforcer la résilience climatique en Méditerranée occidentale : le lien entre l'eau et l'adaptation au changement climatique » le 9 mars 2022.

Coorganisé par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et le Réseau méditerranéen des organismes de bassin (REMOB), cet événement vise à fournir un espace de dialogue entre décideurs politiques, experts et professionnels de l'eau des deux rives de la région de la Méditerranée occidentale pour discuter des moyens permettant d'assurer la sécurité de l'eau en s'adaptant aux impacts du changement climatique sur les ressources en eau dans la région.

Le réseau MedThink 5+5 de groupes de réflexion de la Méditerranée occidentale offre une plateforme de débat multidisciplinaire liée au Dialogue 5+5, qui contribue à la fois au renforcement du réseau et à l'intégration régionale fondée sur une approche ascendante. Depuis sa création en mai 2016, le réseau MedThink 5+5 a organisé plusieurs forums annuels et séminaires thématiques parallèlement aux conférences ministérielles du Dialogue 5+5, au cours desquels des experts de l'ensemble de la région ont analysé les facteurs qui sous-tendent le développement économique, humain et durable, ainsi que la sécurité et la stabilité en Méditerranée occidentale.

Marc Garcia, Secrétaire Général de l'IME, a présidé la session 1 « Améliorer la gestion de l'eau pour l'adaptation au changement climatique en Méditerranée occidentale » et Alain Meyssonnier, Président de l'IME, a présidé la session 2 « Renforcer la résilience au changement climatique par la connaissance et l'innovation ».

Pour plus d'informations

Communiqué de presse Programme

Agglo Hérault Méditerranée : eau et assainissement, le point sur les travaux (Hérault Tribune)

6 février 2022

Plusieurs chantiers « eau et assainissement » se poursuivent actuellement dans les communes du territoire.



(Crédit photo: Agglomération Hérault Méditerranée)

A Pomérols, ses agents ont réhabilité un **poste de refoulement situé chemin des Brougidoux**. Cette opération permet de transiter le maximum d'eaux usées vers la station d'épuration en augmentant sa capacité de transfert. Ainsi, la pollution du milieu naturel en temps de pluie sera limitée voire inexistante. Pour cela, toutes les canalisations ont été remplacées, des pompes plus puissantes ont été installées et une nouvelle armoire électrique pour effectuer la maintenance a été mise en place.

Deux opérations à Agde

Un chantier a débuté dans l'impasse Camérone à Agde. Il s'étend sur environ 120 mètres et concerne le renouvellement du réseau d'assainissement avec une douzaine de branchements d'eau potable et d'eaux usées. De plus, 7 compteurs d'eau situés dans les parcelles privées des habitants ont également été déplacés. Les travaux s'élèvent à 130 736 euros TTC et devraient durer 1 mois.

Un peu plus loin, **boulevard Saint-Christ à Agde**, une **opération de chemisage à la vapeur** a permis de réparer une canalisation endommagée. Un pompage provisoire a été mis en place afin d'assurer la continuité du service. Coût des travaux attribués à la société : **281 986 euros TTC**. Le chemisage des canalisations est une technique qui consiste à réparer les conduites depuis l'intérieur par un procédé mêlant résine et polymérisation. Elle permet d'intervenir rapidement sans avoir à casser la voirie.

Une technique insolite

D'un point de vue pratique, le chemisage nécessite la plupart du temps le détournement des effluents – qu'il s'agisse d'eaux usées, d'eaux pluviales ou d'effluents industriels. Une fois la canalisation vidée de son contenu, elle est nettoyée dans un premier temps par curage à l'aide d'un hydrocureur, un camion muni du dispositif permettant cette opération.

Ce n'est qu'après cette phase de préparation que l'on insère à l'intérieur de la canalisation à réhabiliter, par traction ou par inversion (technique de la chaussette), une gaine imbibée de résine. Une fois que cette « nouvelle peau » a été plaquée contre les parois de la canalisation existante (en veillant à ne laisser aucun espace entre le chemisage et la paroi), on la chauffe.

C'est ce qu'on appelle le procédé de polymérisation qui consiste à rigidifier la résine sous l'effet de la chaleur.

Un chiffre

2 comme la durée moyenne en heures qu'il faut pour que la résine adhère complètement à la canalisation existante et la sécurise.

source : Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée

Régie Eau d'Azur : La rive gauche du Var ne manquera pas d'eau (Nice-Matin)

L'eau. Notamment potable. C'est aussi une histoire de transition écologique logée dans le viseur de la Métropole Nice Côte d'Azur et sa régie Eau d'Azur. Tout en sécurisant la ressource en eau potable sur le territoire. Voilà qui vient d'être fait, à Castagniers avec la création du champ captant du Roguez.

13/02/2022



Au cours de la visite de l'ouvrage, au Roguez, Christian Estrosi, maire de Nice et président de la Métropole NCA et Hervé Paul, maire de Saint-Martin-du-Varet, président de la régie Eau d'Azur, ont dévoilé la nouvelle identité visuelle de la régie Eau d'Azur. Système / Nice Matin

Les enjeux? Multiples: inondation, biodiversité, changement climatique, risque de remontée du biseau salé (intrusion d'eau saumâtre ou salée dans une masse d'eau) dans le Var, limitation des consommations énergétiques en période estivale.

Zone interconnectée

La parade pour endiguer ces problématiques? Des travaux de grande ampleur en rive gauche du Var. Concrètement, il s'agit de la mise en place d'une zone interconnectée afin de substituer et compléter les ressources déficitaires par la nappe du Var. Zone caractérisée par la création du champ captant (ouvrages de captages d'eau souterraine dans la nappe phréatique) du Roguez à Castagniers. Soit 10 forages sur 4 zones dans les alluvions du Var, construction d'un bâtiment technique, du réseau d'eau potable et d'assainissement à renouveler. En outre, les travaux prévoient le renforcement du champ captant des Prairies à Nice et le renforcement des capacités de secours et de stockages sur Nice, La Trinité et Villefranche-sur-Mer.

Monaco aussi

Ce n'est pas tout: lors des périodes de plus fortes consommations, la Métropole alimente la Communauté d'agglomération de la Riviera française et la Principauté de Monaco à hauteur d'un droit d'eau représentant près de 45% de toute l'eau acheminée et produite par la Métropole à l'est de Nice.

TUNISIE: L'ONAS lance un appel d'offres pour une station d'épuration à Khelidia (Afrik21)

16 février 2022



L'Office national de l'assainissement (ONAS) lance un appel d'offres international pour l'étude, l'exécution des travaux et la mise en service d'une usine de traitement des eaux usées dans la municipalité de Khelidia, dans le gouvernorat de Ben Arous en Tunisie. Les sociétés intéressées ont jusqu'au 12 avril 2022 pour soumettre leurs offres.

Le gouvernement tunisien veut améliorer les services d'assainissement dans le pays. L'Office national de l'assainissement (Onas), qui assure la gestion de ce secteur met en œuvre le projet de construction de la station d'épuration de Khelidia qui fait actuellement l'objet d'un appel d'offres international. L'organisme public veut recruter une entreprise qui se chargera de l'étude de faisabilité, de la construction de l'usine et de sa mise en service dans le gouvernorat de Ben Arous, au nord-ouest de la Tunisie.

La station de Khelidia sera capable de traiter en moyenne 72 810 m³ d'effluents par mois, soit 2 427 m³ par jour. Les eaux usées traitées seront renvoyées dans la nature, réduisant la pollution et la propagation des maladies d'origine hydrique. L'entreprise retenue construira également un système de transfert des eaux usées traitées.

Le financement de la Berd et de la BAD

Les entreprises intéressées par l'appel d'offres ont jusqu'au 12 avril 2022 pour se manifester. L'appel à manifestation d'intérêt fait suite à l'avis général de passation de marché pour le projet, publié le 4 février 2022 par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd).

L'Onas a l'intention d'utiliser une partie des prêts de la banque européenne et de la Banque africaine de développement (BAD), débloqués dans le cadre de la phase I du Programme d'assainissement des petites villes de moins de 10 000 habitants (PAPC-I) pour financer la construction de la future station d'épuration de Khelidia. Le programme vise l'amélioration des services d'assainissement dans 33 communes de moins de 10 000 habitants, réparties dans 19 gouvernorats de Tunisie à travers la pose de 800 km linéaires de réseaux de transfert primaire et secondaire, la construction de 24 usines dédiées au traitement des eaux usées et la construction de 30 stations de pompage.

Grand Entretien avec Renaud Muselier, Président de la REGION SUD PACA: « Nous sommes tous conscients de l'urgence d'agir » (Destimed)

10 février 2022

Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, président délégué de Régions de France revient sur le "Forum des Mondes méditerranéens" - « co-construit avec la région sur de nombreux aspects »- qui vient de se tenir à Marseille les 7 et 8 février. Occasion pour le président de Région d'évoquer les enjeux inhérents à l'espace méditerranéen, l'urgence d'y répondre. Il décline les différentes initiatives, dresse un bilan de ce qui a déjà été mis en place, insiste sur cette ambition commune qui est de « répondre aux défis de la Méditerranée à l'horizon 2030 ». Il précise encore que la prochaine édition de Méditerranée du futur ne manquera pas de faire écho aux conclusions du Forum des Mondes Méditerranéens.



Renaud Muselier asssure que "la région Sud est devenue un lien essentiel entre Europe et Méditerranée" ©Destimed

Destimed: Qu'attendiez-vous de ce Forum, alors que les enjeux inhérents à l'espace méditerranéen, notamment sur les plans environnemental et économique, deviennent de plus en plus forts?

Renaud Muselier: Ce Forum des Mondes Méditerranéens, qui été co-construit avec la Région sur de nombreux aspects, s'inscrit dans le prolongement du Sommet des Deux Rives, une dynamique complémentaire de la Méditerranée du Futur que nous avons voulue dès 2017. Nous avons tous une ambition commune, celle de répondre aux défis de la Méditerranée à l'horizon 2030. Aussi la question n'est pas tant ce que j'attendais de ce Forum, mais ce que j'attends en général de ces initiatives: du concret, du tangible, des projets et des solutions pour les réaliser. Les deux sujets que vous évoquez sont clefs. Aujourd'hui, alors que le monde souffre, que la planète souffre, que les habitants de nos régions et pays souffrent d'une épreuve sanitaire sans pareille, notre responsabilité collective est engagée pour préserver et faire rayonner l'écrin qui est le nôtre.

Regardons quelques mois en arrière. Qui parmi les pays méditerranéens n'a pas vu des pans entiers de son territoire ravagé par les flammes? 8 000 hectares chez nous au-dessus de Saint-Tropez, 90 incendies en Kabylie, 120 000 hectares pour toute l'Algérie, 18 000 hectares en Macédoine du Nord, 1 500 hectares au Liban, 4 000 hectares en Israël, 6 000 à Chypre, 170 000 en Turquie... l'égrainage est sans fin. Plus largement, c'est toute notre Méditerranée qui a brûlé. Et je peux reproduire cette démonstration avec les inondations ou l'érosion du trait de côte.

Face à une telle situation, nous pouvons tenter de chercher des responsables, de désigner des coupables... C'est le meilleur moyen de ne rien faire. Je préfère me focaliser sur la solidarité qui nous a liés, sur la puissance du dispositif RescEU, sur les solutions nouvelles à trouver ensemble. Nous sommes tous conscients de l'urgence d'agir. Après les sommets internationaux, les cris d'alarme scientifiques, les mises en garde citoyennes, il est temps d'avancer sur de vraies solutions. Le changement climatique conditionne la pérennité de toute vie en Méditerranée. C'est un engagement commun qui nous rassemble là où tant de sujets pourraient nous diviser.

Mais pour faire bouger les lignes notamment en matière d'économie il faut savoir mobiliser les bons outils financiers. Nous y avons consacré 5 heures d'échanges lundi entre porteurs de projets et une trentaine d'investisseurs. Ce sont 12,6 Milliards de projets qui ont été présentés à notre Club des Investisseurs de la Méditerranée dont les membres viennent de Casablanca, de Prague, de Bruxelles, d'Addis-Abeba, de New York, et qui représentent plus de 1 140 milliards de fonds sous gestion qui pourraient accompagner chacun de nos projets.

Vous affichez l'ambition de voir la région, en 2030, devenir le centre nerveux de la Méditerranée, comment avancer dans ce sens ?

La région Sud est devenue un lien essentiel entre Europe et Méditerranée, un constat géographique, culturel et économique. Depuis 2017 nous n'avons pas ménagé nos efforts pour donner vie à cette « Méditerranée des projets ». Notre stratégie euro-méditerranéenne a été l'incarnation de la capacité à bâtir ensemble des projets concrets, opérationnels, utiles pour nos concitoyens.

Je voudrais avant tout replacer le contexte. Il serait de bon ton de limiter le recours à l'abus de langage qui voudrait que la Méditerranée se résume à 2 rives! Si nous étions un océan ça se saurait ... nous sommes un continuum, comme autant de traits d'union du Liban à l'Espagne, de l'Égypte à l'Albanie. Ce raccourci de langage malheureux, même s'il présente le confort d'une facilité d'utilisation, restreint l'analyse de notre espace.

Nos destins sont nécessairement communs et liés. Il n'y a pas d'un côté le destin de chacun et de l'autre le destin de tous. Il n'y a que le destin de ces millions d'hommes et de femmes, habitants de la Méditerranée, qui nous ont fait l'immense honneur de le placer entre nos mains. Nous responsables d'exécutifs locaux.

Le constat est assez simple. Nous sommes tous sous l'ombre portée de divers enjeux : démographique, énergétique, religieux, politique, sanitaire et au premier chef climatique. Tous rendent obsolète l'organisation Westphalienne de la coopération. Nous vivons une remise en cause du concept de frontière nationale que l'actuelle pandémie de Covid n'a fait d'exacerber. La principale caractéristique de ces enjeux est d'ignorer les frontières, nous poussant à une nécessaire coopération accrue, forte et résiliente, avec une intégration régionale puissante.

Nos territoires doivent devenir les timoniers d'une nouvelle diplomatie économique mais également politique, culturelle et environnementale. Toujours complémentaire de celle de l'État jamais concurrente. Si la diplomatie est une compétence régalienne des États et a vocation à le demeurer, nos collectivités ont un rôle à jouer pour les accompagner, les compléter et être à leurs côtés. Car elles permettent un dialogue facilité là où il n'est parfois plus possible. Nous sommes la clef de l'accélération.

Marseille- de par sa situation géographique, son histoire, sa population- a un rôle particulier à jouer... comment lui permettre de le jouer ? Qu'attendre de la France, de l'Europe ?

Quand on grandit au cœur de cette cité Marseillaise, que l'on y vit depuis toujours et pour toujours, que l'on se construit au contact de ces hommes et de ces femmes originaires du monde entier, on ne peut pas être insensible à cette mer qui fait partie de nous bien au-delà d'un simple élément de décor : la Méditerranée.

Je crois fondamentalement que l'Histoire de cette ville, ses racines grecques et sa géographie, lui confèrent un rôle clé. Grand port méditerranéen, elle est le lieu par lequel la France s'ouvre vers le Sud et vers le Moyen-Orient. Les échanges humains et commerciaux qui ont participé à son développement en font une interface majeure de l'Europe occidentale. Cette position exceptionnelle fait de Marseille, la dépositaire d'un héritage riche de plusieurs millénaires sur lequel nous devons nous appuyer pour construire l'avenir du bassin méditerranéen.

Dès 2017, nous avons porté l'ambition de faire de Marseille et de la région Sud, le cœur battant de la coopération euroméditerranéenne. Avec Méditerranée du Futur, nous avons réactivé et consolidé un réseau de collectivités locales de la Méditerranée, engagées pour construire ensemble notre avenir. Depuis quatre éditions, nous nous sommes mobilisés sur les problématiques liées au changement climatique, à la jeunesse, au développement économique ou dernièrement sur la gestion des pandémies. Je veux ici remercier Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères qui a toujours été à nos côtés. Le soutien de la France et de l'Europe est indispensable pour assurer le succès de cette entreprise.

En faisant de Marseille, la Ville d'accueil du Sommet des Deux Rives, en 2019, la France s'est engagée dans cette démarche qui aboutit aujourd'hui au Forum des Mondes Méditerranéens. Et, un mois plus tard, c'est l'Europe qui vient à notre rencontre avec l'organisation du Sommet des Régions et des Villes. Ensemble, nous devons tout mettre en œuvre pour qu'à l'issue de ces deux rendez-vous majeurs, Marseille soit reconnue comme une capitale euroméditerranéenne incontournable.

Les messages passés durant ces deux jours que ce soit par l'État Français par la voix du Président Emmanuel Macron ou par l'Europe via le commissaire Varhelyi sont dimensionnants. Un Appel à Projets de 3 Millions d'euros porté par l'AFD, un fonds de 100 Millions d'Euros dédié à la diaspora méditerranéenne en France pour porter des projets avec leurs pays d'origine. 30 Milliards d'euros entre l'Europe, la BEI et la BERD pour porter le nouvel agenda méditerranéen de l'Europe. Autorité de gestion du Programme Interreg Euro-med, la Région dont la démarche de gouvernance a été labellisée par l'Union pour la Méditerranée prendra toute sa part.

Quelle sera l'articulation entre ce Forum et l'acte V de « Méditerranée du futur »?

Nous avons été largement partie prenante dans l'organisation du Forum des Mondes Méditerranéens qui s'inscrit dans la continuité de notre engagement de longue date en faveur de la Méditerranée. La Région Sud et l'événement « Méditerranée du Futur », lieu reconnu de la réflexion et de l'action de nos territoires en faveur de la Méditerranée, constitue désormais un rendez-vous international incontournable. D'ailleurs, à chacune des étapes de la Méditerranée du Futur, nous avons pu compter sur l'appui de l'État. A chacune des étapes de la Méditerranée du Futur, l'État a pu compter sur notre détermination à faire avancer un projet euroméditerranéen tourné vers l'avenir. Quand on a la conviction d'un destin commun, on se donne les moyens de l'accomplir. De 2017 à 2019, ce sont plus de 3 600 participants qui sont venus assister à cette rencontre rassemblant exécutifs des territoires, chercheurs, entrepreneurs, représentants de la société civile et de la jeunesse. En 2020, la 4e édition entièrement digitalisée a suscité plus de 19 000 connexions en ligne. En 2022, nous poursuivrons donc cette dynamique collective autour d'une 5e édition qui ne manquera pas de faire écho aux conclusions du Forum des Mondes Méditerranéens.

Marseille. Forum des mondes méditerranéens - Entretien avec Christophe Madrolle: « l'urgence de répondre aux enjeux climatiques » (Destimed)

7 février 2022

Christophe Madrolle, conseiller régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur, président de la commission biodiversité mer, littoral, parcs régionaux, risques, insiste sur l'importance de répondre aux enjeux climatiques en Méditerranée, rappelle les actions de la Région en la matière et insiste sur l'importance de la coopération internationale. Entretien.



Christophe Madrolle rappelle l'importance de la coopération internationale pour répondre aux enjeux climatiques en Méditerranée ©DR

Destimed : Quel est pour vous l'enjeu essentiel de ce Forum des mondes méditerranéens ?

Christophe Madrolle: La question de la protection de la mer Méditerranée, de sa biodiversité, de son littoral, est une obsession permanente pour moi et elle est nourrie par la publication de nombreux rapports. Comment songer à son futur si nous n'agissons pas dès maintenant pour la préserver? Comment ignorer que la pollution, le réchauffement climatique, ont des enjeux environnementaux, sociaux, économiques? Comment ignorer qu'il est tard, qu'il est plus que jamais urgent de réduire le réchauffement climatique mais qu'il est là et qu'il va empirer. La hausse moyenne du niveau de la mer en Méditerranée devrait s'accélérer d'ici 2100 principalement à cause de la dynamique du système océanique mondial et de la calotte glaciaire. Vers 2100, le niveau moyen de la mer dans le bassin sera vraisemblablement de 37 à 90 centimètres plus élevé qu'à la fin du XXe siècle. Dans les systèmes côtiers, la hausse du niveau de la mer impactera la plupart des infrastructures, les aquifères, les cultures côtières... Les villes côtières sont particulièrement touchées. Si nous ne faisons rien pour la Méditerranée c'est nous, nos territoires, notre art de vivre... que nous mettons en danger.

Vous êtes élu au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, quelles sont les initiatives de la Région sur cette thématique ?

La Région accompagne les initiatives visant à enrichir les connaissances sur les écosystèmes marins et littoraux, ainsi que les politiques de gestion du milieu marin dans un but de préservation, de réhabilitation et de valorisation de la biodiversité marine. Sans oublier la protection des zones humides (Camargue par exemple).

Nous avons plusieurs actions phares dont le projet « Posbemed2 » qui vise à accompagner les collectivités dans la gestion des banquettes de posidonies sur les plages de Méditerranée. Il s'agit de développer une approche plus durable du tourisme balnéaire en minimisant l'impact des activités humaines sur les écosystèmes côtiers en général et la posidonie en particulier. Les écosystèmes littoraux et les sociétés méditerranéennes sont parmi les plus menacés de la planète.

Avec le vote du Plan Climat, le territoire régional est en marche pour préparer son adaptation. Cela passe par un approfondissement des connaissances et des retours d'expériences, par une amélioration de la capitalisation des données, de leur valorisation et de leur diffusion auprès des décideurs locaux et des citoyens. Je rappelle que la Région a fait de la thématique « adapter les littoraux au changement climatique », une des priorités de son Plan Climat 1 et 2. Sur la période 2021- 2026, 20 millions d'euros seront investis pour répondre à cet enjeu majeur avec comme objectif de réduire la vulnérabilité des territoires côtiers à la submersion et à l'érosion tout en maintenant la naturalité du trait de côte.

L'urgence et là, seul on ne pourra y faire face, comment fédérer?

Face à l'urgence de la situation climatique en Méditerranée, la Région a placé au cœur de sa politique de coopération internationale, les enjeux climatiques et environnementaux. Pour son opérationnalité, l'Institution a utilisé plusieurs leviers d'actions efficaces et concrets : lancement de Méditerranée du Futur dont le premier volet a concerné l'environnement ; introduction de la priorité « environnement » dans les accords de coopération ; lancement de deux appels à projets sur les thématiques environnementales dans le cadre de projets de coopération décentralisée (MED Climaaat et 3E) ; mobilisation de l'ensemble des gouvernements locaux de la Méditerranée aux côtés de la France et de l'Europe pour relever le défi du changement climatique.

NICE : Inauguration des travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la rive gauche du Var

9 février 2022



Inauguration des travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la rive gauche du Var et dévoilement de la nouvelle identité visuelle de la Régie Eau d'Azur.

Dans le cadre des ambitieux objectifs de transition écologique visés par la Métropole Nice Côte d'Azur et sa Régie Eau d'Azur, une stratégie durable de sécurisation de la ressource en eau potable est menée sur l'ensemble de notre territoire, et même au-delà :

Ces travaux participent à la création d'un maillage solidaire à l'échelle métropolitaine, et au-delà, de nos ressources naturelles notamment de l'eau potable :

- Le renforcement du champ captant des Prairies, à Nice
- La restructuration du réseau potable sur la route de Turin à Nice et le boulevard Riba Roussa à La Trinité
- L'extension du réservoir Saint-Michel à Villefranche-sur-Mer
- Et la création du champ captant du Roguez, à Castagniers

Ces travaux structurants, d'un montant de 15 000 000€, sont menés par la Métropole Nice Côte d'Azur et sa Régie Eau d'Azur avec le soutien de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, à hauteur de 3 800 000€.

A l'occasion de cette visite, Christian Estrosi, Maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président délégué de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Hervé Paul, Président de la Régie Eau d'Azur, dévoileront la nouvelle identité visuelle de la Régie Eau d'Azur.

En effet, depuis le premier janvier dernier, la Régie assure la gestion de l'Assainissement métropolitain lui permettant d'exercer la compétence stratégique de tout le cycle de l'eau sur la Métropole.

MAROC : L'ONEE accélère les chantiers d'eau potable et d'assainissement avec 495 M€

23 février 2022



Le gouvernement marocain approuve un budget de 5,3 milliards de dirhams marocains (près de 495 millions d'euros) présenté par <mark>l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE)</mark> le 16 février 2022. Ce budget servira à sécuriser l'approvisionnement en eau potable et au traitement des eaux usées au Maroc.

À l'issue du récent Conseil d'administration de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) au Maroc, le Chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch a validé un projet d'investissement de 5,3 milliards de dirhams marocains (environ 495 millions d'euros) pour l'eau potable et l'assainissement en 2022.

L'entreprise publique met en œuvre plusieurs projets dans le royaume chérifien. Une partie de son budget servira à poursuivre les projets d'approvisionnement en eau potable en cours au Maroc. Ce qui permettra de porter la capacité de production de l'ONEE à 7,35 millions de m³ par jour, sécurisant la desserte des populations. « Pour atteindre cet objectif, il est prévu en 2022 la construction de nouvelles installations pour une capacité de production attendue de près de 1,343 million de m³ et l'équipement d'un débit supplémentaire de 561 600 m3 d'eau potable par jour », indique l'ONEE. Dans le pays d'Afrique du Nord, la gestion des eaux usées est également au centre de toutes les attentions.

Le traitement des eaux usées face à la pollution

L'ONEE utilisera l'autre partie de son budget pour améliorer la gestion des eaux usées (domestiques, minières, agricoles, pétrolières...) dans les villes du Maroc. Ainsi, 14 stations d'épuration seront construites dans le royaume chérifien en 2022. Si cette solution présente un avantage majeur pour le gouvernement, c'est d'abord parce qu'elle permettra de mieux préserver les ressources naturelles qui sont polluées au quotidien par ces effluents.

Les futures usines seront capables de traiter, au moment de leur mise en service, 41 382 m³ d'eaux usées par jour. Les eaux usées traitées seront renvoyées dans la nature réduisant les risques sur les écosystèmes. Ces installations viendront soutenir celles existantes. En fin 2020, l'ONEE disposait déjà de 119 stations d'épuration d'une capacité globale de 450 405 m³ par jour. Au Maroc, le gouvernement préconise également la valorisation des effluents pour les activités consommatrices d'eau comme l'agriculture ou pour la réalimentation des nappes face au stress hydrique. Autres utilisations possibles, l'arrosage des espaces verts et d'autres usages industriels.

Hérault : mise en place des services Eau du Bas Languedoc (Hérault Tribune)

4 mars 2022

Depuis le 1er janvier 2022, Eau du Bas Languedoc est le nouveau distributeur du service public d'eau potable des 21 communes du Syndicat du Bas Languedoc. Les services se mettent en place.



Cette Société d'Economie Mixte à Opérateur Unique (Semop) est une première en France dans un service public essentiel. Le 5 janvier dernier, elle a été officiellement lancée en présence de Yves Michel, président du Syndicat du Bas Languedoc et de la Semop, Marc Coustol, directeur du Syndicat, Laurent Sulkowski, Directeur de la Semop, et Antoine Bréchignac, directeur régional Suez eau France Occitanie.

Ce qui est déjà opérationnel

Le site internet est en ligne avec toutes les informations et démarches expliquées : https://eaudubaslanguedoc.toutsurmoneau.fr/. Une page Facebook a été créée afin de diffuser des informations pratiques en temps réel. L'opérateur a également mis en place un compte sur l'application Illiwap. Et enfin One Connect Coach est opérationnel afin de permettre aux usagers de suivre en temps réel sa consommation et de se rendre compte de ce qui consomme le plus.

Côté facturation

Les abonnés ont reçu en janvier/février une facture de clôture de compte de l'ancien opérateur Suez. La prochaine facture sera envoyée courant du mois de mars, et concernera les abonnements de janvier et février avec le nouvel opérateur (Eau du Bas Languedoc). Les usagers doivent d'ailleurs effectuer une démarche pour permettre de réenregistrer leur mode de règlement. Enfin, courant avril/mai se mettra en place le système de facturation normale : les consommations des mois passés et l'abonnement des mois à venir. Ainsi dès 2023, ce sera 2 factures par an que les usagers recevront.

SUEZ, un comité exécutif resserré (Revue EIN)

10 mars 2022



A la tête du comité exécutif de Suez en tant que directrice générale, Sabrina Soussan s'entoure de six membres, témoignant d'une volonté de s'appuyer sur des profils divers.

Trois nouveaux membres rejoignent Ana Giros, Maximilien Pellegrini ainsi que Philippe Andrau, respectivement en charge de l'international, de la France et des affaires juridiques, au sein du comité exécutif de Suez, piloté par Sabrina Soussan :

- Thomas Devedjian, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (IEP Paris), de HEC Paris et de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), est nommé directeur financier, à compter du 1er mai 2022. Directeur financier du groupe Eramet depuis 2016, il a commencé sa carrière au ministère des Finances, avant de devenir directeur adjoint des investissements chez Eurazeo (2006-2009), et de rejoindre ensuite le FSI, intégré ultérieurement à Bpifrance dont il a été membre du comité exécutif.
- Frederick Jeske-Schoenhoven, directeur de la stratégie et de la transformation du groupe dormakaba depuis 2021, a rejoint Suez en tant que directeur de la stratégie, de la communication et du développement durable, à compter du 1er février. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (IEP Paris), de HEC Paris et de l'École Nationale d'Administration, il a commencé sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances, au FMI puis à la Banque Mondiale et occupé différentes fonctions au sein du groupe Siemens depuis 2012.
- Laurent-Guillaume Guerra, directeur des ressources humaines de Suez pour la France rejoint le comité exécutif à compter du 1er avril 2022 et devient directeur des ressources humaines du groupe. Arrivé chez Suez en 2015, ce diplômé de Sciences Po Strasbourg et de l'EM Lyon a commencé sa carrière chez Alstom, puis intégré en 2002 Arcelor Mittal dont il rejoint la DRH en 2006, avant d'en devenir DRH France en 2011.

Interview d'Alain Meyssonnier, Président de l'Institut Méditerranéen de l'Eau: « Il est essentiel de diversifier les ressources en eau » (La Tribune Région Sud)

18 mars 2022

L'INVITÉ ECO - Enjeu majeur des pays méditerranéens, ressource sensible mais au potentiel infini, liée à l'énergie et à l'hydrogène, notamment, l'eau est le sujet central de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), basé à Marseille. Qui collabore avec d'autres acteurs de la filière et qui défend l'innovation comme la brique indispensable pour répondre à toutes les demandes, comme l'explique son président.



(Crédits: DR)

Revoir l'interview en vidéo

Il se présente comme le réseau des réseaux de l'eau en Méditerranée, née en 1982 à Rabat, installé à Marseille et il joue un rôle éminemment stratégique dans le sujet de l'eau en Méditerranée. Pas forcément connu du grand public, l'Institut Méditerranéen de l'eau, regroupe les maîtres d'ouvrage, les opérateurs publics et privés, les entreprises, les startups et les des experts. « Tous travaillent ensemble sur l'optimisation de la gestion de la ressource en eau. C'est une initiative unique ». L'un des sujets primordiaux concerne la gestion de la demande, « de plus en plus forte notamment dû au développement démographique » mais qui concerne aussi beaucoup ce qui relève de l'agriculture, ce secteur représentant à lui seul, 70% à 80% de la demande, suivi de l'industrie, du tourisme et de l'urbain.

L'enjeu de l'industrie et de l'agriculture

« Il faut travailler sur l'amélioration des réseaux, sur les pertes en eau, intéresser les industriels », indique Alain Meyssonnier.

L'eau qui ne se départie pas d'une certaine dimension liée à l'énergie. Pour le président de l'IME c'est « même combat. Transition énergétique, transition hydrique. Mix énergétique, mix hydrique ».

Un combat qui va être mené de pair avec l'Observatoire méditerranéen de l'énergie., avec lequel un rapprochement partenarial est en cours « L'alliance eau-énergie existe depuis longtemps. Le congrès mondial des barrages se tiendra fin mai à Marseille et cela permettra d'aborder le sujet de l'hydro-électricité. Il faut développer les barrages intelligemment, leur donner une dimension multi-usages. C'est par exemple, quand ils sont conçus pour l'irrigation, voir comment ils peuvent être transformés pour de l'hydro-électricité et vice-versa. Nous avons, sur le territoire, le lac de Serre-Ponçon qui cumule toutes les compétences, y compris touristique », note Alain Meysonnier. Ce qui peut donc servir d'exemple à dupliquer.

D'autres sujets concernent l'eau et pas des moindre, notamment l'hydrogène qui « ne peut pas se faire sans eau », ce qui place la question de l'énergie sur un volet innovant.

Ajouter une brique innovation

L'innovation qui constitue une partie de la réponse face aux besoins et à la demande. « Il faut diversifier les ressources en eau, travailler sur la demande certes mais aussi sur ces nouvelles ressources comme le dessalement ou la réutilisation des eaux usées. Une fois traitées, elles retournent à la mer. Un nouveau décret vient de paraître et concerne l'utilisation des eaux usées traitées en France, ce qui n'était pas considéré avant ».

La collaboration se fait aussi avec le pôle Aqua-Valley, le pôle de compétitivité, basé à Montpellier et avec lequel des journées de rencontres sont programmées.

Car c'est bien de l'intelligence collective que naîtront les idées et les solutions.

Un acteur économique chaque semaine

Pour rappel, depuis ce début novembre, <u>La Tribune</u> et <u>BFM Marseille</u> s'unissent pour proposer chaque semaine une chronique éco, baptisée Marseille Business, qui décrypte l'économie du territoire, ses enjeux, ses défis, les réussites et les problématiques. Tous les mardis, un invité vient apporter son éclairage sur une thématique précise.

La chronique est animée par Sophie Hebrard pour BFM Marseille et Laurence Bottero, rédactrice en chef du bureau Provence Alpes Côte d'Azur du quotidien économique La Tribune.

BFM Marseille Provence: canal 30 de TNT Régionale, les box canal 284/516 (SFR), 375 (Orange), 362 (Bouygues), 916 (Free), sur <u>bfmmarseille.com</u>, en replay sur la plateforme gratuite VOD "RMC BFM PLAY" et l'application dédiée à télécharger.

Un nouveau plan "Eau" pour l'Occitanie (Source : La Région)

25 mars 2022

Le nouveau Plan régional Eau a vocation à sécuriser en Occitanie la ressource en eau tant en quantité qu'en qualité. Un enjeu majeur. Présentation.



Le Plan Régional Eau a pour objectif de préserver la ressource en eau, notamment lorsque les nappes sont à leur plus bas niveau

L'eau, ce bien précieux qu'il faut impérativement préserver. Voilà pourquoi, en cohérence avec <u>l'Entente pour l'Eau</u>, la Région renforce son implication avec un nouveau plan régional. [1]. En Occitanie, la ressource en eau est soumise à forte pression. Dans les périodes d'étiage, à savoir quand les cours d'eau et les nappes sont à leur plus bas niveau, le déficit quantitatif est de l'ordre de 160 à 180 millions de m3. Or, à cette raréfaction s'ajoute le risque d'une dégradation importante de la qualité de l'eau, due à une température excessive ou à la présence de pesticides ou de nitrates, susceptible de restreindre la disponibilité de certaines réserves dans un contexte déjà tendu...

Et sans modification de nos pratiques, le déficit quantitatif entre besoins et ressources disponibles devrait augmenter considérablement dans les prochaines décennies.

Garantir à tous un accès durable à l'eau



Dès 2018, la Région s'est engagée sur un accès durable à l'eau, pour tous ses habitants

Face à ces défis, la Région a tôt fait de prendre les devants. Pour garantir à tous ses territoires l'accès durable à l'eau, préserver la santé de ses habitants, la qualité de leur environnement et le bien-être collectif, elle s'est dotée dès 2018 d'un <u>Plan d'intervention régional pour l'eau</u>, complété depuis par la mise en place du <u>Pacte vert pour l'Occitanie</u> et du <u>Plan d'Adaptation Régional au Changement Climatique</u>.

En parallèle, la Région a donné naissance en 2018 à <u>l'Entente pour l'eau</u>, en association avec les services de l'État, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'Agence de l'eau Adour-Garonne et le Comité de Bassin Adour-Garonne, un partenariat unique en France, destinée à répondre aux défis lancés par le changement climatique.

Le nouveau Plan Régional Eau s'inscrit précisément dans ce sillon. Il a pour but de mieux prendre en compte la gestion de l'eau à tous les niveaux : dans l'élaboration des projets d'aménagement comme dans l'usage quotidien de cette ressource, tant dans les activités économiques que le cadre privé. Sont de ce fait concernés les collectivités, les acteurs économiques et l'ensemble des citoyens.



Le réseau d'irrigation de la vigne de Maraussan (Hérault)

Le nouveau Plan Régional Eau vise ainsi à favoriser la solidarité entre les différents usages, accentuer l'effort sur les économies d'eau, soutenir l'agroécologie, développer des solutions fondées sur la nature telles que la rétention d'eau ou la lutte contre l'évaporation, intégrer l'enjeu de la gestion et la préservation de l'eau dès la conception des projets et miser sur l'innovation pour développer de nouvelles solutions écologiques dans la réutilisation des eaux usées, la recharge de nappes...



En outre, la Région optimisera le Réseau Hydraulique Régional avec l'ambition d'en faire une vitrine de la gestion durable de l'eau. Autre volet important : elle renforcera l'ingénierie qu'elle met au service de tous ses territoires en matière de gestion de l'eau. Les actions qui seront engagées avec ce nouveau plan poursuivent donc un même objectif : sécuriser en Occitanie la ressource en eau tant en quantité qu'en qualité. Un enjeu majeur.

[1] La définition et l'élaboration du plan régional Eau associent <u>la Société d'aménagement</u> régional BRL et <u>la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne</u>, ainsi que les deux Agences de l'Eau <u>Adour-Garonne</u> et <u>Rhône-Méditerranée-Corse</u>

Ana Giros : « SUEZ a des innovations à partager pour la gestion de l'eau en Afrique » (Afrik21)

29 mars 2022



Après les remous liés à l'arrivée de nouveaux actionnaires, SUEZ veut désormais se concentrer sur le développement de ses activités à l'international et notamment en Afrique. Partenaire historique avec des usines d'eau et d'assainissement construites dans la plupart des capitales africaines, c'est en tant qu'acteur clé que SUEZ participe à la 9e édition du Forum mondial de l'eau qui se déroule dans la capitale sénégalaise Dakar. Pour Ana Giros, sa directrice générale déléguée en charge de l'international, SUEZ a des innovations à apporter et à partager pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique.

Jean Marie Takouleu : La cession du « nouveau Suez » par Veolia au consortium d'investisseurs réunissant Meridiam, Global Infrastructure Partners (GIP), la Caisse des Dépôts et CNP Assurances, a été finalisée début février 2022. Qu'est-ce que cela va changer concrètement pour SUEZ ?

Ana Giros: Le 1^{er} février 2022, Meridiam, GIP, la Caisse des Dépôts et CNP Assurances ont effectivement racheté une partie de l'ancienne SUEZ notamment les activités en France, Asie, Inde, Australie et Afrique. Dans ce nouvel ensemble, il est important de souligner que toute la chaîne de valeur, toutes les expertises techniques ont été conservées. On parle de 35 000 collaborateurs, neuf centres de recherche et de développement (R&D) et près de 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Donc c'est un ensemble assez cohérent qui garde toutes les capacités d'innovations, sous la houlette de quatre investisseurs qui ont envie de faire grandir SUEZ. C'est un groupe qui a 160 ans d'histoire et beaucoup de savoir-faire. C'est une nouvelle page de l'histoire qui commence.

Comment évoluera le groupe SUEZ à l'international, par rapport à sa présence historique ?

À l'international, on est sur un marché en croissance exponentielle, en particulier en Afrique où les besoins sont énormes. Il y a bien sûr les besoins d'infrastructures, mais il y a aussi des besoins en termes de qualité de service, de digitalisation et de performances des réseaux. Aujourd'hui tout le monde a besoin d'être accompagné sur la partie transition écologique au sens large localement, mais aussi sur la question de l'eau qui doit s'accélérer dans les prochaines années partout sur la terre. Donc à l'international, on reste très présents en Afrique et Asie, deux continents importants où il y a une forte croissance démographique, où l'on constate l'impact du changement climatique notamment le stress hydrique ou de fortes pluies. Sur toutes ces questions, SUEZ peut apporter des solutions. Nous sommes en Afrique depuis 70 ans particulièrement en Égypte au Maroc, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, etc. Nous sommes présents dans la plupart des capitales africaines et ce depuis longtemps pour la partie infrastructure d'eau.

En Afrique, SUEZ s'occupe de la gestion des eaux usées, la production de l'eau potable, la gestion des déchets... est-ce qu'on s'attend par exemple à ce que SUEZ en Afrique accélère davantage sur l'eau plutôt que sur les déchets ?

Pour l'instant nous sommes en train de redéfinir la stratégie du groupe et on n'a pas encore arrêté cet exercice. Mais ce qui est clair est que, nous avons des références très importantes dans la gestion de l'eau en Afrique. Au Maroc par exemple, notre filiale LYDEC gère l'eau, l'assainissement et de l'électricité pour 5 millions d'habitants à Casablanca. Nous avons construit des infrastructures, des stations d'épuration, on aide nos différents clients à avoir une empreinte carbone limitée. Nous sommes au Sénégal où 7 millions d'habitants ont accès à l'eau potable grâce à nos services, nous avons créé de nombreuses infrastructures. Notre objectif est de continuer à développer la filière eau, tout en continuant à gérer les déchets. Au Maroc par exemple, on travaille beaucoup sur les déchets industriels.

Actuellement, SUEZ accélère sur le service c'est-à-dire la production et la distribution de l'eau potable. Est-ce que cette politique va continuer, et si oui, pourquoi une telle politique ?

Cette politique va de concert avec les banques de développement comme l'Agence française de développement (AFD), le groupe de la Banque mondiale... qui aimaient bien investir dans les infrastructures. Dans le secteur de l'eau, on s'est rendu compte que lorsqu'on a des infrastructures, et que le réseau d'eau de distribution est vieillissant, on perd finalement de l'eau dans les canalisations.

Donc quelque part, l'efficience du réseau devient presque aussi importante que les infrastructures. Donc il faut investir sur les réseaux et la performance physique et commerciale ainsi que la qualité de services que nous fournissons à nous clients. Parce que si on perd 50 % de l'eau dans le réseau, ça ne sert à rien de construire d'autres infrastructures. On pense que cette partie de la chaîne de valeur est très importante. Le groupe SUEZ a énormément d'expérience qu'il peut partager avec ses clients.

Le groupe SUEZ compte-t-il gérer le service public de l'eau dans d'autres villes africaines à l'avenir ?

Ce qu'il faut, c'est que l'on arrive à déterminer où l'on peut créer de la valeur. Le continent africain connaît une croissance démographique exponentielle. De 250 millions d'habitants en 1914 à 1,2 milliard d'habitants aujourd'hui, on projette à 1,6 milliard d'habitants en 2030 et 2 milliards d'ici à 2050. Il y a aussi l'urbanisation et on a davantage de demandes d'eau. Plus la démographie augmente, plus il y a des besoins en eau. Et en parallèle, il y a le stress hydrique avec les phénomènes de sécheresse qui s'accentuent aujourd'hui en Afrique du Nord et australe.

SUEZ a des innovations à apporter et à partager, et on va s'y atteler. Est-ce que c'est sous une forme de prestation ou d'assistance technique ou d'autres formes, on y réfléchit encore et cela s'adaptera au contexte local qui est toujours spécifique. Il y a aussi des solutions technologiques qu'il faut qu'on apporte, mais également des innovations en matière de modes de gestion de l'eau sous l'angle Business Model et des modes de financement. On verra s'il y a des possibilités de financement avec les banques de développement ou des sociétés mixtes comme on l'a fait par exemple au Sénégal.

Lire la suite...

SUEZ, pionnier dans la gestion de l'eau depuis 74 ans, se renforce en Afrique (Afrik21)

29 mars 2022



Le 9e Forum Mondial de l'Eau qui se tient à Dakar est l'occasion de faire le point sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau en Afrique et plus largement de l'atteinte du 6e objectif de développement durable (ODD6) des Nations Unies, qui préconise l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030. Des professionnels, à l'instar de SUEZ, sont à l'origine des progrès et des innovations enregistrés au cours de ces dernières décennies. Le Groupe, qui oriente aussi sa stratégie vers la gestion de l'ensemble du cycle de l'eau, a construit plus de 500 usines d'eau potable dans les villes africaines en 74 ans de présence.

L'Afrique pourrait-elle atteindre la couverture universelle en eau et à l'assainissement d'ici à 2030 comme le veut le 6^e objectif de développement durable (ODD6) des Nations unies? Aujourd'hui, malgré les efforts et les investissements consentis ces dernières années, plus du tiers de la population n'a pas encore accès à l'eau potable et à l'assainissement sur le continent. Le retard du continent africain en matière d'accès à l'eau s'explique par plusieurs facteurs, notamment la forte variabilité des précipitations, sécheresses et inondations qui se suivent ou alternent dans certaines sous-régions, abondance, mais aussi pénurie, faible niveau des investissements en matière d'infrastructures et de capacités de service.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique a besoin de 13 milliards de dollars d'investissements par an pour répondre aux besoins en eau de ses populations. Pour faire face aux besoins liés à la croissance démographique que connaît l'Afrique, beaucoup d'efforts ont déjà été consentis par les décideurs et les professionnels du secteur de l'eau, notamment SUEZ. Le Groupe est présent sur le continent africain depuis plus de 70 ans et a imprimé sa marque à travers la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau, de Casablanca à Johannesburg en passant par la plupart des villes africaines.

Une présence historique et plus de 500 usines de traitement des eaux

Si la véritable présence du groupe SUEZ remonte à la construction du canal de Suez, la filiale du Groupe alors appelée Degrémont, débute ses activités en Afrique en 1948 avec la construction de sa première usine à Sherbine, en Égypte. L'installation située dans le delta du Nil devait alors approvisionner les populations du Caire. Au cours des années qui ont suivi cette réussite, l'entreprise a construit d'autres installations dans la région.

Lire la suite...

8. Nos partenaires

L'UpM et ONCE organisent la première conférence sur le handicap et l'inclusion sociale dans la région euroméditerranéenne (EU Neighbours)

01-02-2022



Copyright: UfM

Cette première conférence sur le handicap et l'inclusion sociale dans la région euroméditerranéenne, organisée en partenariat entre l'Union pour la Méditerranée (UpM) et le groupe social espagnol ONCE, s'est tenue à Barcelone. Celle-ci a porté sur l'analyse de trois grands enjeux de l'ère post-COVID: les limitations auxquelles sont confrontées les personnes handicapées en matière d'accès aux droits de l'homme et à l'emploi, l'importance de prendre en compte la dimension de genre dans les agendas et les programmes de relance, et le rôle du tourisme accessible.

L'événement a réuni des représentants d'organisations régionales, nationales et internationales de personnes handicapées (OPD) ainsi que le représentant de la Ligue des États arabes et l'Agence espagnole de coopération internationale mandatée par le ministère espagnol des Affaires étrangères.

Dans le cadre des différentes tables rondes, les intervenants ont fourni au public des informations et des données mettant en évidence les défis et les solutions possibles en matière d'inclusion sociale et économique des personnes handicapées. Les intervenants ont notamment expliqué que, comparativement aux hommes dépourvus de handicap, les femmes handicapées sont trois fois plus susceptibles de souffrir d'analphabétisme, deux fois moins enclines à occuper un emploi et trois fois plus à risque de présenter des besoins non satisfaits en matière de soins de santé.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Union pour la Méditerranée

Seriez-vous prêts à boire vos eaux usées traitées à Monaco? Le PDG de Veolia ouvre la porte à terme (Nice-Matin)

3 février 2022

Le PDG de Veolia Antoine Frérot a visité la station d'épuration modernisée de Monaco aux côtés du prince Albert II, il évoque la perception des eaux usées par le public et les perspectives de réutilisation courante.



Antoine Frérot (à droite) a découvert les nouvelles installations à Monaco. Photo Michael Alesi

Vous n'êtes pas en terre inconnue à Monaco où vous avez même été administrateur de la Société monégasque des Eaux.

Absolument. La Monégasque des Eaux, qui est une filiale de Veolia, travaille pour la Principauté depuis 80 ans. Nous avons une longue collaboration de confiance et de qualité, au cours de laquelle nous avons pu expérimenter plusieurs premières mondiales en matière de gestion de l'eau à Monaco. C'est encore le cas de la station d'épuration que nous venons d'inaugurer.

En matière d'innovation, Monaco a effectivement une réputation de laboratoire, notamment en souterrain...

La station d'épuration n'est pas seulement la première du monde à être enterrée en pleine ville - c'est pour ça que les travaux d'extension ont été compliqués d'ailleurs -, c'est aussi la station d'épuration qui épure le mieux les eaux usées...

L'agence de l'eau RMC adapte son programme d'intervention 2019-2024 (Terre Dauphinoise)

5 Février 2022

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (RMC) a adapté son 11e programme d'intervention « Sauvons l'eau » pour la période 2019-2024. L'enveloppe financière de 2,64 milliards d'euros pour 6 ans reste inchangée.



L'agence de l'eau RMC renforce son soutien aux territoires ruraux à potentiel fiscal faible avec une augmentation de 90 M€ pour l'enveloppe 2019-2024. ©BPI France

En tenant compte des trois premières années de mise en œuvre du programme et notamment de la crise sanitaire et des prochains schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027, l'agence de l'eau RMC a adapté son programme à mi-parcours. Le premier changement vise à renforcer l'adaptation au changement climatique en lien avec les nouveaux Sdage. Pour ce faire, des aides encore plus incitatives de 50 à 70 % pour accélérer la dynamique des projets de désimperméabilisation des cours d'établissements scolaires sont prévues. L'agence de l'eau entend également réduire la pollution de l'eau causée par les substances dangereuses. En ce sens, elle accompagne la mise en place de nouvelles démarches territoriales pour supprimer les polluants à la source. L'autre changement concerne l'aide aux collectivités qui doivent faire face aux nouvelles contraintes liées à la crise sanitaire. L'agence souhaite agir en mettant en place un dispositif pérenne de valorisation des boues d'assainissement qui, depuis l'épidémie, ne peuvent être épandues qu'après hygiénisation. La dernière adaptation vise à renforcer la solidarité urbain-rural. Pour cela, l'agence RMC renforce son soutien aux territoires ruraux à potentiel fiscal faible avec une augmentation de 90 M€ pour l'enveloppe 2019-2024.

2,64 milliards d'euros sur 6 ans

Avec un accompagnement massif des collectivités comptant pour 180 millions d'euros (M€) d'aides durant la crise sanitaire, la ventilation du budget de l'agence est ainsi ajustée. L'agence abonde donc les aides 2019-2024 du 11e programme pour arriver à hauteur de 354 M€ pour la gestion des services d'eau potable et 340 M€ pour les zones de revitalisation rurale. Pour la réduction des pollutions agricoles 200 M€ sont investis. La restauration des milieux et de la biodiversité reste en parallèle une forte priorité du programme avec 461 M€ alloués aux aides 2019-2024 du programme.

Forum des mondes méditerranéens. Grand entretien avec Nasser Kamel, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (Destimed)

5 février 2022

Nasser Kamel, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) depuis juin 2018, porte un regard « extrêmement positif » sur le <u>"Forum des mondes méditerranéens" qui se tiendra les 7 et 8 février</u>. S'il ne cache pas les tensions politiques qui traversent la Méditerranée, il insiste sur « les centaines d'initiatives positives qui illustrent un engagement concret et une coopération forte malgré tout », et sur la nécessité d'une coopération accrue. Concernant les priorités, il met notamment en exergue « L'action climatique et la protection de l'environnement », mais aussi les réponses à apporter sur « les niveaux élevés de chômage parmi les jeunes ». Entretien.



Nasser Kamel, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée ©UpM

Destimed: La France a pris l'initiative d'organiser à Marseille, les 7 et 8 février prochain, le Forum des mondes méditerranéens. Celui-ci fait suite au Sommet du Dialogue entre les 2 Rives qui s'était tenu à Marseille en 2019. Quel regard portez-vous sur ce rendez-vous méditerranéen et quels résultats en attendez-vous?

Nasser Kamel: Je porte un regard extrêmement positif. En effet, le meilleur moyen de renforcer collectivement notre cadre politique pour la Méditerranée est de tirer parti et de développer toutes les initiatives existantes ou nouvelles, et de construire des synergies entre elles afin de porter cet agenda positif que nous voulons pour notre région. Le Sommet des Deux Rives et, aujourd'hui, le Forum des Mondes Méditerranéens, traduisent l'effort considérable mené par la France en lien avec tous ses partenaires pour renforcer le dialogue, à tous les niveaux, et pour trouver des solutions innovantes aux défis auxquels nous sommes confrontés. L'UpM est fière d'avoir été dès le début un partenaire privilégié de ces belles initiatives euro-méditerranéennes. En termes de résultats, le Forum va permettre à une cinquantaine de jeunes d'une vingtaine de pays méditerranéens de présenter leur « Plaidoyer Méditerranée 2030 ». Il s'agit d'un travail mené par environ 200 jeunes de la région pendant plusieurs mois et qui a pour objectif de formuler des propositions de politiques publiques sur des thématiques positives et fédératrices, à la fois aux représentants des pays membres de l'UpM et aux organisations partenaires. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la dynamique entreprise par l'Union pour la Méditerranée, qui vient d'adopter une stratégie jeunesse pour la région. A ce titre, je suis ravi d'avoir pu échanger avec eux aux côtés de SAR Rym Al-Ali et d'avoir pu discuter concrètement de la mise en œuvre de leurs recommandations. Leurs propositions seront complétées ou enrichies par les débats qui rythmeront les deux jours du Forum.

Quelle est votre appréciation sur la coopération aujourd'hui entre pays riverains de la Méditerranée ?

La Méditerranée est plus que jamais au cœur des débats et de l'actualité, qu'il s'agisse des tensions politiques qui la traverse, de la question migratoire, des conséquences du réchauffement climatique et j'en passe. La crise de la covid-19 est venue exposer les faiblesses au sein de nos pays mais aussi entre eux. Cette crise a cependant rappelé la nécessité d'une coopération accrue, aucun n'étant en mesure de faire face à des défis qui sont par nature transfrontaliers.

Le renforcement de la coopération et l'intégration régionale en Méditerranée sont au cœur du mandat de l'UpM qui a commandé un rapport sur le sujet, réalisé par l'OCDE, en se concentrant sur cinq domaines : le commerce, la finance, les infrastructures, la circulation des personnes, et la recherche et l'enseignement supérieur. L'étude souligne que si l'intégration a progressé dans la région, il n'en demeure pas moins que les progrès ont été lents et restent en deçà du potentiel en termes de capacités et de ressources. Ce rapport est une étape essentielle pour identifier les lacunes et les points sur lesquels les politiques doivent se concentrer. Le Secrétariat général de l'UpM, conformément aux orientations fixées par ses États membres, travaille à la mise en œuvre des recommandations formulées par ce rapport.

Enfin, il est vrai que l'actualité a plutôt tendance à donner une image négative de la coopération en Méditerranée. Toutefois, je crois qu'il est toujours bon de rappeler les centaines d'initiatives positives qui illustrent un engagement concret et une coopération forte malgré tout. Des projets à grande échelle aux initiatives locales, un réseau consolidé de coopération s'est progressivement développé dans la région et a un impact direct sur la vie quotidienne de millions de citoyens. La Journée de la Méditerranée, lancée par l'UpM et célébrée pour la première fois le 28 novembre dernier, a justement vocation de mettre à l'honneur ceux qui construisent au quotidien la coopération en Méditerranée et de célébrer notre identité commune.

« Toute sa place à la société civile »

Pensez-vous que la mobilisation des sociétés civiles puisse contribuer aux efforts que mènent les États en faveur du développement durable d'une Méditerranée résiliente ?

Tout à fait, et d'ailleurs par son mandat et sa méthodologie, l'Union pour la Méditerranée donne toute sa place à la société civile. La dimension politique de l'UpM s'articule autour de plateformes de dialogue régional impliquant non seulement des représentants des institutions gouvernementales et des experts mais aussi les organisations régionales et internationales, les autorités locales, la société civile, le secteur privé et les institutions financières. Les porteurs de projets soutenus par l'UpM sont également invités autour de la table. C'est grâce à ces groupes de travail représentatifs qu'émergent les déclarations adoptées par consensus des 42 états membres ainsi que de nouvelles initiatives et projets de coopération.

A ce jour, nous avons mis en place plus de 18 plateformes régionales d'experts qui se réunissent régulièrement, et plus de 400 forums de dialogue qui ont rassemblé près de 30 000 parties prenantes. J'ajoute que 60 projets concrets, d'une valeur supérieure à 5,6 milliards d'euros et ayant des résultats tangibles sur le terrain ont été labellisés par l'Union pour la Méditerranée. A titre d'exemple, la semaine dernière nous avons appuyé le lancement d'un nouveau projet porté par l'Université de Sienne, impliquant des partenaires de 7 pays méditerranéens, et qui vise à développer l'analyse, la collecte et le contrôle des microplastiques dans la mer Méditerranée. Les résultats de cette équipe de chercheurs indiquent déjà que les plus fortes densités au monde de déchets marins (jusqu'à 100 000 objets/km2) et de microplastiques flottants, se trouvent malheureusement dans notre mer. Les données apportées par ce projet s'inscrivent dans les efforts menés par les gouvernements de nos États membres pour développer une région plus durable et mieux comprendre les défis environnementaux auxquels nous devons faire face.

Le rendez-vous de Marseille est un autre exemple de ce que la société civile peut apporter en matière d'action climatique et environnementale. C'est dans cet esprit que l'UpM organise l'une des tables-rondes sur le thème de la finance climatique et de son appropriation par l'ensemble des acteurs.

« L'urgence climatique »

Dans la perspective d'une sortie de crise sanitaire, après plus de deux ans de pandémie de la Covid-19, quelles sont, selon vous, les priorités auxquelles doivent s'attacher aujourd'hui les pays méditerranéens?

Je dirais tout d'abord l'urgence climatique. Le tout premier rapport scientifique sur les impacts climatiques et environnementaux dans le bassin méditerranéen, réalisé par une centaine de scientifiques du réseau MedECC, montre que la région est l'une des plus affectées par le changement climatique au monde. Des mesures sans précédent et urgentes doivent être prises pour prévenir les effets catastrophiques prévus, y compris la propagation de nouvelles maladies. Les niveaux élevés de chômage parmi les jeunes, qui entravent une inclusion sociale et juste sont une autre priorité. Les pays du nord et du sud du bassin méditerranéen ont des taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés, atteignant jusqu'à 50% dans certains pays, notamment pour les jeunes femmes. Enfin, comme je l'évoquais, il nous faut mieux exploiter le potentiel de l'intégration régionale pour le développement économique. Le rapport commandé par l'UpM montre que moins de 10% des échanges commerciaux ont lieu entre l'UE et les pays arabes, et seulement 1% entre les pays de la rive sud.

« Une réunion ministérielle sur l'égalité des genres cette année »

Dans ce contexte de relance nécessaire après la crise sanitaire et face aux dangers du réchauffement climatique, quels sont les objectifs que vous assignez, en ce début d'année 2022, à l'Union pour la Méditerranée ?

Votre question comporte déjà deux des principaux objectifs fixés au Secrétariat par les ministres des Affaires étrangères de l'UpM depuis le forum régional de 2020 afin de mieux prendre en compte l'impact de la pandémie, à savoir : agir pour faire face à l'urgence climatique et accompagner les processus de reprise.

Sur la question des conséquences socio-économiques de la pandémie et la création d'emplois, le Plan d'aide à la promotion de l'emploi de l'UpM, lancé également en 2020, rendra public prochainement les résultats de ses projets dans la région, profitant de l'opportunité de la prochaine réunion ministérielle de l'UpM sur l'emploi prévue en mai au Maroc. Pour aborder les questions liées à l'économie inclusive et bien plus encore, l'UpM prévoit également de tenir une réunion ministérielle sur l'égalité des genres cette année.

L'action climatique et la protection de l'environnement continueront de figurer en bonne place sur l'agenda politique des États membres de l'UpM. La récente déclaration ministérielle sur l'environnement et le changement climatique tenue fin 2021 fixe un cap ambitieux alors que se profile déjà la prochaine COP qui se tiendra dans un pays membre de l'UpM: l'Égypte.

Le secrétaire général de l'UpM tient une série de réunions avec les DG de la Commission européenne (EU Neighbours)

09-02-2022



Copyright: UfM

Le secrétaire général de l'UpM, Nasser Kamel, a rendu visite aux principaux homologues de l'UpM au sein du SEAE et de la DG NEAR, et a tenu des réunions bilatérales avec les DG de la Commission européenne directement associées à l'organisation des réunions ministérielles prévues en 2022.

Le secrétaire général a rencontré la chef de division Birgit Loeser, le directeur général Fernando Gentilini et le directeur général adjoint Carl Hallergard. Du côté de la DG NEAR, la réunion a été accueillie par Henrike Trautmann, directrice par intérim pour le voisinage Sud.

Le secrétaire général a partagé sa vision et ses priorités concernant l'UpM, ainsi que les principales initiatives et projets qui seront menés à bien en 2022.

La **Commission européenne** a réaffirmé son engagement dans l'action de l'UpM et a souligné la valeur ajoutée significative qu'une organisation régionale telle que l'UpM apporte aux travaux de la Commission dans la région euro-méditerranéenne.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

Changement climatique : Création d'un nouveau fonds pour financer les projets en Méditerranée par l'UPM (Webmanagercenter)

11 février 2022



Un nouveau fonds destiné à financer le climat "Local Invest Finance Facility" (PLIFF) a été lancé, à l'issue du Forum des mondes méditerranéens, tenu en début de semaine, à Marseille, a annoncé l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Le nouveau fonds, dont le montant n'a pas été précisé, "vise à soutenir les autorités régionales et locales méditerranéennes pour investir dans des projets concrets d'infrastructures à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique, notamment à travers des partenariats avec des entreprises privées locales", a précisé l'UpM.

La mise en œuvre de ce fonds "renforcera à terme l'engagement et les contributions concrètes des pays méditerranéens à la réalisation de l'Accord de Paris sur le changement climatique".

Le Forum des mondes méditerranéens s'est tenu les 7 et 8 février 2022 à Marseille, en France, à l'initiative du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, et a réuni environ 1 000 participants représentant la société civile dans les différents pays du pourtour méditerranéen.

Hérault. En 2021, l'Agence de l'Eau a investi 103 M€ dans l'ex-LR (Métropolitain)

Après une année 2020 impactée par la crise sanitaire, 2021 a vu la reprise des investissements pour l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Comme à Saint Jean de Védas...



L'Agence de l'Eau est intervenue pour la protection du milieu nature sur la Carença, une rivière sauvage des Pyrénées (© F.Housset)

14 Fév 22

Sur l'ex-LR, en 2021, l'Agence de l'Eau a accompagné 826 projets portés par les collectivités, les entreprises, les agriculteurs et les associations : « Chacun de ces projets doit impérativement améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques », rappelle Laurent Roy, le directeur régional de l'Agence.

60,2 M€ pour l'eau potable

Sur 103 M€ investis dans l'ex-LR (près de 480 M€ sur l'ensemble du découpage régional), plus de 56 % des aides (soit 60,2 M€) ont été attribués aux opérations d'amélioration de l'assainissement et de l'eau potable, dont 32,2 M€ pour réduire les rejets de pollution domestique, 21 M€ pour améliorer leur collecte (notamment par temps de pluie) et 11,2 M€ pour traiter les eaux usées, dont 0,7 M€ consacrés à l'hygiénisation des boues d'épuration préalablement à leur épandage...

28 M€ pour sécuriser l'alimentation

L'Agence a aussi consacré 28 M€ pour rénover les infrastructures ou sécuriser l'alimentation (dont 7 M€ pour les communes en zone de revitalisation rurale) et 3 M€ pour restaurer la qualité des captages prioritaires.

Dans le cadre de l'appel à projets Rebond « Eau, Biodiversité, Climat », 11,6 M€ ont été attribué à des projets pour l'assainissement et 7 M€ pour l'eau potable.

"Plus de 9 M€ ont été octroyées en 2021 à la lutte contre les pollutions agricoles" Laurent Roy, Directeur régional de l'Agence de l'Eau

Autre sujet majeur: l'Agence a aussi assumé son rôle direct dans la protection du milieu naturel: « 18 % des aides, soit 18,8 M€ ont bénéficié aux milieux aquatiques, dont 7 M€ versés à des agriculteurs pour des pratiques favorables à l'eau et à la biodiversité, 4,4 M€ pour renaturer les cours d'eau, 2,5 M€ pour préserver les zones humides et 2,5 M€ pour l'animation territoriale », précise Laurent Roy.

L'Agence de l'Eau a lancé l'appel à projets « Eau et biodiversité » doté de 10 M€ : candidatures jusqu'au 22 avril 2022 (©Pascal Gerbert)

Une action forte contre les pollutions

Dans la même veine, 9 % des aides (soit 9 M \in) ont été octroyées à la lutte contre les pollutions agricoles, dont 8,7 M \in pour le versement d'aides directes aux agriculteurs qui se convertissent à l'agriculture biologique (5,5 M \in) ou investissent dans des équipements pour réduire les rejets de pesticides (3,2 M \in)...

Mieux gérer la ressource en eau

Enfin, 14,8 M ϵ des investissements ont été fléchés sur des projets assurant une meilleure gestion quantitative de la ressource : « dont 12,7 M ϵ pour économiser l'eau, en réduisant les fuites des réseaux d'eau potable (10 M ϵ), en modernisant les réseaux d'irrigation (2,1 M ϵ) ou en réutilisant des eaux traitées industrielles (0,6 M ϵ) », détaille le directeur régional qui conclut en précisant que 0,7 M ϵ ont servi à la réduction des pollutions industrielles.

1,2 M€ ont été utilisé pour la remise en état d'ouvrages (eau, assainissement, irrigation) endommagés par les crues 2020 dans l'Aude, le Gard et les P-O.

L'UpM et la Fondation Anna Lindh soutiennent le plaidoyer de 200 jeunes sur le futur de la région (EU Neighbours)

15-02-2022



Copyright: UfM

Dans la continuité du Sommet des Deux Rives (2019), le Forum des Mondes Méditerranéens a réuni pendant deux jours près de 1000 participants de la région euro-méditerranéenne autour de thématiques comme l'environnement, l'éducation, l'emploi, l'entrepreneuriat, l'inclusion et les solidarités, la culture, l'action territoriale et le développement durable.

Le Forum des Mondes Méditerranéens a proposé une programmation autour de tables-rondes et d'ateliers, avec notamment la restitution du <u>« Plaidoyer Méditerranée 2030 »</u>, élaboré par plus de 200 jeunes d'une vingtaine de pays méditerranéens et inclus des propositions réfléchies au sein de groupes de travail coordonnés par Expertise France.

Le Forum a aussi été l'occasion du lancement du PAMEx Local Invest Finance Facility (PLIFF), lors d'une table ronde co-organisée par l'UpM sur la Finance Climat dans la région. Ce nouveau fond vise à soutenir les autorités régionales et locales méditerranéennes pour investir dans des projets concrets d'infrastructures à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique, notamment à travers des partenariats avec des entreprises privées locales.

Sa mise en œuvre renforcera à terme l'engagement et les contributions concrètes des pays méditerranéens à la réalisation de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le consortium sera en mesure de lancer les premiers investissements lors de la COP27 de la CCNUCC qui aura lieu en novembre 2022 en Égypte.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse Fondation Anna Lindh Union pour la Méditerranée

Ouverture des appels du Partenariat pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne (webmanagercenter)

21 février 2022

Les appels 2022 de l'Initiative de Partenariat pour la Recherche et l'Innovation dans la Région Méditerranéenne "PRIMA" sont maintenant ouverts, a annoncé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué publié sur son site internet.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des opportunités offertes par le programme européen <u>Horizon 2020</u> et s'adresse aux institutions, centres de recherche, universités et au secteur privé, a rappelé le Ministère.

L'initiative PRIMA a pour objectif de développer des solutions pour une gestion durable de l'eau et de la production alimentaire. Les appels PRIMA sont cofinancés par la Commission européenne à travers le Programme Horizon 2020 et par 19 pays, dont la Tunisie. Ils permettront de soutenir des projets collaboratifs de recherche proposant des solutions innovantes pour le Méditerranéen. dans les domaines de l'eau bassin et de l'agriculture. PRIMA vise également à contribuer à l'Agenda 2030 des Nations unies par la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'AWP 2022 de PRIMA est structuré autour de six Appels à propositions. Pour la section 1, il s'agit de cinq appels autour de quatre thèmes (gestion de l'eau, systèmes agricoles, chaîne de valeur agroalimentaire et le thème Nexus). Et pour la section 2, il s'agit d'un appel autour de trois thèmes (appels multi-thèmes), précise le ministère.

Pour plus d'informations, le lien https://prima-med.org/submit-your-project/, est disponible pour consultation.

Un nouveau rapport CMI-FEMISE: «L'après Covid-19: Opportunités de croissance, chaînes de valeur régionales et intégration en Méditerranéenne »

23 février 2022



Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) et le Forum Euro Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques (FEMISE), viennent de publier un rapport analytique conjoint : « L'après Covid-19 : Opportunités de croissance, chaînes de valeur régionales et intégration en Méditerranéenne ». Le rapport examine les opportunités post-COVID pour favoriser la croissance et approfondir la coopération régionale dans la région méditerranéenne, en se concentrant sur cinq pays du sud et de l'est de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie).

En trois chapitres thématiques, le rapport présente l'analyse sur la façon d'approfondir l'intégration UE-Med en donnant la priorité aux chaînes de valeur régionales (CVR), en améliorant les capacités de sécurité alimentaire, en renforçant et en numérisant le secteur de la santé, et en développant davantage le secteur pharmaceutique.

La transformation des chaînes de valeur mondiales, une opportunité pour les PSEM

Le rapport analyse les récents changements dans les chaînes de valeur mondiales, caractérisés par une diversification et un raccourcissement, résultant du COVID-19 et de la prise de conscience d'une dépendance excessive aux biens intermédiaires importés d'Asie.

Il affirme que les pays méditerranéens possèdent les atouts nécessaires, notamment la proximité géographique et culturelle, ainsi que des coûts de main-d'œuvre compétitifs, pour tirer parti de cette évolution. Dans le même temps, le rapport suggère que les entreprises européennes ont tout intérêt à se tourner vers les pays méditerranéens pour leur fabrication et/ou leurs achats d'intrants, ainsi qu'à développer un marché régional euro-méditerranéen à plus grande échelle.

Par conséquent, le rapport entreprend une analyse méticuleuse et unique en identifiant quels produits, et dans quels secteurs, les pays méditerranéens pourraient offrir les biens intermédiaires dont les entreprises européennes ont besoin.

Le rapport souligne qu'il serait dans l'intérêt de tous de promouvoir l'établissement de **relations durables entre les multinationales européennes et les entreprises des PSEM,** y compris les formes d'investissement directes qui autonomisent et impliquent les deux parties, comme les modèles de **coproduction**. <u>Lire la suite...</u>

L'UpM met l'accent sur la participation économique des femmes dans la région euro-méditerranéenne (EU Neighbours)

28-02-2022



Copyright: UfM

L'Union pour la Méditerranée (UpM) se joindra aux célébrations internationales de la Journée des femmes pour continuer à sensibiliser aux droits des femmes et fournir des recommandations politiques pour combler l'écart entre les sexes dans la région. Le tout premier mécanisme de suivi intergouvernemental sur l'égalité des sexes pour la région de l'UpM publiera son premier rapport le 5 mars et se concentrera principalement sur la participation économique des femmes.

Les données clés soulignent que, par rapport à la moyenne mondiale, l'Europe et la région MENA se situent en dessous du pourcentage mondial de 6,2 % de femmes entrepreneurs qui possèdent une entreprise (respectivement 5,3 % et 4,5 %). Ce faible taux s'explique par les difficultés d'accès aux services et réseaux de soutien aux entreprises.

Pour faire face à ces enjeux, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et l'UpM se sont associés au Business Club Africa, pour lancer le premier MENA Women Business Club. Cette initiative implique plus de 130 femmes entrepreneurs et vise à créer de meilleures opportunités de réseautage et à aider leurs entreprises à se développer dans la région.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

L'UpM publie son 1er rapport de suivi sur l'égalité des sexes dans la région (EU Neighbours)

10-03-2022



Copyright: UfM

L'Union pour la Méditerranée (UpM) a publié les résultats du premier rapport sur l'égalité des sexes dans la région euro-méditerranéenne lancé en 2020 après l'approbation unanime d'un mécanisme de suivi intergouvernemental visant à évaluer les écarts entre hommes et femmes, à suivre les progrès réalisés et à fournir des données scientifiques aux décideurs pour formuler des recommandations politiques.

Selon le rapport, l'Europe et la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) se situent en dessous de la moyenne mondiale de 6,2 % de femmes possédant leur propre entreprise (respectivement 5,3 % et 4,5 %).

Ces régions enregistrent également les pourcentages les plus faibles en ce qui concerne les créations d'entreprises appartenant à des femmes (respectivement 3,4 % et 4,1 %, contre 5,5 % en moyenne à l'échelle mondiale), constituant ainsi les plus grands écarts entre les sexes dans le monde. Malgré de fortes variations entre les pays, l'entrepreneuriat dans la région euro-méditerranéenne continue d'avoir un visage masculin, avec en tête du classement des pays comme le Portugal et la Croatie, où seules respectivement 37,2 % et 31,5 % de femmes sont chefs d'entreprise.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

L'eau, une ressource naturelle à protéger de toute urgence (Le Journal Saone et Loire)

16 mars 2022

Le grand témoin

« L'eau, c'est le domaine où le réchauffement climatique aura le plus d'impact sur la vie des gens »

Fini le temps où usines et grandes villes rejetaient massivement leurs eaux usées dans les fleuves et rivières. Mais des décennies d'artificialisation et de pollutions plus insidieuses ont éreinté nos cours d'eau, tandis que le réchauffement climatique met la ressource sous pression. Laurent Roy, directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, expose les grands défis des décennies à venir et plaide pour que les citoyens se saisissent d'un enjeu perçu comme technique, et pourtant vital.



Laurent Roy, directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Photo Daniel GILLET

Avec le réchauffement climatique, la gestion de nos cours d'eau a-t-elle déjà changé?

« Avant, on parlait avant tout de tuyaux et de qualité de l'eau ; aujourd'hui, on parle quantité et biodiversité. Le changement climatique est devenu l'enjeu principal, il le sera plus encore à l'avenir. En 2015, 40 % des bassins-versants de notre zone étaient déjà déficitaires en eau. Et ça va s'aggraver.

Les conflits d'usages risquent de s'accroître. Il ne pleut pas forcément moins sur l'année mais on alterne épisodes violents et périodes de sécheresse plus longues et plus fréquentes, tandis qu'avec la montée des températures, l'eau s'évapore plus vite et les besoins s'accroissent. On paye aussi la baisse de l'enneigement : la neige a un rôle important puisqu'elle fond lentement, et au printemps, soutenant les cours d'eau à leur étiage ; à la place, on a de la pluie qui ruisselle en plein hiver, au moment où on en a le moins besoin. »

Changement climatique : L'UpM soutient la restauration des forêts et des paysages au Maroc (menara.ma)

18 mars 2022



Chênes-lièges côté sud de la Maâmora / Crédit photo: Tim Cullis

L'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutiennent le projet de restauration de la biodiversité en Méditerranée par la restauration des forêts et des paysages, notamment au Maroc. Afin de soutenir la mise en œuvre de pratiques de restauration des forêts et des paysages dans la région, l'UpM et la FAO promeuvent le projet « Intensifier la restauration des forêts et des paysages pour rétablir la biodiversité et promouvoir des approches communes d'atténuation et d'adaptation », indique un communiqué de l'UpM diffusé ce vendredi.

L'initiative a pour but de trouver un équilibre entre la restauration des services des écosystèmes liés aux habitats de la faune et de la flore sauvages, à la biodiversité, à la régulation de l'eau, au stockage du carbone et le soutien des fonctions productives des terres pour l'agriculture et d'autres utilisations connexes, précise le communiqué, ajoutant que le projet implique de manière proactive tous les utilisateurs des terres tout en appliquant des processus décisionnels participatifs.

Disposant d'un budget de 1 850 000 € sur une période de 4 ans, le projet représente la composante méditerranéenne d'un projet mondial plus vaste intitulé « L'Accord de Paris en action : montée en puissance de la restauration des forêts et des paysages pour atteindre les contributions déterminées au niveau national » (2018-2022).

L'aval de l'Union pour la Méditerranée (UpM) a permis à certains pays méditerranéens de bénéficier d'une assistance technique spécialisée sur la lutte contre la dégradation des terres et l'utilisation des instruments de financement climatique. Dans le cas du Maroc, l'UpM fait état d'un nouveau plan de gestion participative pour la forêt de Maâmora et des activités de restauration dans la forêt modèle d'Ifrane.

La forêt de Maâmora est la plus grande forêt de chêne-liège au monde, située sur la plaine atlantique marocaine entre Rabat et Kénitra. Depuis 1918, le Département des Eaux et Forêts du Maroc a fourni efforts impressionnants pour la conservation et le développement des forêts dans la région, fait noter l'UpM.

Cependant, indique la même source, malgré ces efforts concertés, une superficie approximative de 300 000 hectares de chênes-lièges est aujourd'hui une forêt en partie dégradée en raison du changement climatique et d'activités humaines non durables, notant que la collecte systématique des glands pour la consommation humaine, le surpâturage et la récolte de bois ont conduit à une forte aridité qui a exacerbé la disparition générale de la zone forestière.

Avec l'appui de la FAO, le Département des Eaux et Forêts du Maroc a pu développer un plan de gestion incluant des approches participatives de renforcement des capacités et un plan de développement socio-économique, de sorte que la population locale puisse jouer un rôle central dans les efforts de restauration et de conservation pour réhabiliter la forêt de Maâmora.

Selon l'UpM, le plan de gestion prévoit la mise en place de contrats innovateurs avec les communautés locales afin de garantir une compensation pour la perte temporaire de pâturage dans la mise en œuvre des projets de restauration, précisant que cela a conduit au développement de nouvelles chaînes de valeur telles que la récolte de truffes pour fournir des sources de revenus alternatifs aux communautés locales qui dépendent des forêts.

Les zones dégradées destinées à être restaurées ont été identifiées grâce à une évaluation complète des meilleures pratiques de restauration existantes et à une étude socio-économique pour évaluer l'impact actuel des populations locales sur les principales ressources forestières.

Ce plan de gestion consistera en un essai pilote sur 3 423 hectares de terres désignées à des fins de restauration avec l'implication des acteurs locaux, conclut le communiqué.

Prendre soin de l'eau : comment Veolia irrigue l'Hérault avec ses solutions écologiques ? (La Tribune Languedoc Roussillon)

22 mars 2022

ARTICLE PARTENAIRE - Face aux risques majeurs de sécheresses et d'inondations, Veolia, acteur historique sur le département de l'Hérault, conçoit et déploie des solutions concrètes pour la gestion de l'eau. En plaçant au cœur de sa démarche la connaissance des aléas climatiques et l'adaptation, l'entreprise veut faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique.



Noé de Bonnaventure, directeur du Territoire Hérault de Veolia pour l'Eau et l'Assainissement (Crédits : Véolia)

Alors qu'aujourd'hui est la journée mondiale de l'eau, c'est l'occasion de rappeler à quel point cette ressource est précieuse - 2,1 milliards de personnes vivent sans accès à de l'eau salubre - Noé de Bonnaventure, directeur du Territoire Hérault de Veolia pour l'Eau et l'Assainissement, évoque l'implication de son entreprise pour relever les défis environnementaux liés au changement climatique. Avec en ligne de mire deux défis locaux : la sécheresse et les inondations.

LA TRIBUNE : Quelles sont les activités de Veolia sur le département de l'Hérault ?

NOE DE BONNAVENTURE: Veolia est un acteur historique de l'Hérault, présent notamment à Montpellier depuis plus de 40 ans. J'ai sous ma responsabilité 150 collaborateurs. Notre cœur de métier est de donner accès à tous à une eau potable 24h/24, puis de la dépolluer avant de la rendre au milieu naturel. Ainsi, sur le département, ce sont plus de 130 000 personnes qui sont desservies en eau potable via 1 000 km de réseau et nous traitons les eaux usées de 500 000 habitants sur 1 500 km de réseau.

L.T : Le changement climatique a des impacts significatifs sur les systèmes naturels et humains. Face aux risques à répétition de sécheresse en Occitanie, comment vous positionnez-vous?

N.D.B: L'eau est plus précieuse que jamais et l'une de nos ambitions est d'en prendre soin. Notamment sur notre Région qui connaît une situation de déficit hydrique. Dans le département de l'Hérault, jusqu'aux fortes pluies d'il y a 10 jours, il n'était tombé que 10 mm de pluie depuis le début de l'année. Lorsque la pluie s'abat trop soudainement, les nappes phréatiques n'ont pas le temps de se recharger. Une situation qui inquiète les agriculteurs, leur faisant redouter des baisses de production. La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des solutions innovantes.

L.T: Quel type de solutions?

N.D.B: La réutilisation des eaux usées traitées, par exemple. Mais cette solution reste sousexploitée: en France, seulement 0,2% des eaux sont réutilisées contre 8% en Italie, 14% en Espagne et environ 80% en Israël.

L.T : Comment expliquer de tels écarts ?

N.D.B: En raison de contraintes administratives et législatives très lourdes. Pourtant, d'après un récent sondage, 87% des français sont convaincus de l'utilité de la production d'eau potable à partir d'eaux usées pour limiter les restrictions d'eau en cas de sécheresse. Malheureusement aujourd'hui, la législation n'évolue pas au rythme des solutions que nous sommes en capacité de déployer.

L.T: Justement, quelles sont les innovations actuellement déployées?

N.D.B: A moins de 2h de route de Montpellier, les communes de Rodez et de Narbonne on fait le choix d'économiser plus de 15 000 m3 par an d'eau potable grâce à la "Reut Box". C'est une solution Plug & Play containerisée et automatisée qui produit de l'eau ultra traitée à partir des eaux usées. On utilise cette eau ultra traitée à la place de l'eau potable pour les usages industriels des sites (traitement de l'air, nettoyage, etc.). On espère que dans les années à venir cette eau riche en azote et en phosphore pourra servir entre autres à l'irrigation, l'agroécologie, le micro-maraîchage, etc.

D'autres expérimentations ont été développées par Veolia. C'est par exemple le cas du projet Irrialt'Eau. Entre 2013 et 2018, le test d'une solution pour retraiter et réutiliser les eaux usées en vue d'irriguer les vignes a été engagé par l'INRA, Veolia, la Cave coopérative de Gruissan, Aquadoc et l'agglomération du Grand Narbonne. Aujourd'hui, cette solution d'irrigation en goutte à goutte à partir de l'eau usée traitée prélevée directement depuis la station d'épuration de Narbonne Plage permettra, dès l'été prochain, l'irrigation de plus de 80ha de vignes à Gruissan.

L.T: L'eau est le marqueur du changement climatique par son manque mais aussi son excès...

N.D.B: Oui, d'ailleurs les violents épisodes pluvieux qui touchent l'arc méditerranéen sont de plus en plus fréquents, nous en avons eu un bel exemple il y a 10 jours. Lorsque cette masse d'eau arrive d'un coup, c'est un vrai défi pour les équipes qui doivent se mobiliser. Il faut mettre les installations en sécurité, limiter les déversements dans le milieu naturel, adapter les moyens de production pour assurer coûte que coûte la continuité de nos services essentiels tout en veillant à la sécurité des collaborateurs.

Pour améliorer notre réactivité, nous faisons régulièrement des exercices de crise impliquant tous les acteurs locaux, publics et privés. Nous avons aussi noué un partenariat avec **Predict Services** afin d'être plus dans l'anticipation du risque météorologique que dans la réaction.

Lire la suite...

Journée mondiale de l'eau : l'UpM soutient la préservation des « supermarchés bio » méditerranéens (EU Neighbours)

23-03-2022



Copyright: UfM

Afin de favoriser une conservation plus efficace de ces habitats cruciaux, l'UpM soutient le projet « Wetland-Based Solutions » promu par MedWet. Au travers de la protection et de la restauration des zones humides clés, le projet propose ces zones côtières comme des atouts clés pour la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature afin de contrer les impacts anthropiques et, en particulier, le changement climatique.

Le projet Wetland-Based Solutions est une collaboration entre 30 partenaires experts des zones humides de 10 pays financée et soutenue par la Fondation MAVA. Ils se sont réunis et ont mis sur pied une initiative novatrice pour sauvegarder, restaurer et gérer des solutions exceptionnelles basées sur la nature au profit des personnes, de leur bien-être et de la faune sur la côte méditerranéenne, où vit un tiers des populations méditerranéennes.

Le concept des solutions basées sur la nature consiste à promouvoir l'utilisation des écosystèmes naturels par le biais d'interventions de conservation ou de restauration pour relever les défis sociétaux, tels que le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes naturelles (inondations, avalanches ou incendies), l'approvisionnement en nourriture et en eau, la sécurité énergétique, ou encore les enjeux de la croissance urbaine. Il s'agit d'applications concrètes qui démontrent les avantages de la nature et des écosystèmes sains, offrant un retour sur investissement tangible et apportant une contribution substantielle au bien-être humain.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse Union pour la Méditerranée

Troisième dialogue entre parties prenantes du projet Med4Jobs de l'UpM : l'entrepreneuriat des jeunes à l'ère numérique (EU Neighbours)

28-03-2022



Copyright: UfM

La troisième édition du dialogue entre parties prenantes du projet Med4Jobs de l'UpM aura lieu en ligne le 28 avril 2022. Dans l'esprit de l'Année européenne de la jeunesse, l'accent sera mis en particulier sur les jeunes et leur rôle dans la création d'emplois ainsi que sur la stimulation de la croissance au travers de l'entrepreneuriat à l'ère numérique. Cet événement rassemblera des représentants d'un large éventail de partenaires et de parties prenantes, ainsi que de jeunes entrepreneurs accomplis, qui échangeront sur leurs expériences respectives, partageront les enseignements qu'ils en ont tirés et définiront des actions pour l'avenir, afin de produire un document de recommandations qui devrait encadrer les efforts futurs.

Lancée en 2013, l'Initiative méditerranéenne pour l'emploi (Med4Jobs) est une initiative phare de l'UpM, fondée sur des projets et de nature intersectorielle. Celle-ci est devenue une réserve de projets abordant un large éventail de défis liés à l'emploi dans la région de l'UpM, avec plus de 100 000 bénéficiaires, principalement des jeunes et des femmes dans le sud et l'est de la Méditerranée. Med4Jobs compte actuellement 13 projets labellisés sous son égide, dont certains ont été couronnés de succès.

En marge du dialogue entre parties prenantes, le secrétariat de l'UpM organisera également la <u>septième réunion du conseil consultatif de Med4Jobs</u>, qui se tiendra dans la foulée. Le conseil consultatif, qui réunit plusieurs organisations régionales et internationales, s'est fixé pour objectifs de sélectionner les meilleures pratiques, de contribuer à la promotion de la création d'emplois et au développement des PME, et de coordonner les actions et les efforts régionaux dans le domaine de l'emploi.

Pour plus d'informations

Communiqué de presse

L'Union pour la Méditerranée

Nicolas Chantepy, Directeur Général de l'Agence de l'Eau RMC : « Les collectivités ont acquis une maturité »

31 mars 2022

Le directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse témoigne de la rationalisation de la gestion de l'eau par les collectivités au fil du temps.

© l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse - Nicolas Chantepy, directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Comment l'eau est-elle gérée en 2022 par les collectivités ?

Elles ont toujours été dans une logique de gestion d'eau en essayant d'avoir le moins de perte possible le long de leur réseau. Cet enjeu d'économie s'est intensifié avec le temps, au gré des phénomènes récurrents de longues sécheresses. Et bien que les nappes phréatiques se remplissent encore à un niveau suffisant en hiver, celui qui vient de s'achever, plus sec que les autres années, nous rappelle la réalité du changement climatique qui s'opère.

Comment gère-t-on cette ressource aujourd'hui dans les collectivités?

Traditionnellement, on récupère l'eau qui tombe sur un modèle dual « eau potable/assainissement » et les eaux usées sont renvoyées en aval du réseau. Aujourd'hui, l'approche est plus qualitative car nous ciblons en amont les captages d'eau prioritaires (moins pollués, Ndlr) pour améliorer la qualité de l'eau au robinet. Ainsi, avec une eau plus qualitative en amont, le coût de traitement est moindre que s'il fallait traiter une eau déjà polluée.

Quel est le bilan de l'année 2021 pour l'Agence de l'eau?

L'agence de l'eau a accompagné en tout 4 097 projets portés par les collectivités, entreprises, agriculteurs et associations pour améliorer la qualité des eaux. 60 % des aides que nous consentons, soit 285,8 M€, sont attribuées à des opérations d'amélioration de l'assainissement et de l'eau potable portées par les collectivités, avec notamment 159 M€ pour réduire les rejets de pollution domestique.

Quelle est la maturité des collectivités quant à cette préservation de la ressource eau?

Selon la taille des communes, les capacités de financement diffèrent. Les collectivités plus densément peuplées, donc avec le plus d'abonnés, auront naturellement plus les moyens que des communes plus rurales qui possèdent moins d'habitants mais pas forcément moins de longueur de réseau. Aujourd'hui, l'Agence de l'eau réfléchit et conseille à l'optimisation des sites de traitement, avec le déploiement de stations d'épuration nouvelle génération et moins consommatrices d'énergie.



Pour plus d'informations sur nos activités et/ou partager les articles que vous souhaitez voir apparaître dans la prochaine revue de presse mensuelle, n'hésitez pas à nous contacter :

Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)

18/20 avenue Robert Schuman, 13002 Marseille – France

Tel: +33 4 91 59 87 77 - Fax: +33 4 91 59 87 78

Email: info@ime-eau.org

Suivez-nous sur :



Abonnez-vous à notre chaîne YouTube pour revoir tous nos webinaires



Cliquez sur l'image